

# AFRIQUE

## **Guterres (Onu) quitte la Libye "profondément inquiet"**

*5 avril 2019*

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a déclaré vendredi qu'il quittait la Libye "le cœur lourd et profondément inquiet". Le diplomate a rencontré vendredi à Benghazi, dans l'est du pays, le maréchal Khalifa Haftar qui a ordonné la veille à ses forces de marcher sur Tripoli, la capitale libyenne où siège le gouvernement reconnu par la communauté internationale.

Depuis le renversement en 2011 de Mouammar Kadhafi tué après huit mois de révolte, la Libye est plongée dans l'insécurité avec la présence de nombreuses milices qui font la loi. Le GNA dans l'ouest, où se trouve Tripoli, et une autorité dans l'est contrôlée par l'Armée nationale libyenne (ANL), autoproclamée par Khalifa Haftar, se disputent le pouvoir depuis 2015.

Les pro-Haftar ont progressé en direction de la capitale mais vendredi avant l'aube, ils ont été chassés après un "court accrochage" d'un barrage de sécurité à 27 km à l'ouest de Tripoli, selon une source de sécurité. Des dizaines de combattants pro-Haftar ont été faits prisonniers et leurs véhicules saisis.

La nouvelle escalade est intervenue avant une Conférence nationale sous l'égide de l'ONU prévue mi-avril, afin de dresser une "feuille de route" avec la tenue d'élections pour tenter de sortir le pays de l'impasse. Les efforts diplomatiques des dernières années n'ont pas permis une réelle percée en vue d'une solution politique.

"Le risque d'embrasement est accru", a jugé Jalel Harchaoui, chercheur à l'Institut Clingendael. "Haftar est appuyé par différents pays du Golfe", faisant allusion aux Emirats arabes unis, à l'Egypte et à l'Arabie saoudite. Outre l'est libyen, les pro-Haftar contrôlent des pans de la vaste région désertique du Sud, dont un des plus importants champs pétroliers du pays, à al-Charara.

Sources : Reuters, AFP

## **Bouteflika parti, les Algériens dans la rue pour maintenir la pression**

*5 avril 2019*

Une foule immense envahit de nouveau le centre d'Alger vendredi, le premier depuis le départ du président Abdelaziz Bouteflika après plus d'un mois de contestation, pour dire désormais leur refus de toute implication de ses anciens fidèles dans la transition politique.

Confronté à une contestation populaire inédite déclenchée le 22 février, M. Bouteflika, 82 ans et très affaibli depuis un AVC en 2013, a démissionné mardi, après 20 ans passés au pouvoir. Déterminés à se débarrasser du "système", les Algériens sont à nouveau descendus en nombre dans la rue, pour le septième vendredi consécutif.

D'imposants cortèges défilent aussi à Oran et Constantine, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> villes du pays, ainsi qu'à Batna (300 km au sud-est d'Alger), selon des images de la télévision nationale. Plusieurs médias privés font état d'une très forte mobilisation dans de nombreuses autres villes.

Dans une vidéo postée sur internet, l'avocat Mustapha Bouchachi, une des voix de la contestation, a appelé les Algériens à faire de vendredi "un grand jour". "La démission du président ne signifie pas qu'on a eu réellement gain de cause".

Les protestataires appellent au départ des "3B", Abdelkader Bensalah, Tayeb Belaiz et Nouredine Bedoui, trois hommes-clés de l'appareil mis en place par M. Bouteflika et à qui la Constitution confie les rênes du processus d'intérim.

"S'en tenir à la Constitution", et confier l'intérim et l'organisation des élections à des hommes incarnant le système, "va probablement susciter pas mal de protestations, les contestataires doutant que les élections soient équitables (...) et libres", estime Isabelle Werenfels, chercheuse associée à l'Institut allemand pour les Affaires internationales et de Sécurité.

A la place, les manifestants appellent à la mise sur pied d'institutions de transition à même d'engager des réformes et d'organiser des élections libres. Grand vainqueur de son bras de fer avec l'entourage de M. Bouteflika, qu'il a contraint in fine à quitter le pouvoir, le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, apparaît comme l'homme fort du pays actuellement.

Mais, souligne Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen à Genève, "la rue est devenue le nouvel acteur dans la vie politique algérienne" et "on ne connaît pas grand-chose des intentions de l'armée concernant la gestion de l'après-Bouteflika".

D'autant que le général Gaïd Salah est lui aussi largement perçu par les manifestants comme un homme du "système" Bouteflika qu'il avait fidèlement servi depuis sa nomination à la tête de l'armée en 2004.

"L'armée et le peuple sont frères", ont scandé les manifestants vendredi à Alger.

Source : AFP

## **Algérie : des chefs d'entreprise proches du pouvoir poursuivis par la justice**

*3 avril 2019*

En Algérie, le président Abdelaziz Bouteflika a démissionné. Dans le même temps, plusieurs chefs d'entreprises proches du pouvoir sont poursuivies par la justice algérienne. Ils sont soupçonnés de malversation.

Ils sont 12 chefs d'entreprise poursuivis par le parquet général d'Alger pour « faits de corruption et transfert illicite de capitaux vers l'étranger. » Une enquête préliminaire a été ouverte et confiée à la gendarmerie nationale.

Parmi ces personnalités, il y a d'abord Ali Haddad, richissime homme d'affaires et ancien président du FCE, la toute-puissante organisation patronale algérienne.

Ce très proche du frère d'Abdelaziz Bouteflika, Saïd, a été arrêté dans des conditions rocambolesques ce week-end, alors qu'il tentait de fuir par la Tunisie.

Il a été stoppé à la frontière, en possession de deux passeports, deux permis de conduire, quatre téléphones ainsi que 410 000 dinars, 5 000 euros et 100 dollars. C'est d'ailleurs pour ne pas

avoir déclaré ces sommes qu'Ali Haddad a été transféré devant un juge et placé en garde à vue. Il est actuellement incarcéré dans la prison d'el-Harrach, en périphérie d'Alger.

Les onze autres patrons poursuivis par la justice algérienne sont libres, mais ils ont interdiction de quitter le territoire. Parmi eux, certains sont d'anciens cadres du Forum des chefs d'entreprise, tous comptent parmi les plus grandes fortunes du pays.

Cette « opération main propre » répond aux revendications des Algériens : ils réclament la fin d'un « système » qui a permis à une oligarchie pro régime de s'enrichir. Elle reflète également les luttes fratricides qui sont en cours au sein du clan présidentiel, entre notamment la famille Bouteflika et le chef d'état-major de l'armée Ahmed Gaïd Salah.

Source : RFI

### **Un journaliste de Reuters expulsé par les autorités algériennes**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

Tarek Amara, journaliste de l'agence Reuters, a été expulsé dimanche par les autorités algériennes après avoir été arrêté alors qu'il couvrait une manifestation contre le président Abdelaziz Bouteflika, a annoncé un porte-parole de l'agence.

Le journaliste, de nationalité tunisienne, avait été interpellé samedi après qu'une source officielle au sein du pouvoir eut démenti des informations fournies par l'agence Reuters sur la présence d'un million de personnes environ lors de la manifestation antigouvernementale de vendredi dernier à Alger.

Il a été placé à bord d'un avion à destination de la Tunisie.

Un porte-parole de Reuters a déclaré pour sa part que l'agence maintenait sa couverture.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu auprès de représentants des ministères algériens des Affaires étrangères et de la Communication.

Source : Reuters

### **Les Algériennes très mobilisées, mais encore prudentes pour leurs droits**

*25 mars 2019*

Drapeau à la main, avec ou sans foulard, seules ou en famille, les Algériennes descendues en masse dans les rues renforcent le rejet du "système", mais l'espoir de faire avancer les droits des femmes avec cette mobilisation reste fragile, soulignent des manifestantes et des militantes.

La participation féminine "considérable" consolide "l'immense élan collectif populaire" pour exiger le départ du président Abdelaziz Bouteflika et du régime en place, se félicite Fadéla Chitour, professeure de médecine et figure du mouvement féministe algérien.

"Le caractère pacifique des marches a facilité la participation générale", y compris celle de femmes des milieux conservateurs "qui devaient demander l'autorisation d'un homme de leur famille" pour se joindre aux cortèges, relève-t-elle.

L'Algérie s'enorgueillit de la présence de femmes dans tous les métiers, y compris la hiérarchie militaire, et elles sont majoritaires dans la santé, l'enseignement ou la justice. Mais selon une note de l'Office national des Statistiques (ONS) d'avril 2018 sur l'emploi, leur part dans la population en activité connaît une "quasi-stagnation", autour de 18%.

Le droit de vote et d'éligibilité à toutes les fonctions leur est acquis, mais les conservatismes sociaux et religieux, dans un pays où l'islam est religion d'Etat, pèsent sur leur présence dans l'espace public au profit du foyer domestique.

Leurs droits juridiques dans des domaines comme le mariage, le divorce ou les successions sont inférieurs à ceux des hommes. Et les fléaux des violences contre les femmes et du harcèlement restent encore faiblement combattus, soulignent les associations qui leur viennent en aide.

En tête des revendications féministes, l'abrogation du Code de la famille de 1984, qui sous l'influence des traditionalistes se revendique de la charia (loi islamique) au détriment de l'égalité entre les sexes pourtant prévue par la Constitution. Des discriminations en matière de statut familial perdurent malgré une révision en 2005.

Pour Meriem Belaala, responsable de l'association SOS Femmes en détresse, la forte participation féminine dans les défilés s'explique aussi par ces inégalités. "Les problèmes de santé ou d'éducation touchent tout le monde, mais les femmes encore plus parce qu'elles ne sont pas des citoyennes à part entière", souligne-t-elle.

Source : AFP

### **Tunisie : Beji Caïd Essebsi épinglé dans le rapport de l'Instance vérité et dignité**

*3 avril 2019*

L'Instance vérité et dignité (IVD), chargée de rendre justice aux victimes des dictatures en Tunisie dès l'indépendance et jusqu'à 2013, met en cause le président tunisien. Dans son rapport basé sur des milliers de témoignages, elle met en cause des personnes toujours actives en politique et dans les médias.

L'actuel président, Béji Caïd Essebsi, est notamment pointé du doigt pour son rôle joué alors qu'il était ministre sous la présidence de Bourguiba.

Son parti, Nidaa Tounès, le présente comme candidat à sa réélection pour la prochaine présidentielle.

Les faits remontent aux années 60. L'actuel président était directeur de la Sûreté nationale en 1962 puis ministre de l'Intérieur en 1965 sous le président Habib Bourguiba, le premier chef d'État à diriger la Tunisie après l'indépendance.

Le rapport décrit une répression particulièrement « sauvage » exercée sous la présidence Bourguiba.

Le rapport souligne que « les investigations effectuées par l'instance ont prouvé que la torture était systématique et planifiée par les hauts responsables des affaires sécuritaires ».

Source : RFI

## **Le pape met en garde les chrétiens du Maroc contre tout prosélytisme**

*31 mars 2019*

Le pape François a mis en garde les chrétiens contre toute tentation de "prosélytisme", avant de célébrer une grande messe à Rabat, dimanche au second jour de sa visite officielle au Maroc. Le chef des 1,3 milliard de Catholiques a souligné que l'important n'était pas d'être nombreux mais d'illustrer très concrètement les enseignements de l'Eglise.

"Continuez à vous faire proches de ceux qui sont souvent laissés de côté, des petits et des pauvres, des prisonniers et des migrants", a-t-il conseillé.

En revanche, "les chemins de la mission ne passent pas par le prosélytisme, qui conduit toujours à une impasse", a fortement insisté le pape.

La remarque du pape prend une résonance particulière dans un pays où le prosélytisme actif auprès de musulmans peut valoir jusqu'à trois ans de prison. En revanche, les musulmans ont le droit de se convertir si c'est leur propre choix, une ouverture notable par rapport à d'autres pays comme les Emirats arabes unis où la conversion est punie par la peine de mort.

Le roi du Maroc Mohammed VI, présent samedi toute l'après-midi au côté du pape à l'exception de la rencontre plus confidentielle avec des migrants, avait précisé: "je protège les juifs marocains et les chrétiens d'autres pays qui vivent au Maroc".

Il n'a fait aucune référence à l'existence très discrète de milliers de Marocains convertis au christianisme qui plaident depuis 2017 pour bénéficier pleinement de la liberté de culte inscrite dans la Constitution.

Dimanche après-midi, le pape a célébré une grande messe en espagnol dans un complexe sportif couvert de Rabat où l'attendaient près de 10.000 fidèles dans une ambiance très festive, chantant et tapant des mains pour marquer les rythmes afro.

La foule, majoritairement composée de subsahariens, réunissait aussi des Européens et des Philippins. On pouvait aussi croiser dans les croisées quelques Marocains, dont un grand nombre de policiers en civil.

Le Maroc compte environ 30.000 catholiques, dix fois moins qu'avant son indépendance, en 1956. Il y avait 200 églises à l'époque de la colonisation française et espagnole, il en reste aujourd'hui 44.

Source : AFP

## **Les chrétiens marocains plaident pour la liberté religieuse**

*27 mars 2019*

Les Marocains convertis au christianisme, une toute petite minorité dans un pays presque totalement musulman, compte sur la visite du pape François, samedi et dimanche, pour faire valoir leurs revendications en faveur de la liberté religieuse.

C'est la première visite d'un chef de l'Eglise catholique au Maroc depuis celle de Jean Paul II en août 1985.

La Constitution du Royaume stipule que l'islam est religion d'Etat mais garantit à tous le libre exercice du culte.

Les étrangers de confession catholiques peuvent se réunir dans leurs églises.

Mais les Marocains convertis, eux, se voient contraints de pratiquer leur foi en secret, dans des lieux privés. La conversion de l'islam au christianisme est en effet interdite et le prosélytisme est passible de trois ans de prison.

L'Association marocaine des droits et des libertés religieuses (AMDLR) a écrit au Vatican pour dire ses inquiétudes et prévoit d'organiser une manifestation pacifique devant une église de Rabat à la veille de la venue du pape.

Faute de statistiques officielles, le nombre de chrétiens marocains est estimé à environ 50.000, la plupart des chrétiens évangéliques. Il y aurait environ 30.000 catholiques dans le pays, étrangers compris.

Source : Reuters

## **Les dangereuses dépendances africaines du groupe Etat islamique**

*27 mars 2019*

Dans son dernier rapport sur le sujet, publié en février, le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres dresse la liste des emprises territoriales du groupe Etat islamique où elle est encore active, et où elle risque de le rester dans un avenir proche.

L'Afrique abrite plusieurs de ces "provinces" de Daech.

- 1- En Libye : ses combattants montent régulièrement des raids contre des postes de police afin de se procurer des armes. Ou contre les symboles d'une Libye stable, comme les ministères.
- 2- En Égypte : Ansar Bayt al-Maqdis, groupe insurrectionnel né en 2012, qui a prêté allégeance au "calife" auto-proclamé Abou Bakr al-Baghdadi en novembre 2014, y est toujours actif. Ce groupe est basé dans le désert du Sinaï. Le nombre de ses combattants, loin de diminuer ces dernières années face aux constantes opérations montées contre lui par l'armée égyptienne, se stabilise et nargue le pouvoir égyptien.
- 3- Dans la région du Sahel : en concurrence avec d'autres mouvements terroristes, l'organisation Etat islamique reste très influente, selon l'ONU. L'ONU évoque ainsi "l'expansion des groupes extrémistes, qui exacerbe les violences intercommunautaires, la multiplication des explosions touchant les forces de sécurité et les civils et l'accroissement du nombre de personnes déplacées".

4- Autour du lac Tchad : là où se rejoignent les frontières du Tchad, du Niger et du Nigeria, le groupe Etat islamique en l'Afrique de l'Ouest (ISWAP, selon son acronyme en anglais), une faction dissidente du groupe terroriste Boko Haram, regroupe, selon l'ONU, 1500 à 3500 djihadistes.

5- En Somalie :

a. La mouvance djihadiste est dominée par les shebab, membres d'al-Qaïda. Cependant, malgré leur rivalité, un groupe affilié à l'EI "coexiste avec eux". Ce groupe s'est spécialisé dans les assassinats de fonctionnaires et d'hommes d'affaires.

b. Dans l'Etat semi-autonome voisin du Puntland, d'autres combattants de l'EI agissent, y ont établi des camps d'entraînement et de stockage d'armes, venant essentiellement du Yémen tout proche.

Source : FranceInfo

### **La FAO veut construire « un million de citernes » de stockage d'eau au Sahel**

*4 avril 2019*

Une vaste opération pour construire des « citernes » destinées au stockage de l'eau dans les régions arides du Sahel a été lancée par l'Agence des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), a indiqué mardi le directeur général de l'organisation José Graziano da Silva.

M. Graziano da Silva explique que la FAO et ses partenaires œuvrent à la réalisation d'un projet visant à construire « un million de citernes dans la région du Sahel en Afrique », en s'inspirant d'une expérience menée au Brésil, pour que des familles d'agriculteurs pauvres puissent stocker l'eau de pluie.

Au cours des trois prochaines années, le projet de l'agence onusienne devrait bénéficier à quelque 20 000 femmes au Sénégal, au Niger et au Burkina Faso.

La FAO et l'Union européenne travaillent à l'amélioration de la résilience des populations du Sahel face aux crises alimentaires qui touchent cette région.

Source : Le Monde

### **Mali : les violences se sont propagées du nord au centre du pays, correspondant à la frontière avec le Burkina Faso**

*3 avril 2019*

Manifestations pour réclamer le retour de la sécurité en pays dogon, au centre du Mali

Ce jeudi 4 avril au Mali, trois manifestations synchronisées se sont déroulées dans le centre du pays, dans les villes de Bankass, Koro et Bandiagara, trois communes affectées par le conflit intercommunautaire. À l'appel du collectif des associations du pays dogon, quelques milliers de manifestants ont réclamé le retour de la sécurité dans la zone.

À Bankass, Koro et Bandiagara, le même slogan : plus de sécurité et plus de représentants de l'État dans le pays dogon. Depuis environ deux ans, la présence de groupes jihadistes et de milices d'autodéfense armée aggrave le conflit intercommunautaire dans le centre du pays.

En 2018, 500 civils ont péri selon l'ONU, et depuis janvier 440, selon Salif Traoré, le ministre de la Sécurité.

Les conséquences humanitaires inquiètent.

« Cela fait 3 hivernages successifs que les cultivateurs n'ont pas récolté. Ce cumul de déficit agricole fait craindre une crise alimentaire », explique Adaman Diongo, le porte-parole des associations du pays dogon.

### Affrontements intercommunautaires et attaques djihadistes au centre

Le Conseil de sécurité a condamné la poursuite des attaques, y compris terroristes, contre les civils, les représentants des institutions, ainsi que les forces de sécurité nationales, internationales et des Nations Unies.

Il a condamné la récente expansion des violences intercommunautaires, notamment l'horrible attentat perpétré dans le village d'Ogossagou (près de la frontière burkinabè) le 23 mars, qui a fait plus de 160 victimes civiles : une tuerie imputée à des chasseurs dogons se présentant comme un "groupe d'autodéfense" antijihadiste.

Des enfants "sont parmi les victimes", a affirmé dimanche le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) selon lequel "les enfants maliens paient le prix fort pour l'intensification de la violence dans le centre" du pays. Dans la foulée de l'attentat, le gouvernement malien a annoncé la dissolution de ce groupe armé dogon.

Depuis l'apparition il y a quatre ans dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs propres "groupes d'autodéfense".

Ces violences ont coûté la vie à plus de 500 civils en 2018, selon l'ONU.

Cette attaque est "inédite" mais était "prévisible" à cause d'une faible présence de l'Etat, de la violence et de ses divers acteurs dans la zone, a affirmé à l'AFP Baba Dakono, chercheur à l'Institut pour les études sur la sécurité (ISS), basé à Bamako.

"Depuis 2017, l'insécurité croissante a entraîné une augmentation des meurtres, des mutilations et du recrutement d'enfants. La violence contre les femmes et les filles est à la hausse", a dit l'Unicef.

L'attaque d'Ogossagou-Peul est survenue six jours après un attentat jihadiste à Dioura, dans la même région du centre. La principale alliance jihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda a justifié



l'opération de Dioura par les "crimes odieux commis par les forces du gouvernement de Bamako et les milices qui le soutiennent contre nos frères peuls".

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont exhorté les autorités maliennes à faire en sorte que les responsables des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire répondent de leurs actes et soient traduits en justice sans retard excessif.

Ils ont également encouragé les autorités à poursuivre leurs efforts dans la mise en œuvre d'un plan global visant à rétablir la présence de l'Etat dans le centre du Mali, ainsi qu'à renforcer leurs actions pour rétablir des relations pacifiques entre communautés.

### La situation humanitaire fortement détériorée dans toute la région de Mopti, au centre

En raison de l'escalade de la violence, le nombre de personnes déplacées dans toute la région de Mopti est passé de 2.100 en janvier 2018 à presque 66.000 maintenant. « Ça veut dire que c'est une détérioration énorme », a fait valoir la responsable humanitaire onusienne au Mali.

Les déplacements de population sont une tendance observée dans tout le Mali. De 35.000 déplacés en janvier 2018, ce nombre est désormais passé à 123.000. Plus de 136.000 Maliens se sont également réfugiés dans les pays voisins.

De façon générale, les chocs climatiques récurrents et l'insécurité ont des effets dévastateurs sur l'insécurité alimentaire au Mali. Bien que la situation sécuritaire se détériore au Mali, les opérations restent sous-financées.

Dans le même temps, les besoins humanitaires augmentent. « Lors du lancement de l'appel, nous étions à 3,2 millions de Maliens dans le besoin et maintenant, nous sommes à 3,8 millions, avec la période de soudure dont plus 500.000 personnes qui seront en situation de crise ou d'urgence », a mis en garde Mme Kollies, la cheffe d'OCHA au Mali.

Si un Malien sur cinq risque de souffrir d'insécurité alimentaire, ce sont plus de 600.000 enfants qui sont à risque de malnutrition aiguë. « Nous avons besoin de financement pour pouvoir aider les Maliens mais nous avons aussi besoin de médiation pour mettre fin à cette spirale de violence ».

### Progrès dans la moitié nord du Mali

L'ensemble de la région du Sahel fait face à de graves problèmes transnationaux, allant des changements climatiques et de la sécheresse à l'insécurité croissante, à l'extrémisme violent et au trafic de personnes, d'armes et de drogues.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réjoui mercredi des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord de paix au Mali mais a déploré le retard dans l'application de plusieurs dispositions du texte.

Plus de 1.400 ex-combattants à Gao, à Kidal et à Tombouctou ont rejoint l'armée malienne dans le cadre du processus accéléré de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Des administrations provisoires ont été mises en place dans chacune des cinq régions du Nord.

Cependant, le Conseil de sécurité a demandé au gouvernement malien et aux groupes armés de continuer à accélérer la mise en œuvre de l'Accord.

Il s'est déclaré de plus en plus préoccupé par la situation sécuritaire dans le centre du Mali.

### Barkhane se déploie au centre du Mali, à la frontière burkinabè

"Le moment est venu d'étendre nos efforts" vers la vaste région du Gourma, à cheval sur le centre et le nord du Mali, a annoncé le général Frédéric Blachon, commandant de la force française antijihadiste Barkhane, dans un entretien à l'AFP et RFI depuis son QG à N'Djamena.

« Nous allons continuer à nous investir dans le Liptako (situé dans la moitié nord du Mali) car notre présence a des effets vertueux. L'armée française rassure la population, les ONG, les acteurs du développement, les autorités locales. La zone est désormais contrôlable avec un nombre de forces moins important. »

« Le moment est venu d'étendre notre zone de responsabilité à d'autres zones qui servent de sanctuaires aux groupes armés terroristes. Nous avons choisi de nous étendre dans le Gourma, une zone contigüe, qui est une zone frontière avec le Burkina Faso. »

Ces zones frontalières sont les endroits les plus recherchés par les terroristes pour trouver refuge et mener leurs actions.

Le Burkina Faso est un membre du G5 Sahel (avec la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad), et peut demander l'appui de la France.

Au centre du Mali (qui se trouve à la frontière du Burkina Faso), les violences des djihadistes se mêlent très souvent à des conflits intercommunautaires. Pour rayonner dans le Gourma, où l'armée malienne a subi ces dernières semaines de lourdes pertes, Barkhane a fait sortir de terre à Gossi une base pour accueillir quelques centaines de militaires français.

Outre quelques éléments de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), dans le sud-est, plusieurs groupes armés sévissent dans la zone. Parmi les plus actifs figure la "katiba (cellule combattante) Gourma", affiliée à la principale alliance jihadiste du Sahel liée à Al-Qaïda.

Son chef, Al-Mansour Ag Alkassim, a été tué en novembre lors d'un raid français dans le Gourma, mais le groupe continue de poser des engins explosifs artisanaux et d'organiser des attaques complexes, selon l'état-major de Barkhane.

Le groupe jihadiste Ansaroul Islam, lui, est implanté dans le sud du Gourma, à la frontière burkinabè. Il est accusé de semer la terreur dans le nord du Burkina Faso, en proie depuis 2015 à une spirale de violences que les autorités semblent incapables d'enrayer, et qui s'est propagée dans l'est du pays.

En s'installant durablement à Gossi et dans la région, les militaires français et leurs partenaires maliens espèrent désormais reprendre le terrain longtemps laissé aux jihadistes et aux coupeurs de routes.

Plus à l'ouest au Mali, dans la région de Mopti où opère le groupe jihadiste du prédicateur radical peul Amadou Koufa, "on est en mesure d'intervenir si besoin", commente un haut gradé français de Barkhane.

Mais "le gouvernement malien a toujours fait savoir qu'il s'occupait de cette zone. C'est une question de fierté nationale", tempère un autre haut responsable militaire, écartant pour l'heure l'hypothèse d'une opération française dans cette région.

Sources : ONU, AFP, RFI, Reuters

## **Burkina Faso : des dizaines de morts dans des violences intercommunautaires**

*4 avril 2019*

Des dizaines de civils sont morts la semaine dernière dans des violences intercommunautaires au Burkina Faso, a-t-on appris mercredi auprès des autorités.

Le ministre de l'Administration territoriale, Simeon Sawadogo, a déclaré que 62 personnes avaient péri à Arbinda.

Les violences ont eu lieu au nord du pays, près de la frontière malienne.

Elles ont commencé dans la nuit du 31 mars, lorsqu'un dignitaire religieux et six membres de sa famille, du groupe ethnique fulsé, ont été tués par des hommes armés.

En représailles, des membres de la communauté peule, accusés de complicité avec des terroristes, ont été attaqués par les Fulsés.

« Les gens ont décidé sur-le-champ de terminer les Peuls », relate un habitant.

Ces violences intercommunautaires ont fait des victimes Fulsés et Peuls.

Dans la province voisine de Boulgou, les membres de la famille royale traditionnelle de Zoaga ont eux aussi été attaqués et 9 personnes ont péri, selon un bilan provisoire.

Face à la situation sécuritaire fragile au Burkina Faso, avec la fermeture de nombreux centres de santé et écoles, et environ 140 000 déplacés internes, le Conseil de sécurité de l'ONU exhorte le gouvernement burkinabè à la mise en place de réformes et surtout à préparer des élections démocratiques.

Le Burkina Faso est confronté à une crise humanitaire sans précédent. Les affrontements intercommunautaires et les attaques terroristes dans le nord du pays frontalier du Mali ont provoqué des déplacements massifs de population, détériorant davantage la situation de communautés déjà vulnérables.

Début mars, l'ONU a octroyé quatre millions de dollars de son Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) pour renforcer l'aide immédiate aux populations déplacées. Mais la communauté humanitaire a besoin de 100 millions de dollars en 2019 pour venir en aide aux quelques 900.000 personnes les plus durement touchées par cette crise.

Pays de la bande sahélienne dont les régions frontalières sont en proie aux violences et à l'insécurité, le Burkina Faso et le Mali ont joint leurs efforts avec la Mauritanie, le Niger et le

Tchad au sein du G5 Sahel et de sa Force conjointe pour combattre le terrorisme qui sévit dans la région.

Sources : Reuters, RFI, ONU

### **Sénégal : Sall promet d'agir pour l'environnement, les jeunes et les femmes**

2 avril 2019

Le président sénégalais Macky Sall a prêté serment mardi pour un deuxième mandat en promettant de donner la priorité à l'environnement, l'emploi des jeunes et les droits des femmes lors des cinq années à venir.

Réélu le 24 février dernier avec 58% des voix, Macky Sall a notamment dit vouloir mener une action environnementale "vigoureuse". "J'appelle à la mobilisation générale pour forger l'image d'un Sénégal plus propre dans ses quartiers, plus propre dans ses villages, plus propre dans ses villes. En un mot, un Sénégal 'Zéro déchet'.

Lors du premier mandat de Macky Sall, l'économie sénégalaise a affiché un taux de croissance annuel de plus de 6%, mais le développement rapide des infrastructures ou les projets de production pétrolière et gazière dans l'Atlantique ont soulevé des craintes concernant l'environnement.

Source : Reuters

### **Tchad : démocratie fragile, population en détresse**

2 avril 2019

#### L'opposition divisée sur la suspension de sa participation à la Céni

La mise en place de la Commission nationale électorale indépendante tchadienne, l'organe en charge des élections, ne finit pas de susciter la polémique. L'opposition a dénoncé le processus de désignation des membres de l'organe et suspendu sa participation au processus. Néanmoins, tous les partis de cette mouvance ne se reconnaissent pas dans cette posture.

#### Un an de censure des réseaux sociaux au Tchad

Depuis un an, les Tchadiens n'ont plus accès normalement à leurs réseaux sociaux. Dans un pays où le taux de pénétration d'internet est parmi les plus faibles du continent, la mesure amoche encore la liberté d'expression.

Ces blocages sont le fruit d'une volonté gouvernementale.

La situation sécuritaire au Tchad est évasivement évoquée. « *Nous ne pouvons pas nous permettre que des terroristes utilisent ces canaux pour créer l'insécurité* », a précisé à l'AFP le ministre de la Communication, Oumar Yaya Hissein.

Une référence aux défis militaires auxquels est confronté le Tchad à ses frontières, notamment à la lutte contre le groupe armé nigérian Boko Haram, au Sud, depuis 2015.

Alors bien sûr, vous croiserez des Tchadiens connectés. Les 400 000 internautes adeptes de ces réseaux ont trouvé des moyens de contourner les blocages.

Mais ces tours de passe-passe commencent à coûter cher.

Les ONG de défense des libertés numériques ont relayé le désarroi des internautes tchadiens au travers de campagnes sur internet et jusque dans l'enceinte onusienne du Conseil des droits de l'homme de Genève.

L'action en justice contre les principaux opérateurs nationaux fait pour le moment chou blanc. La cour d'appel de Ndjamenà vient de rejeter une nouvelle fois ce jeudi la plainte déposée par un collectif d'avocats estimant que le dossier n'était pas assez solide.

### Les humanitaires ont besoin de 476 millions de dollars pour aider des millions de personnes

La crise humanitaire au Tchad reste grave, avec 4,3 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire, alors que la violence, les déplacements et le manque de services essentiels ont sérieusement affecté la résilience de populations déjà vulnérables, prévient le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Les organisations humanitaires travaillent avec le gouvernement tchadien pour faire face à la crise et avoir accès aux personnes dans le besoin, mais l'insécurité et les contraintes financières restent des défis majeurs.

La communauté humanitaire au Tchad a besoin de 476 millions de dollars pour atteindre 2 millions de personnes affectées par l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les déplacements et les épidémies. Ces crises combinées ont accru la vulnérabilité de millions de personnes déjà confrontées à un faible développement local et à la pauvreté.

Source : RFI, ONU

### **Mauritanie : une Commission électorale partisane ?**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

En Mauritanie, les partis membres de l'alliance électorale de l'opposition démocratique menacent de se retirer l'élection présidentielle de juin prochain, faute de consensus autour de la composition de la Commission électorale.

Les leaders de la coordination de l'opposition continuent d'exiger la dissolution de l'actuelle Céli, composée essentiellement, selon eux, par les partis de la majorité qui soutiennent le général Ghazouani, le candidat du pouvoir. Mais on rappelle que la Commission électorale a été mise en place pour cinq ans et que sa dissolution n'est pas à envisager.

Source : RFI

### **Niger : 12 civils tués par Boko Haram dans une double attaque**

*27 mars 2019*

Une nouvelle attaque a été perpétrée fin mars dans la région de Diffa au Niger. Douze civils ont été tués dans le village de Nguigmi à plus d'une centaine de kilomètres de Diffa. Deux femmes kamikazes ont actionné leur charge alors qu'au même moment des hommes armés s'en prenaient à un autre quartier de cette localité.

Toutes les victimes sont des civils alors que la première cible de l'attaque était clairement sécuritaire. Les deux femmes kamikazes ont visé en effet le périmètre qui réunit la préfecture, le commissariat et une caserne de Nguigmi.

Source : RFI

### **Niger : le président lance les travaux d'un important barrage hydraulique**

*27 mars 2019*

Le président nigérien Mahamadou Issoufou a relancé les travaux de construction sur le fleuve Niger d'un important barrage essentiel pour le pays confronté aux pénuries récurrentes d'électricité et aux crues assassines et fréquentes.

Près de 58 000 personnes seront déplacées du site de l'ouvrage. Selon le président nigérien, l'ensemble de « ce projet structurant a un coût estimé à 740 milliards de francs CFA » (1,2 milliard d'euros).

Le barrage permettra d'aménager plus de 45 000 hectares de terres irrigables, et produira 130 mégawatts.

La mise en eau est prévue dans quatre ans et ce chantier a été confié à une entreprise chinoise.

Source : RFI

### **Ebola en RDC : l'est du pays compte désormais plus de 1.000 cas ; difficultés en raison des attaques de groupes armés**

*31 mars 2019*

Le seuil des 1.000 cas de maladie à virus Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo a été franchi cette semaine, selon les données du ministère de la Santé du pays.

Au total, il y a eu 660 décès et 325 personnes guéries.

Le ministère de la Santé a également signalé que 225 cas suspects sont en cours d'investigation.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les efforts visant à encourager les communautés à participer davantage à la lutte contre Ebola ont été couronnés de succès.

« Mais la situation générale reste fragile », a indiqué vendredi l'OMS, faisant référence à plusieurs attaques récentes contre les centres de traitement Ebola par des groupes armés.

Les équipes d'aide ont pu regagner l'accès à Mandima, Masereka et Vuhovi, malgré la violence sporadique des groupes armés et la méfiance dans certaines communautés touchées, selon l'OMS, et des « progrès sont en cours ».

Source : ONU

## **Centrafrique : le pays essaie de remonter la pente après les violences commises par les groupes armés**

*5 avril 2019*

### Opération séduction des forces de sécurité à Bangui

La police et la gendarmerie, qui ont souvent mauvaise presse en Centrafrique, mènent cette semaine une campagne de sensibilisation pour aller au contact des populations. Caravane qui circule dans la ville, présentation d'équipement et rencontres sur des stands au stade 20 000, place de Bangui. Une opération de trois jours qui rencontre un certain succès.

A Bangui, les forces de sécurité ne sont pas toujours bien vues. « Ils rackettent un peu. Bon, c'est la vie. On ne sait pas quoi faire... » Beaucoup de personnes font ce reproche. Un bon point de départ pour parler aux gens, explique le capitaine de police, Paulin Gokara.

« La population a perdu un peu confiance en sa police, en sa gendarmerie et le but visé, c'est d'inviter la population à venir vers nous, découvrir le matériel que nous utilisons pour le travail, nous poser des questions. »

Une étape de sensibilisation importante pour les forces de sécurité intérieure en pleine reconstruction. 500 nouveaux gendarmes et policiers sont récemment sortis de l'école et devraient être déployés sur le territoire.

### Formation des avocats du corps spécial de la CPS

En Centrafrique, la mise en place de la Cour pénale spéciale (CPS) se poursuit. Cette cour hybride composée de magistrats nationaux et internationaux sera chargée de juger les crimes les plus graves commis dans le pays depuis 2003.

Cette Cour disposera d'un corps spécial, un organe qui réunira des avocats capables d'assurer la défense tant de victimes que d'accusés. La Mission de l'ONU, en partenariat avec Avocat sans frontières, dispense un complément de formation à une vingtaine d'avocats centrafricains.

### La mise en place de l'accord de paix de Khartoum est en route

Cependant, des contestations se font encore entendre, notamment au sujet de la transhumance, cause de nombreux conflits en Afrique centrale et de l'ouest entre éleveurs et agriculteurs. Sécheresse et croissance démographique sont causes d'une pression plus forte sur les terres aptes aux cultures et aussi pourvoyeuses de nourriture aux animaux d'élevage.

Une réunion du groupe international de soutien à la RCA doit avoir lieu le 17 avril. Une mission tripartite est aussi attendue avec la participation de Jean-Pierre Lacroix, le chef des opérations de paix de l'ONU et des représentants de l'Union africaine et de l'Union européenne.

## Les navettes humanitaires aériennes maintenues grâce à un don du gouvernement américain (PAM)

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) s'est félicité de la généreuse contribution de 6 millions de dollars de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) afin de maintenir le service aérien humanitaire qui appuie les interventions humanitaires en République centrafricaine.

Le service humanitaire aérien (UNHAS) - qui permet aux travailleurs humanitaires de se déployer pour assister des dizaines de milliers de personnes dans le besoin en République centrafricaine (RCA) - risquait d'être arrêté en raison d'un manque de fonds.

Grâce à la contribution de l'USAID/OFDA, le service humanitaire aérien va pouvoir continuer à opérer jusqu'en septembre 2019, desservant 24 destinations régulières et 8 destinations ad hoc dans le pays et les « points chauds », où se concentre l'essentiel de la réponse humanitaire.

Sources : RFI, ONU

## **Burundi : des experts de l'ONU demandent la libération du défenseur des droits de l'homme, Germain Rukuki**

*4 avril 2019*

Trois experts des droits de l'homme de l'ONU ont exhorté jeudi le gouvernement du Burundi à libérer immédiatement le défenseur des droits de l'homme Germain Rukuki, dont le cas est en attente d'une décision de la Cour d'appel de Bujumbura.

« Les accusations portées contre Germain Rukuki n'ont aucun fondement et servent de prétexte pour le faire taire et criminaliser son travail en faveur des droits de l'homme ». L'accusation n'a présenté pratiquement aucune preuve contre lui.

M. Rukuki, un militant reconnu engagé dans des manifestations pacifiques et de dissidence, a été reconnu coupable et condamné à 32 ans d'emprisonnement en avril 2018, notamment pour rébellion et atteinte à la sécurité de l'État.

Il est en détention depuis son arrestation en juillet 2017.

Source : ONU

## **Non, il n'y a pas de génocide des chrétiens au Nigeria**

*27 mars 2019*

Des organisations chrétiennes et des sites Internet de droite, tels que Breitbart, rapportent que des chrétiens seraient massacrés par des musulmans au Nigeria sans que les médias en parlent. Certains évoquent même un génocide.

Cependant, bien que des chrétiens aient été tués dans le pays ces dernières années, il ne s'agit ni d'un génocide ni d'un conflit religieux.

Le centre du Nigeria a connu une montée de la violence ces dernières années. Cependant, la situation est bien plus complexe que ce qui a été rapporté par certaines organisations.



Certaines publications en ligne exagèrent le bilan des victimes et utilisent des photos trompeuses pour parler de ces événements.

Le Nigeria connaît depuis des siècles des tensions entre deux groupes de la population : des éleveurs de bétail et des fermiers.

Les éleveurs appartiennent au peuple des Peuls – aussi appelés Fulanis – qui sont majoritairement de confession musulmane. Les membres de ce peuple nomade se retrouvent à travers l’Afrique de l’Ouest, mais au Nigeria ils vivent principalement dans le nord du pays.

Les fermiers, quant à eux, vivent plus au sud et sont sédentaires. La plupart d’entre eux sont des chrétiens de divers groupes ethniques.

Dans la région centrale du Nigeria, les territoires de ces deux groupes se chevauchent.

D’un côté, les éleveurs peuls cherchent constamment des pâturages où faire brouter leur bétail. De l’autre côté, les agriculteurs cultivent les terres arables.

Cependant, les changements climatiques engendrent des sécheresses et de la désertification, et les terres fertiles se font de plus en plus rares.

Les fermiers reprochent alors aux éleveurs d’emmener leur bétail brouter sur leurs terres et de détruire leurs récoltes. Les éleveurs, quant à eux, affirment que les fermiers s’en prennent à leurs animaux.

De plus, en 2017, les États centraux de Benue et de Taraba ont instauré des lois interdisant le libre pâturage du bétail, ce qui a suscité la colère des éleveurs nomades peuls. L’explosion démographique au Nigeria accroît la compétition pour les ressources naturelles.

Cette lutte pour les terres fertiles est la bougie d’allumage du conflit. Mais un autre facteur rend les affrontements encore plus sanglants. Une partie des milices peules s’est emparée de fusils d’assaut importés clandestinement au Nigeria par le groupe terroriste Boko Haram, qui sévit dans le nord du pays.

Les tensions entre éleveurs et fermiers perdurent depuis des siècles au Nigeria, mais la situation s’est envenimée dans la dernière décennie.

Selon le Global Terrorism Index, depuis 2011, les milices peules ont tué environ 3000 personnes dans les villages d’agriculteurs.

Plusieurs organisations humanitaires ont reproché au gouvernement nigérian son inaction dans le conflit, ce qui amène les deux groupes à se faire justice eux-mêmes.

Le Mali est également le théâtre d’un conflit sanglant entre Peuls et deux peuples d’agriculteurs, les Bambaras et les Dogons.

Lors de la visite du chef d’État nigérian Muhammadu Buhari à la Maison-Blanche en mai 2018, le président américain Donald Trump a évoqué la situation en ces termes : « Nous avons eu des problèmes très sérieux avec les chrétiens qui ont été tués au Nigeria. Nous allons travailler sur ce problème, car nous ne pouvons pas laisser cela se produire. »

Source : Radio Canada

## **Total finalise son projet Kaombo, énorme gisement angolais**

*2 avril 2019*

C'est le projet phare de Total en Angola, 16 milliards de dollars investis pour exploiter un champ pétrolier situé à deux mille mètres de profondeur au large de l'Angola. Total annonce avoir démarré la production de son deuxième bateau de pompage. Et ce sont désormais 230 000 barils par jour qui sortent de ce champ pétrolier.

Ce seul gisement pour lequel Total a investi 16 milliards de dollars représente désormais 1/6<sup>e</sup> de la production quotidienne de l'Angola.

Il permet à Luanda d'inverser une inquiétante tendance au déclin pétrolier constatée depuis plusieurs années.

Avec ce projet, coûteux et techniquement complexe, Total conforte sa place de premier producteur étranger en Angola. Il puise 40% du brut local. Plus généralement l'Afrique représente 1/4 de la production mondiale du géant français et un tiers de ses investissements.

Une position stratégique qui risque de durer encore quelque temps. En février dernier Total annonçait une découverte majeure au large de l'Afrique du Sud, un champ aux réserves estimées d'un milliard de barils de pétrole.

Source : RFI

## **L'Union européenne accusée de financer le travail forcé en Érythrée**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

Selon les informations obtenues par RFI, un collectif d'exilés érythréens basé aux Pays-Bas mettra officiellement en demeure ce lundi 1<sup>er</sup> avril la Commission européenne afin qu'elle modifie un contrat d'aide financière à l'Erythrée pour des chantiers d'infrastructures.

En cause : une mention dans le contrat signé entre le régime d'Asmara et le Commissaire européen au Développement début février, affirmant que, parmi le personnel employé par l'Érythrée sur les chantiers de routes reliant l'Éthiopie et le port de Massawa, figureront des conscrits du « service national ».

Une conscription militaire pourtant dénoncée par l'ONU comme étant du travail forcé et une forme contemporaine d'esclavage.

Le service national, c'est ce que fuient la plupart des Érythréens que l'on rencontre sur les routes de l'exil.

C'est un enrôlement de force dans l'armée, dès la dernière année de lycée. Des années sous les drapeaux, pour un salaire dérisoire, et la vie militaire qui va avec : l'arbitraire, la violence, les viols pour nombre de jeunes filles.

Jeudi dernier, une fois de plus, des experts du Comité des droits de l'homme de l'ONU dénonçaient cette situation dans un rapport accablant : cette conscription militaire s'apparente à du travail forcé et à une forme contemporaine d'esclavage.

Pourtant, ce sont ces jeunes gens qui doivent être mobilisés sur les chantiers de routes reliant l'Éthiopie et le port de Massawa, comme le mentionne le contrat d'aide financière versée par l'UE à l'Érythrée pour ces chantiers. L'UE est donc mise en cause.

Source : RFI

### **Le Kenya va fermer l'immense camp de réfugiés de Dadaab, repaire de terroristes shebab, selon le pouvoir**

*28 mars 2019*

Le document onusien, consulté par l'AFP, indique que les autorités kényanes ont envoyé le 19 février une note informant du "projet de fermer le camp de Dadaab dans un délai de six mois". Cette lettre demandait au HCR "d'accélérer la réinstallation des réfugiés et des demandeurs d'asile qui y résident".

Le HCR, de son côté, atteste de sa volonté de travailler avec le gouvernement tant aux retours volontaires dans les pays d'origine et qu'à la réinstallation des réfugiés dans d'autres camps du Kenya ou dans des pays tiers.

Longtemps classée comme le plus grand camp de réfugiés du monde, l'entité de Dadaab, située à l'est du Kenya, héberge aujourd'hui quelque 230 000 personnes. La plupart sont des Somaliens venus se réfugier au Kenya depuis le début de la guerre civile en 1991. Le HCR avait alors établi les premiers camps du complexe de Dadaab. Beaucoup y vivent depuis cette époque.

En mai 2016, le gouvernement kényan avait unilatéralement décidé de fermer le camp, qui comptait alors 350 000 personnes, le désignant comme un terrain d'entraînement pour les shebab somaliens, groupe islamiste lié à Al-Qaïda. Des dizaines de milliers de réfugiés étaient alors rentrés en Somalie dans le cadre d'un programme de retour.

Un retour synonyme pour beaucoup, de conditions de vie extrêmes dans ce pays où cinq millions de personnes manquent de nourriture et où les forces armées somaliennes et africaines se battent toujours contre les shebab. Selon Amnesty International, les autorités kényanes avaient alors menacé des réfugiés, leur ordonnant de partir.

En février 2017, la Haute Cour de justice kényane a mis tout le monde d'accord en déclarant la fermeture du camp inconstitutionnelle.

Depuis l'envoi de ses troupes en Somalie en 2011, le Kenya a subi plusieurs attaques de shebab et le gouvernement n'a cessé de présenter Dadaab comme un risque pour la sécurité du pays.

Ce nouveau projet de fermeture intervient quelques semaines après l'attaque du complexe d'hôtel et de bureaux Dusit, qui a fait 21 morts le 15 janvier 2019.

Au moins 12 suspects ont été arrêtés à Dadaab. Mais une piste kényane a également été évoquée.

Source : FranceInfo

### **Somalie : les attentats se poursuivent**

*29 mars 2019*

Fin mars, l'explosion d'une voiture piégée près d'un hôtel et de deux restaurants a fait au moins 11 morts à Mogadiscio, la capitale somalienne.

Quelques jours auparavant, deux explosions et une fusillade avaient fait 15 morts dans la capitale somalienne, dont un vice-ministre du gouvernement somalien.

Ces attaques démontrent que les insurgés, affiliés à Al-Qaïda, n'ont pas perdu leur capacité à frapper au cœur des institutions somaliennes.

Le groupe islamiste des shebab poursuit une insurrection armée en Somalie contre ce qu'il considère comme une influence hérétique et étrangère.

Les attentats combinant explosion de bombes et assauts d'hommes armés sont devenus une caractéristique des insurgés.

Début mars, au moins 20 personnes ont été tuées dans une attaque des shebab à Mogadiscio qui avait débouché sur un siège d'environ 22 heures.

Les islamistes ont également revendiqué un attentat à la voiture piégée qui a fait quatre morts et neuf blessés le 7 mars près d'un restaurant de la capitale somalienne, à proximité du palais présidentiel.

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils.

Ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22.000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom).

Les Etats-Unis, qui opèrent en coopération avec l'Union africaine et les forces somaliennes, ont accru le nombre de leurs frappes aériennes contre le groupe.

Début mars, le commandement américain pour l'Afrique (Africom) a annoncé avoir tué 26 shebab dans une frappe aérienne "ciblée" dans la province de Hiran, au nord de la capitale.

Cette semaine, Amnesty International a accusé l'armée américaine de dissimuler les victimes civiles de ses frappes répétées contre les islamistes, évoquant de possibles "crimes de guerre".

Cinq de ces frappes ont été examinées à la loupe par Amnesty International, qui a de la sorte dénombré la mort d'au moins 14 civils, ce que Washington dément vigoureusement, affirmant n'avoir tué aucun civil somalien depuis début 2017.

Sources : Reuters, AFP

## **Pêches en Afrique : la Chine cherche à redorer son blason**

*28 mars 2019*

Le Somaliland est une région qui depuis 1990 réclame son indépendance de la Somalie. Les relations avec le pays d'origine de cet Etat autoproclamé non reconnu par les instances internationales ne sont plus belliqueuses.

Pour autant, les rapports restent tendus. Aussi, Yasin Hagi Mohamoud, le ministre des Affaires étrangères du Somaliland, voit d'un très mauvais œil l'accord signé entre la Chine et la Somalie sur la pêche.

Il s'agit de l'octroi de 31 licences de pêche au thon dans les eaux somaliennes à FOCA, un consortium de compagnies chinoises. Pour un million de dollars, la compagnie obtient le droit de pêche deux fois par an, sous la surveillance de contrôleurs somaliens.

Le premier accord du genre, se réjouit le ministre des Pêches somalien Abdillahi Bidhan, qui rappelle que son pays a longtemps souffert de captures illégales, estimées à 2,4 millions de tonnes de poisson en 60 ans d'indépendance.

Une façon de voir que ne partage pas le Somaliland. Pour son ministre des Affaires étrangères, les licences de pêche concernent les eaux du Somaliland et non celles de la Somalie. Mais les organismes internationaux ne reconnaissant pas cette dissidence, la Somalie est une et indivisible et l'accord de pêche s'exerce donc de plein droit sur tout son littoral.

Reste un argument plus écologique. L'accord autorise l'accès à des navires à la réputation sulfureuse. Non seulement ils épuisent la ressource, mais leur méthode de pêche dévaste les fonds marins.

Or, pendant ce temps, la Chine cherche à se donner l'image d'un pays plus responsable sur la gestion de la ressource halieutique africaine. Début 2018, le ministère chinois de l'Agriculture a gelé les subventions de trois compagnies impliquées dans des affaires de pêche illicite en Afrique de l'Ouest.

Plus globalement, la Chine veut restreindre l'activité de certains armements jugés peu écoresponsables, explique le site Allo Africa News. Le gouvernement chinois a ainsi annulé 90 millions d'euros de subventions, notamment sur les carburants. Cela concerne 78 compagnies et 264 navires de pêche lointaine. Trois armements se sont vu retirer leur licence de pêche.

Les autorités chinoises font le ménage dans un secteur qui, pour le pays, n'est pas économiquement essentiel. En une trentaine d'années, la Chine a jeté son dévolu sur les eaux poissonneuses de l'Ouest africain.

Malgré tout, cette industrie ne représente que 0,1% des investissements chinois à l'étranger.

Source : FranceInfo

## **Madagascar : le gouvernement cherche à rassurer les partenaires financiers**

*5 avril 2019*

Les élections législatives et le rétablissement de la sécurité étaient au centre d'une réunion entre le gouvernement et les représentants de la communauté internationale, ce jeudi 4 avril. Représentant des Nations unies, de l'Union Africaine et ambassadeurs de plusieurs pays ont rencontré à huis clos le Premier ministre et des membres du gouvernement.

Ces bailleurs internationaux financent en grande partie les élections législatives qui se dérouleront le 27 mai.

Rassurer les partenaires financiers, notamment sur les problèmes d'insécurité, était l'un des objectifs des autorités malgaches.

Christian Ntsay, le Premier ministre se dit confiant.

« Nos partenaires ont bien compris qu'il y a eu des résultats dans la lutte contre l'insécurité, par exemple dans la lutte contre les kidnappings. Ils ont constaté l'envoi de forces de l'ordre dans les milieux urbains et ruraux pour restaurer rapidement la sécurité. »

Le mois dernier, le kidnapping et le meurtre d'un candidat aux élections législatives a fait les gros titres de la presse malgache.

Sept personnes ont été arrêtées après le kidnapping et le meurtre à Tsaratanana, dans le nord du pays, de ce candidat aux élections.

Deux jours après la publication de la liste officielle des candidats par la Céni de ce scrutin, l'un d'eux, qui se présentait sous les couleurs du parti du président Andry Rajoelina, a été retrouvé mort, assassiné par des malfaiteurs.

Parmi les 7 personnes arrêtées suite à ce meurtre, on retrouve un candidat indépendant à l'élection législative qui se présente dans le même district que la victime. « Les auteurs de ce crime nous ont indiqué que c'est ce candidat qui les a payés pour le tuer », précise le commandant Herilaladiana Andrianarisaona.

Source : RFI

### **Cyclone au Mozambique : plus de 1000 cas de choléra recensés**

*4 avril 2019*

Au Mozambique, on craint à une épidémie de choléra dans la région de Beira, la région la plus touchée par le cyclone Idai, il y a un peu plus de deux semaines.

Déjà plus de 1000 cas sont recensés depuis une semaine.

Les autorités annoncent 2 morts. Mais, pour les ONG, difficile de compter le nombre exact de décès. Près de 900 000 doses de vaccins sont arrivées, ce mardi, sur place pour endiguer la maladie. La campagne de vaccination a commencé mercredi, là où les populations sont les plus accessibles. Elle doit durer une semaine.

En même temps, les organisations humanitaires des Nations Unies intensifient leur d'aide, encouragées par la baisse du niveau des eaux de crue.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé qu'il comptait atteindre cette semaine 1,2 million de bénéficiaires à la suite de l'ouverture de routes vers les zones rurales.

Sources : RFI, ONU

### **Afrique du Sud : dans les «townships», la colère des habitants**

*4 avril 2019*

A l'approche des élections prévues le 8 mai, les habitants du « township » d'Alexandra, au nord de Johannesburg, ont décidé de faire passer un message à leurs élus locaux, appartenant désormais au camp de l'Alliance démocratique (DA).

Pour attirer leur attention sur leurs conditions de vie, ils ont bloqué l'accès au quartier, et manifesté dans les rues toute la journée de mercredi. Principale réclamation : l'amélioration des services publics, le contrôle des habitations illégales qui se développent, et l'attribution transparente de logements, dans cette zone pauvre de Johannesburg.

Selon Thabiso, rien n'a changé pour les habitants du township, depuis la fin de l'apartheid, malgré les nombreuses promesses d'une vie meilleure : « Je suis vraiment en colère. Et on a découvert qu'il y a beaucoup de corruption dans l'attribution de logements, c'est aussi pour cela que l'on manifeste aujourd'hui. »

Cette colère s'adresse aux élus, mais les habitants prennent aussi rapidement pour cible les communautés immigrées, venues du Zimbabwe, ou du Nigeria. Pontsho les accuse d'avoir plus facilement accès à des logements sociaux. Le pays connaît régulièrement des vagues d'attaques sur fond de tensions xénophobes : elles ont fait 3 morts la semaine dernière, près de Durban.

Source : RFI

### **Cameroun : au moins 170 civils tués depuis mois octobre selon Human Rights Watch**

*3 avril 2019*

L'organisation a indiqué que les populations des régions anglophones étaient victimes d'abus des forces de sécurité et d'exactions des séparatistes armés.

Elle parle d'au moins 170 civils tués depuis le mois d'octobre et de centaines d'habitations incendiées.

Le ministre de la Communication René Sadi estime « inconséquent voire malsain de vouloir mettre sur un pied d'égalité » les forces de l'ordre et les groupes séparatistes.

La région du nord-ouest anglophone est le théâtre d'un conflit entre les forces de sécurité et des miliciens séparatistes, depuis plus de deux ans.

Le diocèse de Kumbo fait part de sa grande inquiétude face à la dégradation de la situation sécuritaire, depuis septembre 2018, dans la région du nord-ouest anglophone.

Bâtiments incendiés, enlèvements d'élèves, disparitions, meurtres de civils... c'est un sombre tableau que décrit le diocèse de Kumbo.

L'ONU lance un appel aux bailleurs de fonds pour venir en aide à près d'un demi-million de Camerounais déplacés par le conflit dans les régions anglophones et 35 000 réfugiés au Nigeria. L'institution internationale espère obtenir près de 163 millions d'euros, dont plus de 30 millions d'euros pour une assistance vitale de toute urgence.

Source : RFI

### **Législatives au Bénin : manifestation de l'opposition dispersée à Cotonou**

*4 avril 2019*

Il n'y avait pas beaucoup de monde jeudi matin à Cotonou et dans d'autres villes du Bénin pour les manifestations de l'opposition. Des manifestations dispersées avant même leur départ par la police et l'armée.

L'opposition entendait protester contre le choix du pouvoir d'aller aux élections législatives le 28 avril alors que tous ses candidats ont été exclus. Seuls deux partis alliés de la mouvance présidentielle pourront participer aux élections. Inacceptable pour l'opposition qui lance donc un programme de manifestations pacifiques dans tout le pays.

Source : RFI



# PROCHE ET MOYEN-ORIENT

## Yémen : la guerre redouble d'intensité, aucune issue en vue

4 avril 2019

Le Yémen est déchiré par un conflit dévastateur depuis l'intervention d'une coalition arabe sous commandement saoudien en mars 2015 pour soutenir des forces pro-gouvernementales contre les rebelles Houthis.

Ceux-ci sont soutenus par l'Iran, grand rival chiite de l'Arabie saoudite sunnite au Moyen-Orient. Le conflit a provoqué la pire catastrophe humanitaire au monde selon l'ONU et a fait plus de 10.000 morts sur les deux premières années. Des ONG estiment que le bilan des victimes est largement supérieur.

Les affrontements entre rebelles chiites Houthis et forces gouvernementales soutenues par la coalition saoudienne sont en ce moment d'une intensité sans précédent depuis la trêve du 18 décembre, disent les témoins.

Notamment à Hodeïda, port stratégique de l'ouest du pays.

Le cessez-le-feu conclu à Stockholm était jusqu'ici globalement respecté malgré les désaccords sur la démilitarisation d'Hodeïda.

## Le Congrès exige de Trump l'arrêt de l'engagement militaire au Yémen, une première ; mais il va sûrement mettre son veto

Le Congrès américain a approuvé jeudi une résolution exhortant Donald Trump à arrêter tout soutien à la coalition saoudienne dans la guerre au Yémen, infligeant un sévère camouflet au président qui va probablement mettre son veto.

En limitant les pouvoirs présidentiels en matière d'engagement dans un conflit à l'étranger, ce vote marque une première historique. "Nous assistons aujourd'hui au Yémen à un désastre humanitaire sans précédent", a tonné le sénateur indépendant et candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders, auteur de la résolution.

La Chambre des représentants, à majorité démocrate, a voté le texte (247 voix pour, contre 175) qu'avait déjà approuvé le Sénat, contrôlé par les républicains.

Au moins une quinzaine d'élus républicains de la Chambre, dont deux proches alliés de Donald Trump, ont approuvé la proposition de loi.

Soit un revers particulièrement humiliant pour le président républicain, forcé d'employer son droit de veto présidentiel s'il veut bloquer une mesure adoptée avec le soutien d'une partie de son propre camp.

Avec la résolution sur le Yémen, "le Congrès exige du président le retrait des forces armées américaines des hostilités dans, ou affectant, la république du Yémen, à l'exception" des opérations visant Al-Qaïda et associés, sous trente jours après l'adoption du texte.

Depuis 2015, le Pentagone fournit un "soutien non-combattant" à la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen, dont la livraison d'armes et du renseignement. Depuis fin 2018, les Etats-Unis ont suspendu leurs opérations de ravitaillement en vol de l'aviation saoudienne.

La rare union entre parlementaires démocrates et certains républicains autour de ce vote s'explique en grande partie par la profonde colère provoquée au Congrès américain par l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, en octobre 2018, par un commando venu de Ryad.

La réaction tiède de Donald Trump face au jeune prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane --considéré comme "responsable" du meurtre par le Sénat américain-- avait indigné jusque dans ses rangs.

### Berlin prolonge de six mois l'arrêt des ventes d'armes à Ryad

Le gouvernement allemand a déclaré qu'il allait prolonger pour six mois la suspension des exportations de matériel militaire vers l'Arabie saoudite, une décision qui a tendu les relations entre Berlin et les exportateurs d'armes européens ayant des programmes conjoints avec des firmes allemandes.

La décision d'arrêter les livraisons d'armes vers l'Arabie saoudite, prise à la suite du meurtre de Jamal Khashoggi, a été critiquée par des alliés européens pour l'incertitude qu'elle provoque pour des milliards d'euros de commandes militaires. Berlin a aussi appelé Paris et Londres à s'assurer qu'aucun matériel militaire fourni à l'Arabie saoudite ou aux Emirats arabes unis ne soit utilisé dans le conflit au Yémen.

### Mort du choléra, un médecin yéménite se savait confronté à un "désastre"

Le médecin yéménite Mohamed Abdoul-Moughni qualifiait de "désastreuse" l'épidémie de choléra contre laquelle il luttait sans moyens ni personnel médical, dans un pays ravagé par des années de guerre.

La maladie l'a tué il y a deux semaines.

Depuis 2015, le Yémen fait face à sa troisième épidémie de choléra, une infection bactérienne intestinale qui provoque de graves diarrhées et la mort par déshydratation.

Selon les Nations unies, la maladie se répand comme un "feu de broussailles". Depuis le début de l'année, l'Onu a recensé 110.000 cas suspects et 200 décès.

L'approvisionnement en eau est un problème crucial dans le pays le plus pauvre de la péninsule arabe. Dans de nombreuses régions, l'eau doit être pompée pour être ramenée à la surface et les pénuries de carburant ont fait grimper le prix de l'eau potable.

Faute de mieux, les personnes utilisent de l'eau contaminée.

Le pays est privé de routes pour transporter carburant et nourriture. La chute des importations fait monter les prix, les fonctionnaires ne sont plus payés.

L'Onu et les agences humanitaires multiplient les efforts pour remédier à la situation mais les conditions de travail et d'accès au pays restent très difficiles.

Sources : Reuters, AFP

## **L'émir du Qatar quitte prématurément le sommet arabe à Tunis**

*31 mars 2019*

L'émir du Qatar Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a quitté prématurément dimanche le 30<sup>e</sup> sommet de la Ligue arabe à Tunis, l'agence officielle de l'émirat QNA ne fournissant aucune indication sur le motif de ce départ.

Alors que plusieurs dirigeants venaient d'appeler à dépasser les différends, il est parti durant le discours du secrétaire général de la Ligue, Ahmed Aboul Gheit, et "a quitté la Tunisie", a de son côté indiqué à l'AFP un responsable tunisien sous le couvert de l'anonymat.

Le riche émirat gazier est au cœur d'un conflit diplomatique depuis juin 2017 qui l'oppose à plusieurs autres pays arabes, dont l'Arabie saoudite.

A cette date, Ryad, mais aussi les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte ont rompu leurs relations avec Doha, lui imposant un blocus économique et diplomatique.

Ryad et ses alliés accusent le Qatar de ne pas prendre assez de distance avec l'Iran, puissance régionale chiite rivale de l'Arabie saoudite sunnite, et de soutenir des groupes islamistes radicaux, ce que Doha nie.

Aucune tentative de réconciliation n'a abouti à ce jour.

Source : AFP

## **Conditions de travail : au Qatar, Vinci ouvre une fenêtre sur ses chantiers**

*29 mars 2019*

Le groupe de BTP français a organisé, dans l'émirat, une visite pour la presse, alors que l'association Sherpa a renouvelé sa plainte pour travail forcé et réduction en servitude des ouvriers migrants.

D'innombrables chantiers métamorphosent la capitale du Qatar en attendant la Coupe du monde de football, en 2022. Sur des kilomètres, des gratte-ciels s'élèvent entre les voies rapides et les centres commerciaux, sous les efforts de bataillons d'ouvriers indiens, népalais ou bangladais mobilisés dans une chaleur de four et la poussière du désert.

L'entreprise Qatari Diar Vinci Construction (QDVC) est détenue à 51 % par le fonds souverain Qatari Diar et à 49 % par Vinci.

Elle a engrangé pour 5 milliards d'euros de contrats au Qatar depuis 2007.

Le groupe est gravement mis en cause au Qatar. L'association française Sherpa, pourfendeuse des « crimes économiques », l'accuse, depuis 2015, de travail forcé, réduction en servitude, traite des êtres humains et mise en danger délibérée.

De nombreuses enquêtes l'attestent : parmi les travailleurs migrants recrutés par centaines de milliers dans le sous-continent indien, beaucoup doivent payer l'équivalent d'un an de salaire à

des intermédiaires, se voient confisquer leur passeport et sont totalement enchaînés à des employeurs qui les font travailler trop longtemps et dans de mauvaises conditions.

Le groupe Vinci, qui a employé près de 11 000 travailleurs migrants au Qatar depuis 2008 et en salarie encore 2 300 aujourd'hui, s'est-il rendu coupable d'esclavage moderne ? Sherpa affirme en avoir les preuves.

Pour Vinci, l'heure est grave. Des investisseurs comme le fonds souverain norvégien, des clients comme la ville de Copenhague, s'inquiètent et posent des questions. Les analystes revoient leur notation.

Vinci s'efforce de prouver le contraire des accusations.

Sherpa l'admet : les témoignages montrent qu'à partir de 2016 les conditions des ouvriers se sont améliorées. La pression internationale a poussé le Qatar à de timides avancées en matière de droit du travail.

« C'est aussi grâce à notre plainte que des progrès ont été accomplis, mais QDVC et ses sous-traitants sont encore loin des minimas français, internationaux et même qataris, et ce n'est pas parce que cela s'est amélioré que la justice ne doit pas enquêter sur ce qui s'est passé avant », estime Marie-Laure Guislain, de Sherpa.

En attendant, une autre procédure oppose Sherpa et Vinci : le groupe de BTP poursuit l'association et sa responsable du contentieux pour diffamation. Après lui avoir réclamé 350 000 euros, Vinci, accusé de tenter d'étouffer la plainte par une « procédure-bailon », a réduit sa demande à 1 euro symbolique.

Source : Le Monde

## **Employées comme domestiques, des milliers d'Africaines restent maltraitées dans les pays du Golfe**

*25 mars 2019*

Une délégation, envoyée par le président de la République malgache, s'est envolée le 25 mars 2019 pour le Koweït. Elle a pour tâche de rapatrier les travailleuses malgaches en détresse dans ce pays.

Un espoir pour une centaine de ressortissantes malgaches bloquées au Koweït dans une situation très difficile. Victimes de divers abus, elles ont quitté leur lieu de travail pour se réfugier dans un local appartenant à une ambassade africaine.

Comme ces femmes, des dizaines de milliers d'Ethiopiennes, de Somaliennes, de Marocaines ou encore d'Egyptiennes sont employées comme bonnes à tout faire dans les pays du Golfe. Poussées par la pauvreté et les conflits, elles sont prises en charge par des agences qui "les vendent" à des employeurs pour toutes sortes de tâches.

Travaillant plus de 15 heures par jour pour des salaires de misère. Quand ils sont versés... Les employeurs, et parfois les agences de recrutement, leur retirent leurs passeports pour éviter qu'elles ne s'enfuient.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 3,8 millions de travailleurs domestiques travaillaient en 2017 dans les pays du Golfe : Oman, Koweït, Arabie saoudite, Qatar, Bahreïn et Emirats arabes unis.

L'Arabie saoudite absorberait les deux tiers de cette main d'œuvre (2,42 millions de personnes). Au Koweït, elle représente 22% des personnes en âge de travailler, c'est dire si elle est essentielle à l'économie de ces pays.

Isolées, de nombreuses domestiques sont très vulnérables. Elles travaillent souvent dans des conditions indignes, sont exploitées – parfois sexuellement –, quand elles ne subissent pas des violences physiques et psychologiques.

La charge de travail excessive et les salaires impayés sont les plaintes les plus courantes. Mais les employeurs agissent généralement en toute impunité, avec la complicité de la police et de la justice qui ferment les yeux sur ces pratiques.

Les ONG dénoncent depuis des décennies cet esclavage moderne. Les gouvernements sont obligés de réagir. Le Togo a, par exemple, interdit le voyage des jeunes filles au départ de l'aéroport de Lomé vers le Moyen-Orient.

Le président philippin Rodrigo Duterte a également réagi début 2018, rapatriant des dizaines de milliers de domestiques philippines dans le cadre d'un programme de retour volontaire. Elles ont vite été remplacées, notamment par des Ethiopiennes fuyant la pauvreté, parfois poussées par leurs familles.

Source : FranceInfo

### **Arabie : arrestation de sept écrivains et blogueurs, dont deux Américains ; accusations de torture par les militantes déjà emprisonnées**

*5 avril 2019*

Les autorités saoudiennes ont arrêté sept écrivains et blogueurs, dont deux ressortissants américains, dans une nouvelle campagne de répression en Arabie saoudite, pays allié des Etats-Unis et confronté à de vives critiques sur son bilan en matière de droits humains.

Ces nouvelles arrestations ont été annoncées alors que le Congrès américain a approuvé jeudi une résolution exhortant le président américain Donald Trump à arrêter tout soutien à la coalition saoudienne engagée dans la guerre au Yémen.

Il s'agit aussi de la première campagne de répression massive contre des personnalités de la société civile depuis l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en octobre dans le consulat de son pays à Istanbul par un commando venu de Ryad, une affaire ayant fortement terni l'image du royaume.

L'organisation de défense des droits humains ALQST, basée à Londres, a précisé vendredi que les personnes arrêtées étaient "des écrivains et des blogueurs engagés dans des échanges publics sur les réformes" dans le royaume ultraconservateur.

La semaine dernière, 3 femmes, dont 2 militantes pour les droits des femmes, qui avaient été arrêtées il y a près d'un an lors d'une vaste campagne de répression, ont été libérées provisoirement.

Leur procès, très suivi, n'est toutefois pas terminé et 8 autres militantes sont toujours détenues dans ce cadre. Ces 11 femmes sont jugées depuis le 13 mars par une cour pénale sur la base d'accusations de contacts avec des médias étrangers, avec des diplomates et avec des organisations de défense des droits humains.

La plupart d'entre elles ont été arrêtées en mai 2018, un mois à peine avant la levée historique d'une mesure interdisant aux femmes de conduire en Arabie saoudite. Elles ont notamment été accusées de porter atteinte aux intérêts nationaux et d'aider les "ennemis de l'Etat" après avoir défendu le droit des femmes de conduire ou demandé la levée du système de tutelle.

Certaines des détenues disent avoir été victimes de torture et d'abus sexuels.

Le gouvernement saoudien, confronté à de vives critiques internationales sur son bilan en matière de droits humains, nie que les femmes aient été torturées ou harcelées sexuellement.

Source : AFP

### **Arabie Saoudite : Saudi Aramco, entreprise la plus rentable du monde en 2018**

*2 avril 2019*

Plus de 111 milliards de bénéfices en 2018. Le chiffre fait de la compagnie nationale saoudienne du pétrole l'entreprise la plus rentable au monde, deux fois plus que le géant de l'électronique Apple.

La publication de ces résultats, une première de la part d'Aramco, vise à attirer les investisseurs, quelques jours avant le lancement d'un emprunt obligataire.

Pour les premiers résultats de son histoire, Aramco fait très fort, avec en 2018, plus de bénéfices que les cinq géants privés du pétrole réunis : ExxonMobil, Chevron, BP, Shell et Total.

Source : RFI

### **Ryad va lancer en 2020 un appel d'offres pour 2 réacteurs nucléaires**

*4 avril 2019*

L'Arabie saoudite lancera en 2020 un appel d'offres pour la construction de deux réacteurs nucléaires et elle discute déjà de ce projet avec plusieurs pays, dont la France, a-t-on appris jeudi de sources proches du dossier.

Premier exportateur mondial de pétrole, le royaume saoudien cherche à diversifier ses sources d'énergie afin de mettre davantage de brut sur le marché mondial. Ce projet est surveillé de près par les Etats-Unis qui redoutent que la construction d'infrastructures nucléaires civiles soit un premier pas en direction du développement d'un programme nucléaire militaire.

Les autorités saoudiennes se défendent de vouloir se doter de l'arme atomique, même si elles ont prévenu qu'elles se pencheraient sur la question si l'Iran développait la sienne.

Parmi les candidats susceptibles fournir des réacteurs, pour un montant évalué à plusieurs milliards de dollars, figurent les Etats-Unis, la Russie, la Corée du Sud, la Chine et la France.

Source : Reuters

### **L'Arabie Saoudite débloque des fonds pour l'Irak, ouvre un consulat à Bagdad**

*4 avril 2019*

L'Arabie saoudite a annoncé jeudi débloquent 1,5 milliard de dollars en faveur de l'Irak et ouvrir de nouvelles représentations chez son voisin, où elle tente de réduire l'influence iranienne, plaidant pour un "nouveau chapitre" dans les relations entre Ryad et Bagdad.

Illustrant cette reprise des relations après des décennies de rupture diplomatique, une importante délégation saoudienne d'hommes d'affaires et de responsables était mercredi et jeudi à Bagdad. Par ailleurs, le Premier ministre irakien Adel Abdel Mahdi --qui se rendra à Téhéran samedi et dimanche-- est attendu à Ryad "dans quelques jours", selon le ministre irakien du Pétrole.

Au même moment, un consulat saoudien a été inauguré à Bagdad dans les locaux de l'ambassade. Ryad tente de réduire l'influence de l'Iran chiite, deuxième fournisseur de l'Irak en produits importés et puissante agissante dans le pays. A la suite de la chute du dictateur en 2003, les gouvernements en Irak ont été à dominante chiite et proches de l'Iran.

Source : AFP

### **Irak : après le naufrage à Mossoul, la corruption remonte à la surface**

*30 mars 2019*

Gouverneur recherché, officiels cités à comparaître et trafics révélés : après le naufrage à Mossoul qui a fait au moins 100 morts, les dossiers de la corruption s'entrouvrent dans le nord de l'Irak toujours en attente de reconstruction après la guerre.

Après le choc national --100 morts et 63 disparus dans le naufrage d'un bac en majorité des femmes et des enfants--, Mossoul, reprise il y a moins de deux ans au groupe Etat islamique (EI), réclame désormais que soient vraiment jugés les responsables provinciaux limogés et remplacés par des autorités intérimaires.

Depuis des années, la corruption est endémique en Irak. Ces 15 dernières années, dans le 12<sup>e</sup> pays le plus corrompu au monde, 194 milliards d'euros ont ainsi disparu dans les poches de politiciens et d'entrepreneurs véreux selon le Parlement. C'est deux fois le budget de l'Etat et même plus que le Produit intérieur brut (PIB) de l'Irak.

Entre les fuites à l'étranger et les passe-droits, très peu d'officiels ont dû répondre de leurs actes de prévarication. Et, pour ceux qui ont été condamnés, la loi est clémente, assurent des acteurs de la justice : en vertu d'amnisties, certains s'en sont sortis en ne payant qu'une part, minime, de l'argent volé.

La corruption empêche aussi la reconstruction de la province de Ninive, ravagée par trois ans d'occupation des jihadistes et près d'un an de guerre pour les chasser : les grands travaux n'ont jamais débuté mais les ruines ont enrichi les seigneurs de guerre.

C'est ce qu'affirme une enquête rédigée par 43 parlementaires après quatre mois d'entretiens avec habitants et responsables, que l'AFP a pu consulter.

Ce rapport d'une quarantaine de pages décrit un système de prédation bien rôdé dans une région au budget de 800 millions de dollars.

Le Hachd al-Chaabi, des unités de supplétifs de l'armée majoritairement chiites, a fait son entrée dans la ville sunnite de Mossoul une fois les jihadistes chassés. Peu appréciés et craints par les habitants, certains de ses hommes sont aussi accusés de profiter du business de la guerre.

Si rien n'a été reconstruit, de nombreux immeubles ont été un peu plus détruits encore. Sous couvert de déblayage, ces entrepreneurs ont dégagé des millions de dollars en revendant structures métalliques et tonnes de matériaux des décombres, selon un responsable local.

Le naufrage d'un bac --en surcharge et naviguant alors même que les autorités avaient prévenu du danger du haut niveau de l'eau-- a mis le feu aux poudres. Mais le ver était dans le fruit depuis bien plus longtemps, assure le député Abdel Rahmane al-Louizi, qui a participé à l'enquête parlementaire.

Le naufrage d'un bac a mis au jour des dizaines de dossiers de corruption à Mossoul. "Combien faudra-t-il d'autres victimes et d'autres naufrages pour découvrir tous les dossiers de corruption dans les autres provinces d'Irak ?", s'interrogeait ainsi un internaute.

Source : AFP

## **Un an après la "victoire", des racines de l'EI poussent toujours en Irak**

*23 mars 2019*

Comme en Syrie aujourd'hui, l'Irak a déclaré, il y a plus d'un an, la "victoire" sur le groupe Etat islamique (EI). Pour autant, ses affidés continuent de tuer et de poser des bombes dans un pays où le terreau du djihadisme reste fertile.

Outre l'aspect militaire, le retour des 1,8 million d'Irakiens déplacés, les centaines de procès "expéditifs", la misère, les traumatismes créés par les conflits et les clivages entre communautés sont autant de fléaux qui ne seront pas réglés avant des années, préviennent les défenseurs des droits humains, qui redoutent que les radicaux ne recrutent parmi les laissés-pour-compte.

Défait militairement, le groupe ultra-radical qui s'était emparé en 2014 de près d'un tiers de l'Irak --et de vastes pans de la Syrie-- ne tient plus aujourd'hui aucun territoire habité. Mais il n'a pas pour autant perdu son pouvoir de nuisance, dans un pays qui attend une reconstruction évaluée à 88 milliards de dollars.

Terrés dans des zones montagneuses ou désertiques, ses hommes disposent encore d'abris inaccessibles aux forces de sécurité. "Tous les jours, il y a des opérations contre les cellules dormantes", affirme à l'AFP le général Najm al-Joubouri, commandant des opérations dans la province septentrionale de Ninive, dont fait partie Mossoul qui fut la "capitale" de l'EI en Irak.



La coalition internationale anti-EI continue également de mener des frappes en Irak, alors que les défis sont énormes : il faut sécuriser plus de 600 kilomètres de frontière avec la Syrie dans le désert, contrôler des zones montagneuses disputées par les Kurdes ou empêcher des infiltrations via les voies de contrebande.

Le long de la frontière, des combattants de l'EI, pris en étau entre forces irakiennes et syriennes, tentent régulièrement des incursions. Si les forces irakiennes les repoussent souvent, "dans certains endroits, ils naviguent sans difficulté, avec armes et véhicules, (...) dans des oueds désertiques et des zones accidentées", indique une source de sécurité.

D'autres zones sont également inaccessibles, cette fois à leurs habitants. Reprises par des groupes paramilitaires, elles sont encore tenues par ces forces, qui empêchent les communautés locales d'y revenir en les accusant d'avoir coopéré avec l'EI.

Ces familles survivent toujours dans des camps de déplacés, un casse-tête pour les autorités qui commencent à fermer ces structures. Parmi ces déplacés, certains pourraient rentrer mais s'y refusent face à l'ambiance de suspicion généralisée : "la vengeance est partout et c'est ce qui (les) inquiète", explique à l'AFP Razaw Salihy, en charge de l'Irak pour Amnesty International.

Amnesty a aussi dénoncé l'exploitation sexuelle des femmes soupçonnées de liens avec le groupe ultra-radical dans les camps.

"Les enfants n'oublieront pas que leurs mères ou leurs familles ont été humiliées", prévient Mme Salihy, qui qualifie cette génération de "bombe à retardement".

A cela s'ajoutent les centaines de procès, expéditifs après des aveux obtenus sous la torture, ainsi que les maux traditionnels de l'Irak, en tête desquels la corruption et la pauvreté endémiques. Quant aux déplacés rentrés chez eux, ils sont loin d'avoir retrouvé leur vie d'avant. Certains commencent même à soupirer : "au moins sous l'EI, on avait à manger".

Source : AFP

## **La terreur sous l'EI : un quotidien de règles strictes et de châtiments**

*24 mars 2019*

De la naissance à la mort de son "califat", le groupe Etat islamique (EI) a un temps exercé un contrôle absolu sur une population atteignant sept millions d'âmes : son proto-Etat régissait tout, des services publics à l'impôt, en passant par l'habillement et l'éducation.

La reprise samedi de Baghouz, aux confins orientaux de la Syrie, par une force arabo-kurde a signé la fin de près de cinq années de férule jihadiste sur une zone autrefois grande comme la Grande-Bretagne, un pouvoir imposé à coups de châtiments corporels, d'embrigadement forcé et de racket organisé.

A cheval sur la Syrie et l'Irak, le "califat" avait ses administrations, qui, à leurs débuts, ont pu attirer la bienveillance d'habitants s'estimant délaissés par leurs autorités, et même sa radio -- qui ne diffusait pas de musique, considérée comme un "péché".

Très vite, l'EI a fait frapper sa propre monnaie, le "dirham du califat", comme le proclament les pièces que soldats irakiens ou combattants kurdes en Syrie ont conservées et exhibent aujourd'hui comme les reliques d'un cauchemar terminé.

Le groupe ultraradical avait aussi sa police, la redoutable "hisba", qui pouvait distribuer amendes ou coups de fouet à un homme dont l'haleine avait des relents de cigarette ou d'alcool, ou à une femme dont les mains ou le visage dépassaient du long voile noir que l'EI imposait jusqu'aux petites filles.

Ses tribunaux ordonnaient la mort, par décapitation, pendaison ou lapidation, ou emprisonnaient ceux qui ne payaient pas l'impôt, obligatoire.

Ces châtiments corporels et autres exécutions étaient menés en place publique. Et tout le monde devait y assister, rapportent ceux qui ont vécu les années d'occupation jihadiste.

Les têtes coupées étaient ensuite exhibées ou les corps laissés des jours à pendre au bout des potences, "pour l'exemple" et pour "terroriser" un peu plus des habitants qui évoquent encore ces épisodes avec effroi.

Plus de 200 charniers laissés derrière lui par l'EI en Irak et les autres renfermant jusqu'à 5.000 corps dans le nord et le nord-est de la Syrie repris à l'EI doivent encore être ouverts.

Quant aux prisonniers, un temps utilisés comme boucliers humains, personne ne sait ce qu'ils sont devenus.

Au sein de la minorité yazidie, la plus persécutée par l'EI, plus de 3.000 membres manquent toujours à l'appel. En 2014, les femmes de cette communauté kurdophone pratiquant une religion ésotérique ont été arrachées de force aux leurs. Vendues aux marchés aux esclaves, elles ont été violées et mariées de force à des jihadistes qui les ont embarquées avec eux.

Les jeunes garçons yazidis, eux, ont été transformés en enfants-soldats avec lesquels leurs familles --pour ceux qui ont pu être retrouvés-- peinent désormais à dialoguer et à renouer, tant ils ont été endoctrinés et entraînés à haïr la langue et la religion de leurs parents.

Dès l'école, l'EI inculquait aux enfants son idéologie littéraliste et violente. Dans les livres de mathématiques, on additionnait des mitraillettes et des grenades. Dans les livres de contes, on défigurait les personnages car toute représentation humaine était interdite.

Source : AFP

## **Bombardements de l'armée dans le nord-ouest de la Syrie, 12 morts**

*4 avril 2019*

Des tirs de l'armée syrienne ont fait au moins 12 morts et des dizaines de blessés jeudi dans la ville rebelle de Kfar Nabl, au sud d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, ont annoncé les secours. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les bombardements de l'armée ont tué 17 civils.

La Russie et la Turquie ont conclu en septembre dernier un accord de démilitarisation qui a permis d'éviter une offensive de l'armée syrienne dans la province d'Idlib, la dernière aux mains

des insurgés, mais Damas s'inquiète du maintien des forces rebelles, notamment islamistes, dans la région.

Un marché de Kfar Nabl a été touché par les tirs, a précisé Obada Dhikra, directeur de la défense civile dans ce secteur. Il a ajouté que le bilan du bombardement risquait d'être plus lourd, plusieurs blessés se trouvant dans un état grave.

Le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al Moualem, a répété que le gouvernement entendait reprendre le contrôle de tout le pays, constatant que l'accord russo-turc de l'an dernier n'était pas respecté.

Source : Reuters

### **Syrie : 40.000 déplacés touchés par des pluies diluviennes dans le nord-ouest**

*2 avril 2019*

Plus de 40.000 déplacés dans le nord-ouest de la Syrie ont dû quitter les camps qui les hébergeaient, en raison d'importantes inondations causées par des pluies torrentielles au cours des trois derniers jours. Environ 14 camps ont été évacués dans la région d'Idleb, a indiqué à l'AFP David Swanson, du bureau des affaires humanitaires des Nations Unies (Ocha).

Cette région, sous la coupe des jihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche d'Al-Qaïda) qui ont pris le dessus sur les rebelles, abrite plus de trois millions de personnes, dont la moitié a été déplacée par les huit ans de guerre en Syrie.

Des "Casques blancs", des secouristes engagés dans les zones rebelles du pays, tentaient depuis lundi d'aider à évacuer les camps et à sauver des eaux boueuses le peu d'affaires que possèdent les déplacés.

Les intempéries ont touché plusieurs dizaines de milliers de civils, mais aussi les champs et les réserves agricoles dans la région d'Idleb et celle, voisine, d'Alep où un hôpital a été mis hors de service après avoir été inondé.

Accueillant des dizaines de milliers de déplacés, le nord de la Syrie dépend majoritairement de l'aide humanitaire et sa population est démunie de tout, notamment de moyens pour lutter contre le froid et l'humidité. Depuis son début en 2011, la guerre en Syrie a fait plus de 370.000 morts et déplacé plusieurs millions de personnes.

Source : AFP

### **Syrie : opérations contre les repaires jihadistes après la chute du "califat"**

*2 avril 2019*

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont indiqué mardi qu'elles traquaient des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, tandis que la coalition internationale anti-EI poursuit ses frappes contre leurs repaires, après la chute du dernier réduit du "califat".

Dans cette même région, les FDS ont annoncé le 23 mars, dans le village de Baghouz, la fin du "califat" autoproclamé en 2014 par l'organisation ultraradicale sur les territoires alors conquis en Irak et en Syrie.

A présent, les FDS "traquent ce qu'il reste du groupe terroriste", a déclaré mardi Mustefa Bali, le porte-parole de ces forces dominées par des combattants kurdes.

"Des groupes (de combattants jihadistes) se cachent dans des grottes surplombant Baghouz", a-t-il précisé.

La coalition internationale, dirigée par les Etats-Unis, a pour sa part affirmé qu'elle soutenait ces opérations en menant des frappes aériennes sur les repaires jihadistes.

Des jihadistes de l'EI restent disséminés dans le désert s'étendant du centre de la Syrie jusqu'à la frontière irakienne et des cellules "dormantes" sont prêtes à être réactivées.

Certaines ont déjà revendiqué des attentats meurtriers.

Sept combattants des FDS ont ainsi été tués dans une attaque revendiquée par l'EI le 26 mars à Minbej, ville du nord de la Syrie contrôlée par un conseil local lié aux FDS.

Source : AFP

### **Même sans "califat", les jihadistes étrangers en Syrie restent un "danger"**

*24 mars 2019*

Les "milliers" de jihadistes étrangers et leurs familles retenus en Syrie posent "un danger" malgré la chute du "califat" du groupe Etat islamique (EI), ont averti dimanche les Kurdes syriens, exhortant la communauté internationale à désamorcer cette potentielle bombe à retardement.

Après des mois d'âpres combats, les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance arabo-kurde soutenue par une coalition internationale conduite par les Etats-Unis, ont conquis samedi la dernière poche de l'EI à Baghouz, un village aux confins orientaux de la Syrie, près du fleuve Euphrate.

Cette victoire a signé l'effondrement territorial du "califat" autoproclamé en 2014 par l'organisation jihadiste la plus redoutée au monde sur de vastes territoires à cheval entre la Syrie et l'Irak. L'EI avait été défait en décembre 2017 en Irak.

Dimanche, les FDS continuent de ratisser la bande de terre où les derniers irréductibles de l'EI ont livré un vain baroud d'honneur. Au cours des six mois d'offensive, plus de 630 civils ont été tués, d'après l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Quelque 1.600 jihadistes et 750 combattants des FDS ont également péri.

Des milliers de jihadistes et leurs familles qui avaient trouvé refuge à Baghouz et ses environs au fil des revers infligées à l'EI ces dernières années, se sont aussi rendus aux FDS.

Plus de 66.000 personnes ont quitté cette zone de l'est syrien depuis début janvier dont 5.000 jihadistes et 24.000 membres de leurs familles, selon les derniers chiffres des FDS.

Les combattants ont été arrêtés et sont emprisonnés par les Kurdes, qui ont établi une administration semi-autonome dans le nord-est de la Syrie tandis que les non combattants, notamment femmes et enfants, sont retenus pour la plupart dans le camp de déplacés d'Al-Hol.

Nombre d'entre eux ne cachent pas avoir gardé leur sympathie pour l'idéologie extrémiste de l'EI, malgré les campagnes d'exécutions et les attentats meurtriers revendiqués par l'organisation.

"Nous avons des milliers de combattants, d'enfants et de femmes originaires de 54 pays, sans compter les Syriens et les Irakiens", a souligné le chargé des Affaires étrangères au sein de l'administration semi-autonome kurde, Abdel Karim Omar.

"Il faut qu'il y ait une coordination entre nous et la communauté internationale pour faire face à ce danger", a-t-il martelé, les Kurdes n'ayant pas les moyens de détenir sur le long terme autant de gens, ni de les juger.

Alors que Washington a promis le désengagement de l'écrasante majorité des 2.000 soldats stationnés en Syrie après la fin du "califat" de l'EI, les Kurdes --dont l'administration n'est pas officiellement reconnue par la communauté internationale-- redoutent une offensive de la Turquie voisine contre les territoires qu'ils contrôlent.

Ankara a menacé à de nombreuses reprises d'intervenir contre les milices kurdes qu'elle considère comme "terroristes". Pour l'instant, Washington a promis de maintenir "pour un certain temps" 400 soldats américains dans la zone.

Mais, "toute menace ou toute nouvelle guerre sera une opportunité donnée à ces criminels (jihadistes de l'EI, ndlr) pour s'enfuir des prisons", a mis en garde le haut responsable kurde. Outre une fuite des jihadistes combattants emprisonnés, les Kurdes syriens ont mis en garde contre un abandon à leur sort d'enfants ayant baigné dans la violente propagande de l'EI.

Les enfants de jihadistes seraient plus de 3.500, originaires de plus de 30 pays, dans les camps de déplacés, selon l'ONG Save The Children.

"Si ces enfants ne sont pas rééduqués et réintégrés dans leur société d'origine, ils représentent des futurs terroristes", a mis en garde M. Omar.

Mais la question du rapatriement des jihadistes combattants, et même celle des enfants, divise les pays dont les ressortissants ont rejoint l'EI en Irak ou en Syrie.

Si la France, pays occidental le plus touché par les attentats perpétrés au nom de l'EI, ou la Grande-Bretagne, ont salué la fin du califat, le sujet des rapatriements reste très sensible.

Outre le "danger" posé par les jihadistes détenus, les cellules dormantes de l'EI aussi bien en Irak et en Syrie sont une "grande menace pour (...) le monde entier", a souligné samedi le commandant en chef des FDS, Mazloum Kobane.

"Ne vous y fiez pas, Daech préserve ses forces", a mis en garde le général Paul LaCamera, commandant des forces de la coalition anti-EI, utilisant un acronyme en arabe de l'EI.

La bataille contre l'EI était l'un des principaux fronts de la guerre aux multiples acteurs ravageant la Syrie depuis plus de huit ans. Le conflit a fait plus de 370.000 morts.

Source : AFP

## **Le camp d'Al-Hol, poudrière jihadiste dans l'est de la Syrie**

*31 mars 2019*

Altercations avec les gardes, violentes querelles et surenchère dans la radicalisation. Avec ses milliers de femmes et enfants étrangers affiliés au groupe Etat islamique (EI), le camp de déplacés d'Al-Hol constitue une poudrière jihadiste dans l'est de la Syrie.

Le "califat" de l'EI s'est écroulé mais il laisse derrière lui des milliers de partisans du groupe ultraradical : des Syriens et des étrangers venus de France, de Tunisie ou de Russie, certains en prison, d'autres parqués dans des camps de déplacés gérés par les Kurdes de Syrie.

Rien qu'à Al-Hol, plus de 9.000 femmes et enfants étrangers s'entassent sous haute surveillance dans une enclave qui leur est réservée, séparée du reste du camp par une clôture. Les étrangers sont mis à part car ils sont étroitement associés à l'EI et jugés responsables de la situation dramatique dans laquelle se retrouvent les Syriens, qui ne cachent pas leur ressentiment.

Les journalistes ne sont pas toujours les bienvenus. Vêtues de niqab noirs, certaines femmes étrangères fusillent du regard. L'une menace de frapper un journaliste de l'AFP qui l'a filmée. Les tensions sont aussi palpables entre elles, certaines "sœurs" se livrant à une surenchère religieuse, confient des déplacées.

"On n'a pas les mêmes mentalités, elles veulent imposer leur vision de l'islam. Elles disent qu'on est des mécréantes", lâche Vanessa, Française originaire de Guyane. Convertie, elle dit avoir débarqué en Syrie en 2013 avec son mari, mort au combat depuis, et leurs enfants.

Inquiètes du "danger" que pourraient représenter ces milliers d'étrangers, les autorités kurdes réclament leur rapatriement. "Les femmes et les enfants" ont besoin d'être "rééduqués et réintégrés dans leurs sociétés d'origine", sous peine de devenir "de futurs terroristes", plaide un responsable, Abdel Karim Omar.

Dans l'ex-califat de l'EI en Syrie et en Irak, un temps aussi vaste que la Grande-Bretagne, exécutions sommaires et endoctrinement à l'école étaient de mise. Une Belge de 24 ans, arrivée en Syrie en 2013, confirme les tensions dans le camp, expliquant que des Russes ou Tunisiennes ont "renié" l'EI pour adopter "des croyances très extrêmes".

Des tensions existent aussi dans le secteur réservé aux Syriens et aux Irakiens. Il y a plusieurs jours, une altercation entre des déplacés a dégénéré. La police kurde, responsable de la sécurité, est intervenue.

Nabil al-Hassan, responsable de la communication du camp, assure toutefois que "la situation sécuritaire est sous contrôle". La surpopulation du camp, qui abrite plus de 70.000 personnes, suscite des frictions, surtout lors des distributions d'aides ou de tentes, reconnaît-il.

A l'entrée du carré réservé aux étrangers, plusieurs femmes sont agglutinées au portail grillagé, rappelant au gardien que c'est leur tour d'aller au marché. Les étrangères ne peuvent aller au marché qu'escortées par un garde kurde.

Source : AFP

## **Syrie : identifier les enfants étrangers sans parents, priorité du CICR**

*2 avril 2019*

Identifier les centaines d'enfants étrangers dépourvus de parents dans le camp d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, "est la priorité numéro un" du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour essayer de les rendre à des membres de leur famille, a déclaré mardi son président, Peter Maurer.

Selon lui, ce camp accueille entre 80.000 et 100.000 personnes. Parmi elles, dans un espace séparé, se trouvent environ 10.000 femmes et enfants étrangers liés au groupe Etat islamique venant de trente ou quarante pays. Les enfants de moins de douze ans représentent les deux tiers de ce groupe.

La seconde priorité, "c'est de voir si des femmes avec enfants veulent retourner" dans leur pays d'origine, a insisté le responsable du CICR.

Dans le camp, "il y a des dizaines de milliers d'enfants dont vous ne savez pas d'abord s'ils sont Syriens, Irakiens ou étrangers".

"Ils sont avec des adultes dont vous ne savez pas si ce sont leur mère ou pas". "Et pour complexifier la situation, il y a des victimes du groupe Etat islamique" qui ont pu être enlevées et servir d'esclaves et qui ne peuvent plus prouver leur identité.

Si les secours d'urgence suscitent l'adhésion internationale, "personne n'est vraiment intéressé à mettre en place des structures, des procédures, pour gérer ce problème" des enfants sans parents, a aussi regretté le président du CICR.

Source : AFP

## **Le silence de Damas sur la victoire des FDS sur le « califat » du groupe EI**

*24 mars 2019*

Les dirigeants syriens et les médias proches du régime n'ont pas réagi à l'annonce de la fin du califat autoproclamé et ont ignoré l'appel au dialogue des Kurdes, vainqueurs du groupe Etat islamique dans leur dernier réduit à Baghouz.

Forts de leur victoire face au groupe Etat islamique, les Kurdes, principales composantes des Forces démocratiques syriennes (FDS), ont invité le gouvernement syrien à choisir la voie du dialogue.

Lors d'une conférence de presse, un responsable des FDS a appelé Damas à reconnaître l'autonomie instaurée par les Kurdes dans les régions qu'ils contrôlent, au nord-est et à l'est de la Syrie.

Après la victoire des FDS à Baghouz, les dirigeants syriens et les médias proches du régime ont observé un silence assourdissant. L'agence de presse officielle n'a même pas rapporté la prise de Baghouz et l'annonce de la fin du califat autoproclamé.

Aucune réaction non plus à l'appel au dialogue lancé par les Kurdes dans la foulée de leur victoire.

Les autorités syriennes ne reconnaissent pas l'autonomie instaurée par les Kurdes et invitent ces derniers à réintégrer le giron de l'Etat, selon la terminologie officielle.

Source : RFI

## **Syrie : les Kurdes ont défait l'EI, mais quel avenir pour leur autonomie ?**

*23 mars 2019*

Ils ont combattu sans relâche le groupe Etat islamique (EI) en Syrie pour le compte de Washington. Aujourd'hui, les jihadistes ont perdu leur "califat", Donald Trump veut retirer une partie des troupes américaines, et les Kurdes craignent pour leur semi-autonomie chèrement acquise.

D'un côté, il y a le voisin turc, qui se dit prêt à lancer une nouvelle offensive à sa frontière contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG). De l'autre, le pouvoir de Bachar al-Assad, qui réclame la fin de l'autonomie de facto de la minorité.

Car dans un pays en guerre depuis 2011, les Kurdes disposent de leurs propres forces de sécurité, organisent des élections, gèrent des écoles et collectent des impôts. Mais l'annonce en décembre par Donald Trump d'un départ de Syrie des quelque 2.000 soldats US, leur principal allié dans la lutte antijihadiste --et leur principal bouclier-- a fait l'effet d'un coup de tonnerre.

Pour sauver leur semi-autonomie, et se protéger d'une offensive turque, la minorité a alors entamé des négociations avec Damas.

"Les Kurdes vont se retrouver écrasés entre l'enclume de l'armée syrienne et le marteau turc", pronostique l'expert sur la Syrie Fabrice Balanche.

Ces derniers mois, le président turc Recep Tayyip Erdogan a promis de repartir à l'attaque. Ankara voit d'un mauvais œil l'émergence d'un noyau d'Etat kurde à sa frontière, craignant que cela ne ravive les velléités indépendantistes de cette minorité ethnique sur son propre territoire.

Quand, pour calmer le jeu, Washington a évoqué une "zone de sécurité" à la frontière, Ankara a proposé de mener elle-même le projet.

Mais les Kurdes refusent toute implication turque et réclament plutôt une "force internationale".

Ankara considère les YPG comme une organisation "terroriste" et, en mars 2018, l'armée turque et des supplétifs syriens ont déjà conquis l'enclave kurde d'Afrine (nord-ouest), au prix d'une offensive sanglante.

Dans un pays ravagé par une guerre complexe qui a fait plus de 370.000 morts et implique plusieurs grandes puissances, la Turquie est toutefois loin d'avoir les coudées franches : elle doit notamment prendre en compte l'avis de la Russie, alliée indéfectible de Damas.

Pour le moment, les négociations entre les Kurdes et le régime de Damas piétinent. "Le régime exige une capitulation sans condition. Damas ne veut pas leur laisser d'autonomie", affirme Fabrice Balanche.



Dans ce contexte, le ministre syrien de la Défense Ali Abdallah Ayoub a affirmé le 18 mars que l'armée syrienne "libérerait" les zones sous contrôle des forces kurdes "par la force" ou par le biais d'"accords de réconciliation". Les autorités kurdes ont dénoncé des propos "menaçants".

Damas pourrait toutefois accepter des concessions, si elle cherchait à devancer la Turquie pour reconquérir les territoires frontaliers.

"La seule carte des YPG", c'est d'espérer "qu'Assad cède sur l'autonomie en échange du retour rapide de son armée à la frontière turco-syrienne", selon M. Balanche.

Un autre espoir subsiste : que les Américains maintiennent une présence, même a minima, en Syrie.

Si M. Trump a assuré qu'il ne faisait pas "machine arrière", Washington a finalement décidé de garder "pour un certain temps" 400 soldats en Syrie, un "petit groupe de maintien de la paix".

Source : AFP

### **Des intoxications signalées après un bombardement rebelle en Syrie**

*24 mars 2019*

Vingt et une personnes ont été hospitalisées pour des problèmes respiratoires dus à un gaz toxique après le bombardement d'un village de la province d'Hama par les rebelles syriens, rapporte l'agence de presse officielle Sana, citant le personnel médical.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) fait également état de 21 hospitalisations pour des suffocations, mais ajoute qu'on ignore si elles sont dues à un gaz, aux fumées ou à la poussière soulevée par les tirs.

Le village se trouve en bordure de la dernière grande enclave rebelle dans le Nord-Ouest, où les bombardements de l'armée se sont intensifiés ces dernières semaines, malgré l'accord de cessez-le-feu conclu en septembre par la Russie et la Turquie.

Vendredi et samedi, des frappes aériennes ont fait 15 morts dans une zone rebelle du secteur.

Source : Reuters

### **L'armée syrienne dénonce des frappes israéliennes sur Alep**

*28 mars 2019*

L'armée syrienne a déclaré avoir intercepté plusieurs missiles tirés par des avions israéliens contre une zone industrielle de la ville d'Alep, dans le nord de la Syrie, des frappes ayant causé seulement des dégâts matériels.

Selon des sources de l'opposition syrienne, ces raids ont atteint des dépôts de munitions de l'Iran et un aéroport militaire utilisé par les forces de Téhéran.

"L'agression israélienne visait plusieurs positions de la zone industrielle de Cheick Najjar et un certain nombre de missiles ennemis ont été abattus", a dit l'armée syrienne.

Selon des experts militaires, Alep est l'une des principales zones dans lesquelles les gardiens de la Révolution, troupe d'élite des forces armées iraniennes, disposent d'une importante présence

militaire - ils soutiennent des milices locales qui combattent depuis des années aux côtés des forces gouvernementales syriennes contre les insurgés.

Deux sources de l'opposition syrienne ont déclaré que de grands dépôts de munitions et un centre logistique appartenant à des milices soutenues par Téhéran avaient été directement atteints. D'après elles, Tsahal a aussi ciblé pour la 2<sup>e</sup> fois en moins d'un an les alentours de l'aéroport militaire de Nairab, situé en périphérie d'Alep, dont se sert l'armée iranienne.

Les milices chiites appuyées par Téhéran ont étendu leur contrôle sur des zones principalement sunnites situées autour de Damas, dans le sud et dans l'est de la Syrie.

Israël, qui considère l'Iran comme sa principale menace, a mené plusieurs attaques en Syrie contre des cibles iraniennes et des milices alliées à Damas comme le Hezbollah libanais.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a dit par le passé que l'Etat hébreu avait mené depuis le début du conflit syrien des "centaines" d'attaques pour lutter contre l'influence de l'Iran et du Hezbollah.

En amont des élections législatives du 9 avril en Israël, lors desquelles Netanyahu espère obtenir un nouveau mandat, le gouvernement a intensifié les attaques menées en Syrie et a adopté une position plus dure à l'égard du Hezbollah à la frontière avec le Liban.

Source : Reuters

## **Les Etats-Unis isolés à l'ONU pour défendre une souveraineté d'Israël sur le Golan**

*28 mars 2019*

Territoire stratégique notamment par sa richesse en eau, le Golan a été conquis en 1967 par Israël lors de la guerre israélo-arabe et annexé en 1981. Plusieurs résolutions de l'ONU attribuent au plateau un statut de "territoire occupé" illégalement. La Force des Nations unies pour l'observation du désengagement (Fnuod) y compte un millier de Casques bleus.

Les Etats-Unis ont défendu au Conseil de sécurité la décision de Donald Trump de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan, une position unanimement condamnée.

La décision de Donald Trump fait suite à sa reconnaissance concrétisée en 2018 de Jérusalem comme capitale d'Israël, qui avait déjà suscité l'opprobre international.

Tout en soulignant le droit d'Israël à assurer sa sécurité, les Etats-Unis se sont en revanche joints à leurs partenaires du Conseil de sécurité pour affirmer la nécessité de maintenir sur le Golan la Force des Nations unies pour l'observation du désengagement (Fnuod).

Le décret signé lundi par le président américain "n'affecte pas l'accord de désengagement du Golan de 1974 et ne met pas en péril le mandat de la Fnuod", a affirmé un diplomate de la mission américaine à l'ONU, Rodney Hunter.

"La Fnuod continue d'avoir un rôle vital pour préserver la stabilité entre Israël et la Syrie", a-t-il insisté après avoir paradoxalement déploré des activités militaires dans la zone-tampon du Golan que sont censés empêcher par leur présence les Casques bleus.

"Les Etats-Unis sont préoccupés par les rapports de l'ONU sur des activités militaires continues et la présence de forces armées syriennes dans la zone-tampon" et "par les informations sur une présence du Hezbollah" libanais dans cette zone.

Mercredi, l'ambassadeur israélien à l'ONU Danny Danon a affirmé que "pendant 19 ans, la Syrie avait utilisé le Golan comme une position avancée contre Israël".

"Aujourd'hui, c'est l'Iran qui veut mettre ses soldats sur les bords de la mer de Galilée (lac de Tibériade).

Israël n'acceptera jamais que cela se réalise et il est temps que la communauté internationale reconnaisse que le Golan restera sous souveraineté israélienne pour toujours".

Au même moment, la défense syrienne repoussait une attaque aérienne israélienne près d'Alep (nord), selon l'agence officielle de presse syrienne Sana.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a affirmé que les frappes israéliennes avaient touché "des entrepôts de munitions appartenant aux forces iraniennes et à des groupes alliés, provoquant d'énormes explosions" et tuant quatre personnes.

En janvier, Israël avait déjà frappé des positions de l'Iran en Syrie, après avoir intercepté une roquette tirée depuis ce pays. Selon l'OSDH, 21 personnes, principalement des Iraniens, avaient été tuées dans ces attaques.

Source : AFP

### **Des Druzes manifestent sur le plateau du Golan contre la décision de Trump**

*24 mars 2019*

Plusieurs dizaines de Druzes, munis pour certains de drapeaux syriens et de portraits du président Bachar al Assad, ont manifesté samedi à Majdal Chams, sur le plateau du Golan, pour dénoncer la décision de Donald Trump, qui a jugé deux jours plus tôt le moment venu de reconnaître la souveraineté d'Israël sur ce territoire syrien.

Tsahal s'est emparée du plateau stratégique qui domine les villes du nord d'Israël en 1967, lors de la guerre des Six Jours, et l'Etat hébreu l'a annexé en 1981, ce que les Nations unies ont jugé nul et non avenu.

Vingt-deux mille Druzes, une minorité religieuse proche de l'islam chiite, y vivent toujours et beaucoup ont encore de la famille du côté syrien de la ligne de cessez-le-feu.

Le gouvernement syrien s'est juré vendredi de récupérer le plateau du Golan par "tous les moyens possibles".

Source : Reuters

### **Bolsonaro crée un précédent diplomatique au Mur des Lamentations**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

Le président brésilien Jair Bolsonaro est devenu le premier chef d'Etat étranger à se rendre au Mur des Lamentations à Jérusalem en compagnie d'un Premier ministre israélien, rompant avec une longue pratique diplomatique, dans les pas de l'administration Trump.

Ce geste symbolique accompli huit jours avant des élections parlementaires israéliennes à l'issue incertaine passe largement pour servir la campagne du Premier ministre sortant.

Le statut de Jérusalem est l'une des questions les plus épineuses du conflit israélo-palestinien.

Donald Trump avait été en mai 2017 le premier président américain en exercice à se recueillir devant le Mur. Mais il était accompagné par le rabbin du Mur, Shmuel Rabinovitz, et non pas par un dirigeant israélien.

Cependant les dirigeants israéliens disent se réjouir d'un changement progressif d'attitude dans les capitales étrangères depuis que M. Trump, rompant avec des décennies de consensus international et de diplomatie américaine, a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël en décembre 2017.

Le secrétaire d'Etat Mike Pompeo avait montré la voie à M. Bolsonaro le 21 mars dernier en devenant le premier haut responsable américain à se recueillir devant le Mur au côté d'un Premier ministre israélien. C'était le dernier en date des actes pro-israéliens de l'administration Trump qui a par ailleurs multiplié les mesures défavorables aux Palestiniens.

M. Bolsonaro, parfois surnommé le "Trump des tropiques", s'est totalement aligné sur l'administration Trump depuis sa prise de fonctions le 1<sup>er</sup> janvier.

Le Mur des Lamentations se trouve à Jérusalem-Est, partie palestinienne dont Israël s'est emparé en 1967 et qu'il a annexée en 1980.

C'est le vestige du mur de soutènement du second Temple détruit par les Romains en 70. Le temple se trouvait en surplomb, là où s'étend aujourd'hui l'esplanade des Mosquées, avec le caractéristique dôme du Rocher et la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam.

Les juifs révèrent le promontoire comme le mont du Temple, mais ne sont pas autorisés à y prier.

Israël considère tout Jérusalem, y compris Jérusalem-Est, comme sa capitale "indivisible".

Les Palestiniens veulent, quant à eux, faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat auquel ils aspirent. Ils ont gelé les relations avec l'administration Trump depuis décembre 2017.

M. Bolsonaro avait annoncé durant sa campagne vouloir transférer l'ambassade du Brésil en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, comme l'ont fait les Etats-Unis.

Il cherche à flatter son électorat évangélique, très attaché à Israël et qui a fortement contribué à sa victoire aux élections.

Mais il a rétrogradé depuis. Son autre soutien de poids, le lobby de l'agro-négoce, craint des représailles de pays arabes. Le Brésil est le premier exportateur au monde de viande halal.

Après son arrivée en Israël dimanche, il a annoncé l'ouverture à Jérusalem d'un bureau diplomatique dédié aux affaires économiques, mais s'est gardé d'évoquer un transfert d'ambassade.

Cela a suffi à braquer les Palestiniens.

Par ailleurs, M. Bolsonaro a affirmé que son gouvernement "était fermement résolu à renforcer le partenariat entre le Brésil et Israël".

Les deux dirigeants ont signé six accords portant notamment sur la coopération dans les domaines de la défense, la sécurité et les technologies.

Source : AFP

### **Jordanie : le roi annule une visite à Bucarest après des déclarations sur Jérusalem**

*25 mars 2019*

Le roi Abdallah II de Jordanie a annulé une visite en Roumanie, initialement prévue lundi, en signe de protestation après les propos de la Première ministre roumaine, Viorica Dancila, sur un transfert de l'ambassade de son pays en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem.

La visite devait être marquée par la signature de plusieurs accords dans différents domaines.

Viorica Dancila s'exprimait au premier jour d'une conférence du lobby américain pro-Israël Aipac.

Sa déclaration prend un relief particulier alors que Bucarest assure actuellement la présidence tournante de l'Union européenne.

Un tel déménagement, suivant la voie ouverte en décembre 2017 par le président américain Donald Trump, doit recevoir le feu vert du chef de l'Etat roumain pour devenir réalité.

Or, le président de centre-droit Klaus Iohannis, en conflit ouvert avec la majorité de gauche, s'oppose au souhait du gouvernement d'emboîter le pas aux Etats-Unis.

Saëb Erakat, un haut responsable palestinien, a lui qualifié la déclaration de Mme Dancila de "violation flagrante des droits des Palestiniens, de la loi internationale et des résolutions de l'ONU".

Source : AFP

### **Elections en Israël : Netanyahu reste favori dans les derniers sondages**

*5 avril 2019*

Les derniers sondages autorisés avant les législatives de mardi en Israël placent les listes de Benjamin Netanyahu et de son principal concurrent Benny Gantz au coude à coude, mais confèrent l'avantage au Premier ministre sortant pour former le prochain gouvernement.

Quatre jours avant le scrutin, la course entre l'apparemment indéboulonnable Netanyahu et le général Gantz reste néanmoins ouverte.

Les analystes mettent en garde contre les conclusions hâtives qui seraient tirées des enquêtes d'opinion.

Les élections ont pris l'allure d'un référendum pour ou contre M. Netanyahu avant même que le procureur général n'annonce en pleine campagne son intention de l'inculper pour corruption, fraude et abus de confiance dans 3 affaires de dons reçus de la part de milliardaires, d'échanges de bons procédés entre gouvernants et patrons, et de tentatives de collusion avec la presse.

Les signaux positifs venus de l'étranger se sont multipliés ces jours derniers pour M. Netanyahu, de la reconnaissance par le président américain Donald Trump de la souveraineté israélienne sur la partie du Golan syrien occupée par Israël à la première visite au Mur des Lamentations d'un chef d'Etat étranger (le Brésilien Jair Bolsonaro) au côté d'un Premier ministre israélien.

Jeudi encore, M. Netanyahu était à Moscou où il s'est entretenu avec le président russe Vladimir Poutine, dont le pays a aidé Israël à récupérer les restes mortels d'un soldat tué pendant la guerre du Liban en 1982, opération touchant une corde extrêmement sensible chez les Israéliens.

Source : AFP

### **Législatives en Israël : de faux comptes Twitter créent la polémique**

*2 avril 2019*

A moins d'une semaine des élections législatives israéliennes, un groupe d'observation des réseaux sociaux rapporte que des centaines de faux comptes Twitter ont relayé les messages du Likoud, le parti du Premier ministre, et dénigré les principaux rivaux de Benyamin Netanyahu.

Selon le rapport publié par l'un des principaux quotidiens en Israël, plus de 130 000 messages auraient été diffusés sur les réseaux sociaux par des centaines de faux profils. Mêlant publication pro-Likoud, rumeurs et fausses accusations contre les adversaires du chef du gouvernement, ils viseraient à influencer les électeurs en faveur du parti du Premier ministre.

Ces messages ont été vus plus de 2,5 millions de fois, indique ce même rapport rédigé par un organisme qui affirme lutter contre les « bots », des logiciels qui agissent de manière autonome. L'utilisation de faux profils en vue d'influencer le processus électoral est interdite par la loi israélienne.

Source : RFI

### **Turquie : l'opposition dit rester en tête à Istanbul**

*5 avril 2019*

Le candidat du CHP, le principal parti turc d'opposition, à Istanbul a affirmé vendredi qu'il était toujours en tête et qu'il disposait d'une avance de 18.742 voix après le recomptage effectué dans 17 des 39 districts de la ville.

Le Parti de la justice et du développement (AKP) de Recep Tayyip Erdogan, dénonçant des irrégularités, a déposé des recours dans la totalité des arrondissements d'Istanbul et d'Ankara, la capitale.

Le parti présidentiel entend désormais plaider sa cause devant l'instance supérieure, à Ankara.

Source : Reuters

# RELATIONS INTERNATIONALES

## L'Otan s'affaiblit

5 avril 2019

### Pompeo appelle l'Otan à s'adapter aux nouvelles menaces, évoque Russie et Chine

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo s'exprimait jeudi à Washington à l'ouverture d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Alliance atlantique fondée il y a tout juste 70 ans.

Il a appelé ses alliés de l'Otan à s'adapter aux nouvelles formes de menaces à travers le monde, pour faire face notamment aux ambitions de la Russie, à la concurrence stratégique de la Chine, à la menace iranienne et aux migrations incontrôlées.

"Nous devons adapter notre alliance pour faire face aux nouvelles menaces qui apparaissent (...), l'agression russe, les migrations incontrôlées, les cyberattaques, les menaces sur la sécurité énergétique, la concurrence stratégique chinoise, notamment dans la technologie et la 5G, et beaucoup d'autres choses".

Le chef de la diplomatie américaine a déclaré aux journalistes que les membres de l'Otan avaient convenu de la nécessité que la Russie retire les troupes qu'elle a déployées au Venezuela en soutien au président en exercice Nicolas Maduro. Les Etats-Unis et de nombreux pays reconnaissent le chef de file de l'opposition, Juan Guaido, comme président légitime.

La question du Venezuela, a précisé Pompeo, a été évoquée lors de discussions sur l'activité militaire croissante de la Russie à l'étranger, notamment en mer Noire où les forces russes ont arraisonné en novembre dernier trois bâtiments de guerre ukrainiens.

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a mis en garde contre la menace que fait peser la Russie sur l'Alliance Atlantique.

Stoltenberg a souligné que les violations par Moscou du traité de 1987 sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) reflétaient "un comportement déstabilisateur".

Mike Pompeo a également insisté sur la nécessité pour les pays de l'Otan de renforcer leurs défenses face aux attaques informatiques. Les Etats-Unis ont déjà fait savoir qu'ils ne collaboreraient pas avec les pays qui adoptent les systèmes de la compagnie chinoise Huawei, une initiative que l'Union européenne a refusé d'imiter.

Depuis son arrivée à la Maison blanche, le président Donald Trump a également mis la pression sur ses alliés de l'Otan pour qu'ils augmentent leurs dépenses militaires, conformément aux engagements pris en 2014 au Pays de Galles qui prévoient que chaque pays membre consacre 2% de son PIB à la défense.

### Moscou met en garde Washington sur la présence de l'Otan en mer Noire

Alors que Washington affirme vouloir « protéger » l'Ukraine face à la marine russe et garantir l'accès au détroit de Kertch, les autorités russes considèrent qu'il s'agirait là d'une nouvelle « provocation » de la part de Washington.

Les États-Unis travaillent à un plan prévoyant l'envoi de nouveaux navires de l'Otan en mer Noire, en réponse à l'affrontement armé entre les marines russe et ukrainienne en novembre dernier en mer d'Azov, au large de la Crimée. Cette proposition doit être étudiée.

Mais déjà les réactions se multiplient à Moscou.

Le vice-ministre des Affaires étrangères Alexandre Grouchko affirme que la Russie prendra « les mesures militaires nécessaires » si l'Alliance atlantique décidait de déployer des moyens supplémentaires pour protéger les navires ukrainiens.

Au cœur de ce nouveau point d'accroche entre Moscou et Washington : le détroit de Kertch et les difficultés rencontrées par la marine ukrainienne pour accéder à la mer d'Azov, partagée entre l'Ukraine et la Russie.

En novembre dernier, les garde-côtes russes avaient arraisonné des navires de guerre ukrainiens qui tentaient d'y pénétrer. L'armée ukrainienne avait fait état de six blessés. Vingt-cinq marins ukrainiens sont depuis retenus prisonniers.

Avant cela, Kiev et les Occidentaux accusaient déjà depuis des mois la Russie d'« entraver » délibérément la navigation des navires commerciaux par le détroit de Kertch, dont Moscou revendique le contrôle depuis l'annexion de la Crimée qui lui offre la maîtrise des deux rives.

#### La Russie entend répondre à l'activité militaire de la Norvège, qui fait partie de l'Otan

La Russie a accusé en février la Norvège de renforcer son activité militaire et d'accroître les risques entre les deux pays. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a expliqué que la Russie estimait que la Norvège, membre de l'Otan, participait de plus en plus à l'accroissement de la présence de l'Otan dans l'Arctique.

Zakharova a notamment pris pour exemple le projet d'aménagement cette année d'un port proche de la ville de Tromsø, dans le nord de la Norvège, qui pourra accueillir dessous-marins nucléaires.

"Contrairement à la tradition des relations de voisinage et de coopération dans l'Arctique, Oslo continue d'accroître les tensions et les risques d'une action militaire. Cela ne restera pas sans réponse", a-t-elle dit.

La Norvège, qui compte 196 km de frontières terrestres avec la Russie, s'inquiète du renforcement des capacités de l'armée russe dans la péninsule de Kola, une région abritant plusieurs bases navales et zones interdites aux civils.

La Norvège a accueilli les manœuvres de l'Otan en octobre.

#### Pékin dit ne pas être une menace pour la sécurité de la Norvège

La Chine a qualifié en février de "ridicules" les estimations faites par les services de renseignement norvégiens (PST) qui affirment dans un document interne que Pékin constitue une menace pour la sécurité de la Norvège.



Le PST estime que la Russie demeure la menace la plus importante pour les intérêts et les entreprises norvégiennes, notamment par des tentatives d'intrusion dans des serveurs informatiques, mais ajoute que la Chine présente une menace de même nature.

Dans le viseur du PST, se trouve le géant chinois de l'informatique Huawei qui fait l'objet d'une méfiance de la part de plusieurs pays quant à ses liens avec le gouvernement chinois. Certains suggèrent que les autorités chinoises pourraient se servir de la technologie développée par Huawei pour se livrer à des activités d'espionnage, ce que l'entreprise dément.

### L'Allemagne est accusée de poursuivre le projet de gazoduc controversé Nord Stream 2 avec la Russie

"Il est tout simplement inacceptable que la première économie européenne continue d'ignorer la menace d'agression russe et néglige sa propre défense et notre défense commune", a lancé Mike Pence. "L'Allemagne doit faire plus."

Honni par les Etats-Unis, Nord Stream 2, le projet controversé de gazoduc entre la Russie et l'Allemagne, va comme prévu voir le jour en fin d'année, assurent ses promoteurs en pleine opération de communication.

Signe que le chantier avance selon le calendrier prévu, pour une mise en service en 2020 du double pipeline, le consortium d'entreprises piloté par le géant russe Gazprom multiplie les visites de presse sur le site allemand du chantier, au bord de la Baltique.

Le projet suscite toujours l'ire des Etats-Unis, qui accusent l'Allemagne d'accroître sa dépendance au gaz russe et pressent Berlin d'importer du gaz naturel liquéfié américain. Soucieux de ménager les deux, le gouvernement allemand a donné son accord à la construction de terminaux méthaniers destinés à importer du GNL en provenance d'outre-Atlantique.

Le Nord Stream 2 traversera au total cinq pays : Russie, Finlande, Suède, Danemark et Allemagne. Le pipeline doit permettre d'acheminer sur une distance de 1.230 km du gaz russe vers l'Allemagne et le reste de l'Europe, en contournant le principal point de passage jusqu'ici, l'Ukraine, dont les relations avec la Russie restent extrêmement conflictuelles.

La route du gaz continuera cependant à passer par l'Ukraine, où transitent chaque année 93 milliards de m<sup>3</sup>, sur un total annuel de 170 milliards de m<sup>3</sup> de gaz russe à destination de l'Union européenne. Nord Stream 2, ce ne sera +que+ 55 milliards de m<sup>3</sup>.

Ses détracteurs, en particulier les pays de l'Est comme la Pologne, jugent que le projet Nord Stream vise à la fois pour Moscou à isoler un peu plus l'Ukraine, avec qui la Russie est en conflit depuis des années, et à rendre l'Europe dépendante sur le plan énergétique.

### Pence critique l'acquisition par la Turquie de missiles russes

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a critiqué mercredi la décision de la Turquie d'acquiescer auprès de la Russie des systèmes de missiles S-400 de défense aérienne, mettant la pression sur son partenaire de l'Otan pour qu'il renonce à ce contrat.

Les S-400 sont un système antimissiles russe, ce qui est en soi un affront au sein d'une alliance qui a vu le jour pour contrer l'Union soviétique. Mais surtout, les Américains craignent que la technologie dont sont dotées les batteries S-400 ne serve à collecter des données sur les avions militaires de l'Otan, dont la Turquie fait partie, et que la Russie puisse y accéder.

"La Turquie doit choisir. Veut-elle rester un partenaire important de l'alliance militaire la plus prospère de l'histoire ou veut-elle risquer la sécurité de ce partenariat en prenant des décisions téméraires qui nuisent à notre alliance ?", a déclaré Mike Pence.

La Turquie est un pays qui comprend plusieurs bases militaires US.

Réponse immédiate du vice-président turc Fuat Oktay sur Twitter. "Les Etats-Unis doivent choisir, veulent-ils rester l'allié de la Turquie, ou mettre en péril notre amitié en faisant front commun avec des terroristes qui sapent la défense de son allié ?", a-t-il interrogé dans une allusion au partenariat américain avec les forces kurdes en Syrie.

Washington a prévenu Ankara que le contrat conclu avec Moscou pourrait remettre en cause l'achat d'avions de chasse furtifs F-35 auprès de Lockheed Martin et entraîner l'instauration de sanctions américaines.

En début de semaine, le département américain de la Défense a annoncé une première mesure de rétorsion, avec la suspension des livraisons de matériel lié au F-35 destiné à la Turquie.

Ankara a répété qu'il n'entendait pas renoncer à l'achat des S-400 russes.

Si la Turquie recule, le président Erdogan prendra le risque de se mettre à dos Moscou, son partenaire stratégique en Syrie.

La Russie pourrait aussi utiliser l'arme économique, selon des experts, en freinant l'arrivée de millions de touristes russes en Turquie.

De telles sanctions arriveraient au pire moment pour M. Erdogan, dont le pays affronte sa première récession en dix ans.

M. Erdogan insiste pour dire qu'Ankara a besoin des S-400 pour défendre ses frontières.

La Turquie pourrait alors, selon des experts, tomber sous le coup de la loi Caatsa (Counter America's Adversaries Through Sanctions Act), qui impose des sanctions économiques à toute entité ou pays qui conclut des contrats d'armement avec des entreprises russes.

### Un Turc employé au consulat américain d'Istanbul jugé pour espionnage

Tension supplémentaire entre USA et Turquie, tous 2 membres de l'Otan, le procès d'un employé turc du consulat américain d'Istanbul accusé d'espionnage, et dont l'incarcération en octobre 2017 avait provoqué une crise diplomatique avec Washington, s'ouvre à Istanbul.

Metin Topuz était chargé au consulat américain de faire la liaison entre les autorités américaines et la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants de la police turque. Il est accusé d'"espionnage" et de "tentative de renversement du gouvernement".

En détention depuis un an et demi, il est soupçonné par les autorités turques d'être lié au mouvement du prédicateur Fethullah Gülen, bête noire d'Ankara qui l'accuse notamment d'avoir fomenté une tentative de coup d'Etat en 2016.

M. Topuz risque la prison à vie. Son arrestation avait provoqué la colère de Washington et attisé les tensions déjà vives entre les deux pays.

En plus des différends sur le dossier syrien, la demande d'extradition du prédicateur Gülen, installé aux Etats-Unis depuis une vingtaine d'années, est restée infructueuse à ce jour.

Outre M. Topuz, deux autres employés turcs des missions américaines ont été incarcérés.

Un autre Américain, Serkan Gölge, scientifique de la Nasa, a été condamné en février 2018 à sept ans et demi de prison pour appartenance aux réseaux gulénistes.

Les relations entre Ankara et Washington s'étaient quelque peu détendues ces derniers mois après la libération conditionnelle, en octobre, d'un pasteur américain, Andrew Brunson, après deux ans de détention en Turquie.

Sources : Reuters, AFP, Capital, RFI

### **Washington et Pékin "très proches" d'un accord commercial, dit Trump**

*4 avril 2019*

Le président américain Donald Trump, accueillant jeudi le vice-Premier ministre chinois Liu He, qui mène pour la Chine les négociations commerciales avec les Etats-Unis, a assuré que les deux premières puissances économiques de la planète étaient "très proches" d'un accord mais que ce n'était pas encore fait.

Des progrès sont obtenus à un rythme rapide, a-t-il ajouté, mais des obstacles demeurent, notamment sur les droits de douanes et sur la propriété intellectuelle.

Le négociateur chinois, Liu He, a lui aussi fait état de progrès.

Le conseiller économique de la Maison blanche, Larry Kudlow, a déclaré que les négociations avaient progressé la semaine dernière et que les deux parties voulaient combler dès cette semaine le fossé qui les sépare.

"Nous abordons des questions qui n'ont jamais vraiment été abordées, y compris la question de la coercition", a dit Kudlow, évoquant notamment le délicat sujet du pillage intellectuel, les transferts forcés de technologies, le piratage informatique, les barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce des matières premières.

"Il y a des progrès partout, il y a des avancées partout, mais nous n'y sommes pas encore (...). Nous espérons nous en approcher cette semaine", a-t-il ajouté mercredi.

Pour faire pression sur Pékin, Donald Trump a décidé l'an dernier d'un relèvement des droits de douane touchant quelque 250 milliards de dollars de produits chinois.

Source : Reuters

### **États-Unis : une Chinoise arrêtée après s'être introduite dans le golf de Trump**

*3 avril 2019*

Une ressortissante chinoise a été interpellée le samedi à Mar-a-Lago, la propriété de Donald Trump en Floride. Elle était en possession d'une clé USB chargée de logiciels malveillants. Le président séjournait à Mar-a-Lago à cette date, mais jouait au golf dans une autre partie du club et n'a eu aucun contact avec Yujing Zhang.

Personne ne sait exactement comment Yujing Zhang est entrée à Mar-a-Lago. Les agents des services secrets ont découvert qu'elle transportait quatre téléphones cellulaires, un ordinateur portable, un disque dur et une clé USB contenant un logiciel malveillant.

Une intrusion qui inquiète Adam Schiff, le démocrate qui dirige la commission du renseignement à la Chambre des représentants : « Nous sommes profondément préoccupés par la manière dont le président et sa famille respectent ou pas les protocoles de sécurité. Mais s'il y a eu là une tentative d'implanter ce logiciel, il s'agirait d'une affaire très sérieuse. »

Source : RFI

## **Les USA saluent la décision de Pékin de renforcer son contrôle sur le fentanyl**

*2 avril 2019*

Washington a salué lundi la décision des autorités chinoises d'inscrire toutes les substances liées au fentanyl sur leur liste des narcotiques soumis à réglementation, accédant ainsi à une demande des Etats-Unis où cet opioïde synthétique fait des ravages.

L'addiction aux opioïdes, prescrits au départ comme antidouleurs, est devenue un problème de santé publique aux Etats-Unis : les surdoses dues à ces médicaments ont fait près de 50.000 morts dans le pays en 2017, soit plus du double qu'en 2013, d'après les statistiques des Centres de prévention et de contrôle des maladies (CDC).

"Cette avancée significative va empêcher les trafiquants de drogue chinois de modifier les composés du fentanyl afin de contourner la loi", dit un communiqué de la DEA (Drug Enforcement Administration, l'agence chargée de la lutte contre les stupéfiants).

Les Etats-Unis et la Chine négocient actuellement pour tenter de mettre fin à leur guerre commerciale et le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer, a souhaité le mois dernier qu'un éventuel accord comprenne un engagement de la Chine à réduire sa production de fentanyl.

Plus tôt lundi, le directeur adjoint de la Commission nationale de contrôle des narcotiques, Liu Yuejin, a déclaré que cette question était "totalement réglée".

Liu Yuejin a déclaré que la quantité de fentanyl exportée de Chine vers les Etats-Unis était "extrêmement limitée".

"Nous sommes convaincus que les Etats-Unis sont eux-mêmes le principal facteur de l'abus de fentanyl", a déclaré Liu, citant une longue tradition d'abus de médicaments sur ordonnance et les failles du système éducatif, qui ne met pas en garde contre les dangers de ce produit cent fois plus fort que la morphine.

La semaine dernière, le groupe pharmaceutique Purdue Pharma LP a accepté de verser 270 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites engagées par l'Etat d'Oklahoma qui l'accusait

d'avoir sciemment encouragé la consommation d'un autre opioïde, l'OxyContin. Purdue était accusé d'avoir minimisé les risques d'addiction au produit tout en exagérant ses avantages.

Source : Reuters

# EURASIE

## En Grande-Bretagne, l'incroyable détournement d'argent public qui aurait financé Al-Qaïda

4 avril 2019

Selon une enquête du *Sunday Times*, des gangs étrangers auraient organisé pendant plusieurs années une gigantesque fraude sociale et fiscale dans le pays, notamment pour financer Al-Qaïda. Plusieurs milliards de livres auraient été détournés. Et pendant toutes ces années, le fisc britannique se serait abstenu d'informer le MI5, le contre-espionnage britannique.

L'enquête est glaçante et révoltante. Après deux ans de travail, le *Sunday Times* a révélé samedi dernier un scandale d'escroquerie par des gangs pakistanais et indiens, avec un détournement d'environ huit milliards de livres sterling d'argent public, sans compter les différentes escroqueries visant les entreprises ou les personnes.

Après la révélation, l'année dernière, des viols collectifs perpétrés par des gangs indo-pakistanais, l'affaire écorne une nouvelle fois l'image des services publics britanniques. À l'époque des viols collectifs, les services d'enquête avaient en effet renoncé à certains dossiers pour éviter toute prolifération de xénophobie.

Cette fois, c'est le fisc britannique qui a refusé de transmettre ses informations aux services de renseignement, ceci afin de « protéger les données fiscales » des dangereux fraudeurs qu'il avait pourtant identifiés.

Le *Sunday Times* évoque un gang aux ramifications à Londres et sa périphérie, à Birmingham, et dans le nord-ouest de l'Angleterre jusqu'en Écosse. A partir du début des années 1990, l'organisation aurait monté différents types de fraudes.

Une grande partie des bénéfices viendrait de détournements d'argent public, à l'aide de faux numéros de sécurité sociale (et exploitations de travailleurs non déclarés), de fraude aux allocations mais aussi de fraudes de grande ampleur comme la fraude carrousel à la TVA.

Concernant le secteur privé, les compétences du réseau n'étaient pas moindres : ventes de contrefaçon, arnaque à l'assurance automobile, aux prêts immobiliers, aux cartes de crédits, etc. Selon le journaliste Tom Harper, le réseau avait des liens importants avec des groupes terroristes.

Environ 80 millions d'euros auraient été directement transférés à Al-Qaïda au Pakistan et en Afghanistan, qui aurait utilisé les fonds pour créer des camps d'entraînement et financer d'autres activités.

Pire, les informations recueillies par le HMRC n'auraient pas été transmises aux services de renseignement et de sécurité du pays, alors qu'elles étaient de la plus grande importance. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, un responsable alertait déjà sur la valeur des informations que détenait l'administration fiscale.

Depuis la sortie de l'article, plusieurs voix s'élèvent logiquement pour demander la vérité sur ce silence. Meg Hillier, député travailliste, réclamait dimanche dernier la tenue d'une enquête parlementaire.

Le Sunday Times avance pourtant quelques hypothèses - déconcertantes - pour expliquer ce silence. Les escrocs auraient, d'après le journal, infiltré de nombreuses agences gouvernementales, et corrompu des politiciens pour protéger et assurer les détournements.

Le journal cite ainsi des « milliers de livres » donnés au Parti Travailleiste, qui gouvernait alors le pays. L'enquête interne du HRMC cite «de nombreux membres du gang impliqués dans des thinks tanks, et des cercles d'affaires, qui les mettaient en contact avec d'importants politiciens britanniques ».

Source : Le Figaro

### **May cherche des solutions à la violence par arme blanche**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

La Première ministre Theresa May a organisé lundi une réunion consacrée à la violence par arme blanche, un phénomène qui a déjà fait 48 morts depuis le début de l'année. Pour l'endiguer, le gouvernement a dévoilé un projet qui pourrait aboutir à la mise en cause des enseignants, travailleurs sociaux ou policiers n'auraient pas su détecter et signaler à temps les auteurs.

"Nous avons vu ces derniers mois un nombre effarant de vies perdues ou dévastées par la violence", a déclaré Theresa May.

"Très souvent, les auteurs de ces crimes sont aussi jeunes que leurs victimes et c'est pour nous une grande source d'inquiétude."

Selon la police, la hausse des violences par arme blanche peut être imputée aux querelles entre trafiquants de drogue, à la diminution du financement des services à la jeunesse et aux provocations relayées sur les réseaux sociaux. L'approche retenue par le gouvernement est loin de faire l'unanimité et elle a immédiatement été condamnée par les syndicats et des députés.

Source : Reuters

### **Brexit : blocage total**

*5 avril 2019*

Le Parti travailliste britannique, qui discute depuis trois jours avec Theresa May pour tenter de débloquent la situation autour du Brexit, a déploré vendredi que la Première ministre n'ait pas proposé de "changement ou de compromis véritable".

Le parti d'opposition l'exhorte à apporter des changements réels à son plan si elle veut obtenir une majorité au Parlement et être enfin en mesure de faire ratifier l'Accord de retrait qu'elle a négocié avec les Européens.

A trois reprises depuis le 12 janvier, May a été incapable de réunir une majorité sur ce texte, se heurtant à l'intransigeance d'une partie des élus de son propre Parti conservateur et des députés nord-irlandais du Parti unioniste démocratique (DUP), indispensables à sa majorité parlementaire.

Pour éviter le risque d'un "no deal" (une sortie sans accord), elle a procédé mardi soir à un virage à 180°, se tournant vers l'opposition travailliste et son chef de file, Jeremy Corbyn. Trois séances de discussions ont eu lieu, dont la première en face à face mercredi entre May et Corbyn, qui ont ensuite laissé la main à leurs représentants.

Source : Reuters

## **Les doutes sur le Brexit coûtent 600 millions de livres sterling par semaine, dit Goldman Sachs**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

Les incertitudes liées au processus politique chaotique de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ont coûté à l'économie britannique 600 millions de livres sterling (700 millions d'euros) par semaine depuis le référendum de juin 2016, estime Goldman Sachs dans une étude publiée lundi.

La banque d'affaires américaine conclut que le Brexit avait coûté à la cinquième économie mondiale autour de 2,5 points de produit intérieur brut (PIB) à la fin de l'an dernier par rapport à la tendance que suivait le PIB avant le vote en faveur de la sortie de l'UE.

"Les responsables politiques au Royaume-Uni peinent encore à concrétiser ce vote", constatent les économistes de Goldman Sachs. "L'incertitude qui en découle sur les futures relations politiques et économiques avec l'UE ont eu un coût réel pour l'économie du Royaume-Uni, qui s'est répercuté à d'autres économies."

En 2016, l'un des slogans les plus efficaces des partisans du Brexit affirmait que le RU versait 350 millions de livres par semaine à l'UE et appelait à récupérer cette somme pour l'investir dans le système de santé. Cette estimation ne prenait toutefois en compte ni le "rabais" obtenu par Londres sur sa contribution, ni les aides européennes perçues par le RU.

Goldman Sachs estime qu'en cas de sortie de l'UE sans accord ("no deal"), il y a une probabilité de 15% que le PIB britannique chute de 5,5% et qu'un "choc de confiance" fasse perdre 17% de sa valeur à la livre sterling.

Les autres pays européens seraient les plus exposés aux répercussions d'un tel scénario, ajoutent les économistes de la banque, qui évoquent un risque de perte de 1% du PIB pour ces économies.

A l'inverse, si Londres parvient à un accord de transition, l'effet positif total sur le PIB britannique pourrait atteindre 1,75% et la livre pourrait s'apprécier de 6%, ajoute Goldman Sachs.

Source : Reuters

## **L'économie italienne fait le grand plongeon**

*2 avril 2019*



Dans le contexte du ralentissement de la croissance en Europe, l'Italie apparaît aujourd'hui comme la plus fragile. Certains craignent même qu'elle puisse entraîner l'Union européenne dans sa chute.

Tous les voyants de l'économie italienne sont au rouge. La production industrielle est en baisse, le chômage en hausse. Selon la Commission européenne et le FMI, la croissance prévue pour 2019 est proche de zéro. Pour l'OCDE, elle est même négative. L'organisation de coopération économique estime que l'Italie va dans le mur.

Et en klaxonnant : les deux mesures phare du gouvernement - l'abaissement de l'âge de la retraite et la création d'un revenu de citoyenneté - vont contribuer à augmenter la dette publique, et donc les intérêts que l'Italie devra payer à ses prêteurs. La péninsule est en retard sur les autres pays européens, a ajouté le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

À Rome aussi, les économistes tirent la sonnette d'alarme. La Banque d'Italie et le syndicat des patrons réclament au plus vite des mesures pour relancer l'activité du pays. Mais le gouvernement semble paralysé.

Le contrat censé tenir ensemble la coalition au pouvoir est devenu un piège, un ramassis de mesures électorales coûteuses auxquelles aucun des deux partis ne veut renoncer. Entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles, les insultes fusent. Avec la crise économique, c'est une crise politique qui s'annonce.

Source : RFI

## **L'Italie signe 29 accords avec la Chine et s'engage sur la route de la soie**

*23 mars 2019*

L'Italie a rejoint la longue liste des pays adhérents au projet chinois d'une « nouvelle route de la soie ». L'accord a été signé samedi 23 mars à Rome par le président du Conseil italien et Xi Jinping. Un contrat de confiance qui n'engage à rien, selon Giuseppe Conte, mais qui très critiqué déjà à Washington et à Bruxelles.

L'Italie est devenue le premier pays membre du G7 à intégrer ce projet pharaonique d'infrastructures maritimes et terrestres lancé par Pékin en 2013.

Pour relancer une économie en panne, l'Italie va ouvrir à la Chine la porte sud de l'Europe.

Déjà 29 accords sectoriels ont été signés : du fisc à la santé, de l'innovation à la culture en passant par l'agroalimentaire et surtout les infrastructures et la logistique maritimes et terrestres. La Chine et l'Italie auraient déjà des contrats assurés pour sept milliards d'euros et la possibilité d'arriver même jusqu'à 20 milliards - c'est le message officiel.

Cependant, Rome a finalement revu à la baisse le nombre d'accords signés avec la Chine à cause des craintes émises par Bruxelles et Washington.

Ce projet de route de la soie prévoit un axe pour relier la Chine à l'Europe via des routes terrestres en Asie centrale et des routes maritimes.

Il s'agit d'un vaste programme d'investissements, qui englobe l'Afrique et que Pékin évalue à 1000 milliards d'euros sur 30 ans. Sur cette route, l'Italie marque le point d'entrée vers l'Europe.

Avec les ports de Gênes à l'Ouest et de Trieste à l'Est, la péninsule sera une étape importante. Gênes relie la France et l'Espagne et Trieste l'Europe centrale. Des travaux sont en cours à Gênes, pour construire un nouveau terminal pour les cargos... Un projet que la Chine financera à 49%.

Quant à Trieste, en déclin depuis 70 ans, il rêve de redevenir l'important port de commerce qu'il a été au XIXe siècle. Il va aussi être modernisé. Face aux investissements chinois attendus dans les deux ports italiens, les avis sont partagés, entre ceux qui se réjouissent des retombées et ceux qui s'inquiètent du risque de passer sous pavillon chinois.

L'Italie, qui achète pour 50 milliards d'euros les produits chinois et qui vend à la Chine pour seulement 13 milliards d'euros, veut aussi équilibrer cette balance commerciale. Mais la Commission européenne demande un contrôle accru sur les futurs investissements chinois en Italie.

Si Luigi di Maio, vice-Premier ministre et promoteur de l'opération, fanfaronne, son alter ego Matteo Salvini a boudé la fête et note, lui, que la Chine n'est pas un marché libre. Il y a eu beaucoup de fausses notes dans la fanfare des politiques italiens.

En outre, à faire ainsi cavalier seul, Rome a par ailleurs fâché Washington et s'est encore isolée dans l'Union européenne. Pour Paris, Berlin, Bruxelles, la Chine est un rival systémique face auquel l'Europe doit être forte et unie. Le gouvernement italien s'est pour l'instant marginalisé, éloigné de ses alliés historiques pour s'engager sur la route incertaine de la soie chinoise.

Source : RFI

## **France : les chiffres stupéfiants des infractions liées au trafic de drogue**

*28 mars 2019*

Le trafic de stupéfiants connaît en France une inflation exponentielle. Les statistiques récemment publiées par le ministère de la Justice indiquent qu'en 2017, les parquets ont traité les affaires de plus de 167 000 auteurs d'infractions liées au trafic de drogue. Ces crimes et délits représentent aujourd'hui plus de 20% des condamnations pénales.

Entre 2012 et 2017, période de l'étude, la hausse est spectaculaire : à ce jour les infractions en lien avec la drogue représentent près d'une condamnation sur cinq pour crimes et délits. Presque tous les délinquants sont des hommes, et la moitié sont jeunes.

Second élément saillant : dans les 33 600 condamnations pour usage illicite de stupéfiants, les peines les plus courantes sont les amendes et la confiscation. Quant aux 35 000 condamnations pour trafic de stupéfiants le quantum moyen des peines est d'un peu plus d'un an de prison ferme ; 20% des auteurs de trafic sont en récidive.

La réponse pénale, malgré sa fermeté, n'est donc pas un frein aux ardeurs des dealers. Chaque année la drogue gangrène un peu plus la société française ; ainsi, les condamnations pour conduite d'un véhicule sous l'emprise de stupéfiants sont en hausse de près de 60%. Un fléau qui chaque année poursuit donc une inexorable ascension.

Source : RFI

### **France : investissements étrangers et attractivité en hausse**

*4 avril 2019*

Le nombre d'investissements étrangers en France recensés l'année dernière est en hausse de 2% par rapport à ceux de 2017. Des chiffres publiés par Business France et qui confirment une amélioration de l'attractivité du pays.

Business France parle d'un chiffre record.

Une bonne nouvelle pour la France, même si ce dynamisme n'a pas eu de répercussion sur la création d'emplois.

Parmi les investisseurs étrangers, on note une forte proportion d'américains. Déjà présents en 2017, ils confirment en 2018 leur retour.

Leurs terrains de prédilection sont la recherche et développement. Ils représentent un quart des décisions enregistrées dans ces secteurs d'activité. Mais les projets européens restent les plus importants, à hauteur de 61%. La France profite du Brexit : 33% des investissements destinés à la Grande-Bretagne se sont reportés sur notre territoire.

Source : RFI

### **Espagne : un plan anti-« fake news » en vue des législatives du 28 avril**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

Depuis que la Commission européenne a affirmé que les principaux réseaux sociaux, Facebook, Twitter et WhatsApp, n'avaient pas fait leur travail d'élimination des fake news, l'Espagne prend la chose très au sérieux, avec à l'horizon les élections générales du 28 avril, où ce genre de fausses informations risquent de se multiplier.

Un plan a été annoncé par le ministère de l'Intérieur.

À en croire le quotidien 20 minutos, 100 policiers ont été spécialement assignés à cette tâche. D'ici fin avril, ils ont pour mission de surveiller les flux et les informations sur internet, en quête de fausses informations, de mensonges, de vérités occultées.

La formation d'extrême droite Vox est tout spécialement dans la ligne de mire des enquêteurs. Ces derniers pensent que ce parti, jusque-là confidentiel, et qui vient tout juste d'acquiescer de l'importance après son excellent score aux législatives en Andalousie, est celui qui attire le plus de fake news. Notamment via ses groupes WhatsApp.

Source : RFI

## **Heurts à Barcelone entre indépendantistes et partisans du maintien dans l'Espagne**

*31 mars 2019*

A quatre semaines des législatives en Espagne, des heurts à Barcelone autour d'un rassemblement de l'extrême droite entouré de manifestants pro-indépendance se sont traduits par cinq blessés et sept arrestations, a-t-on indiqué à l'AFP de source policière.

Le mouvement d'extrême droite Vox, défenseur farouche de l'unité espagnole et donc du maintien de la Catalogne dans l'Espagne, avait rassemblé sur la Place d'Espagne plusieurs milliers de personnes. Mais plusieurs groupes indépendantistes radicaux avaient appelé leurs partisans à manifester autour du rassemblement de Vox, pour "protester contre le fascisme".

Lorsque la police a tenté d'empêcher ces quelque 300 manifestants de s'approcher, ceux-ci, dont beaucoup portaient des cagoules, ont improvisé une barricade avec des barrières et des poubelles en feu et s'en sont pris aux policiers, leur lançant des pierres ou des bouteilles, selon la police.

Vox espère bien entrer au Parlement à la suite des élections législatives du 28 avril.

Vox s'est trouvé ces derniers mois une tribune permanente en s'octroyant - en toute légalité - un rôle d'accusateur tonitruant au procès des indépendantistes catalans : une particularité de l'ordre juridique espagnol dénoncée par les séparatistes et qui embarrasse Madrid.

D'autant que Vox, qui ambitionne également d'entrer au parlement européen aux élections de mai, a aussi réussi à s'installer pour la première fois dans un parlement régional, en Andalousie, où le candidat du Parti populaire (PP, droite) n'a pu être investi à la tête de la région qu'avec les voix de Vox.

Source : AFP

## **L'ex-Premier ministre croate Sanader incarcéré pour corruption**

*5 avril 2019*

L'ancien Premier ministre croate Ivo Sanader a été incarcéré jeudi soir, la Cour suprême ayant alourdi la peine de prison qui le frappait dans une affaire de corruption.

Il avait été condamné en 2017 à quatre ans et demi de prison, une peine inférieure à cinq ans ce qui le dispensait de se retrouver derrière les barreaux.

La Cour suprême l'a finalement condamné à six ans de détention, ce qui motive son incarcération, rapporte vendredi la presse croate. Il a été reconnu coupable d'avoir reçu plus de deux millions d'euros de pots-de-vin à l'occasion de l'acquisition par le ministère du Développement rural d'un immeuble à un prix bien supérieur à celui du marché.

Il est également mis en cause dans plusieurs autres affaires de corruption.

En octobre dernier, il a été condamné en première instance à deux ans et demi de prison pour avoir reçu au début des années 1990 des pots-de-vin de la banque autrichienne Hypo Alpe Adria, alors qu'il était vice-ministre des Affaires étrangères.

Toujours en octobre, un nouveau procès s'est ouvert pour le rejurer dans une affaire où il est accusé d'avoir reçu un pot-de-vin en 2008 du groupe énergétique hongrois MOL en échange de la prise contrôle de la compagnie croate INA.

Source : Reuters

### **La CE recommande un versement de près de 1 milliard d'euros à la Grèce**

*3 avril 2019*

La Commission européenne a recommandé mercredi le versement de près d'un milliard d'euros à la Grèce, une aide intervenant après la fin des programmes de renflouement internationaux et qui prend acte du fait qu'Athènes a adopté des réformes exigées par ses créanciers.

Les ministres des Finances de la zone euro doivent se prononcer vendredi sur ce versement qui devrait aider la Grèce à emprunter sur les marchés à des conditions plus favorables, après l'arrivée à terme en août dernier de son troisième et dernier plan d'aide internationale.

L'initiative de la Commission intervient après que la Vouli, le parlement grec, a adopté la semaine dernière une réforme facilitant la reprise des créances douteuses du secteur bancaire, ce qui devrait contribuer à assainir la situation de celui-ci.

Source : Reuters

### **Les Slovaques choisissent le changement et une femme militante anti-corruption comme présidente**

*31 mars 2019*

Les Slovaques ont choisi le changement en élisant samedi à la présidence l'avocate libérale Zuzana Caputova, première femme à ce poste dans leur histoire, qui incarne pour beaucoup un contrepoids face aux populistes au pouvoir.

Mme Caputova, une militante anti-corruption de 45 ans, a obtenu 58,40% des voix, selon les résultats portant sur 100% des bureaux de vote, face à son rival Maros Sefcovic, commissaire européen soutenu par le parti au pouvoir Smer-SD.

Le gouvernement de Smer-SD a été mis à mal par l'assassinat du journaliste d'investigation Jan Kuciak et de sa fiancée l'an dernier.

Le journaliste s'appêtait à publier un article sur les liens présumés entre des hommes politiques slovaques et la mafia italienne.

L'indignation populaire et des manifestations de rue, d'une ampleur inédite, qui ont suivi l'assassinat ont entraîné la démission du Premier ministre Robert Fico, qui reste cependant chef de Smer-SD et allié du Premier ministre actuel.

Jusqu'à présent, cinq personnes ont été interpellées, dont le commanditaire présumé du meurtre - un multimillionnaire qui entretiendrait des liens avec Smer-SD.

Mme Caputova, qui avait participé à l'époque à ces manifestations, s'est engagée lors de la campagne électorale à lutter pour une justice plus efficace et indépendante.

Les promesses électorales de la candidate, divorcée et mère de deux enfants, incluaient également la protection de l'environnement, le soutien aux personnes âgées et une réforme de la justice qui priverait "les procureurs et la police de toute influence politique".

Dans un pays à majorité catholique, Mme Caputova n'a pas hésité à se prononcer ouvertement en faveur de l'accès libre à l'avortement et de droits élargis pour les couples homosexuels, estimant qu'un enfant vivra "mieux avec deux êtres amoureux de même sexe" que dans un orphelinat.

Son rival mettait en avant quant à lui "les valeurs traditionnelles de la famille" et s'adressait à des électeurs voulant "que la Slovaquie reste un pays chrétien". Selon les résultats publiés par l'Office de statistiques, les prises de position de Mme Caputova lui ont permis de l'emporter aussi bien dans les villes que dans les campagnes plus conservatrices.

Les analystes pointent cependant une faible participation de 41,79%.

"Une faible participation signifie que l'électorat anti-système et extrémiste n'a pas pu choisir un président qui représenterait ses valeurs", a déclaré à l'AFP l'analyste Grigorij Meseznikov.

Source : AFP

## **UE : Facebook renforce sa réglementation pour les publicités électorales**

*29 mars 2019*

Facebook a renforcé sa réglementation concernant les publicités électorales sur sa plateforme en Europe, sous la pression de l'exécutif européen qui demandait au réseau social davantage d'action pour prévenir de toute ingérence dans les élections européennes de la fin mai.

Accusé de laxisme face à la propagation des fausses nouvelles et à l'utilisation par la Russie du réseau social pour interférer dans l'élection présidentielle de 2016 aux Etats-Unis, le groupe américain a dit avoir alloué davantage de ressources et de personnel pour veiller à l'intégrité du scrutin européen.

Facebook a mis en place un outil permettant aux utilisateurs de voir qui diffuse des publicités à des fins électorales sur sa plateforme, pour quel montant, et combien de personnes ont consulté ces publicités.

Seuls des annonceurs étant localisés et autorisés dans un pays donné pourront avoir accès aux espaces publicitaires de Facebook dans ce pays.

Toutes les publicités ne respectant pas les nouveaux critères seront bloquées à partir de mi-avril.

Cette nouvelle réglementation, déjà en place aux Etats-Unis, au Brésil, en Inde, mais aussi en Grande-Bretagne et en Ukraine, va être mise en place à l'échelle mondiale d'ici fin juin, a précisé Facebook.

Source : Reuters

## **L'UE entérine l'interdiction du plastique à usage unique dans l'UE dès 2021**

*27 mars 2019*

Les produits en plastique à usage unique comme les assiettes, les couverts et les pailles seront interdits en Europe à partir de 2021. Le Parlement européen, réuni en session plénière à Strasbourg, vient de donner son feu vert.

A la liste des produits interdits, le Parlement européen a rajouté les gobelets en frigolite ou polystyrène qui permettent de garder vos boissons chaudes, mais qui représentent 30% de tous les déchets plastiques retrouvés sur les plages en Europe.

S'agissant des mégots de cigarettes, fabriqués en partie à base de plastique, le Parlement européen a insisté pour faire figurer sur les paquets de cigarettes un avertissement environnemental. Enfin, la législation fixe un objectif de collecte de 90% pour les bouteilles en plastique d'ici 2029.

Source : RFI

## **Pompeo condamne la montée de l'antisémitisme en Europe**

*26 mars 2019*

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a condamné la montée de l'antisémitisme en Europe, aux Etats-Unis et au Moyen-Orient, la qualifiant de "métastase cancéreuse" et ajoutant que l'administration de Donald Trump allait vigoureusement la combattre.

Dans un discours prononcé à Washington devant un important lobby américain pro-israélien, le chef de la diplomatie américaine a accusé le parti britannique d'opposition, le Labour, de tolérer l'antisémitisme. Pompeo a qualifié cela de "honte nationale".

Il a déclaré que les attaques contre la communauté juive étaient en augmentation en France et en Allemagne, et que les crimes haineux contre les Juifs avaient augmenté d'un tiers aux Etats-Unis en 2017.

Cette déclaration a été faite dans la foulée de l'annonce, contestée, par Donald Trump de la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan.

En Grande-Bretagne, le Parti travailliste lutte depuis plus de deux ans contre des accusations d'antisémitisme.

Source : Reuters

## **UE : nouvelle procédure d'infraction contre la Pologne afin de « protéger les juges »**

*3 avril 2019*

La Commission européenne a lancé mercredi 3 avril une nouvelle procédure d'infraction contre le gouvernement polonais, visant cette fois un régime disciplinaire des juges récemment adopté en Pologne, qui « n'offre pas les garanties nécessaires pour les protéger du contrôle politique ».

La Pologne dispose désormais de deux mois pour répondre à ces reproches, a précisé l'exécutif européen lors de l'annonce de cette phase préliminaire de la procédure, qui peut aller jusqu'à une saisine de la justice européenne et in fine aboutir à des sanctions financières.

Source : RFI

### **Roumanie : levée du contrôle judiciaire pour la magistrate Laura Kovesi**

*4 avril 2019*

Laura Kovesi, symbole de la lutte anti-corruption en Roumanie, va pouvoir reprendre sa campagne pour devenir la cheffe du nouveau parquet européen. Le contrôle judiciaire qui pesait sur la magistrate a été levé.

Une décision qui arrive au milieu d'un bras de fer entre l'Union européenne et le gouvernement roumain autour de réforme controversée du système judiciaire. Bruxelles accuse Bucarest de mettre en péril la lutte anti-corruption.

Jusqu'en juillet 2018, Laura Kovesi était la cheffe du parquet anti-corruption roumain.

Elle avait été démise de ses fonctions par le gouvernement social-démocrate. Accusée elle-même de corruption, la quarantenaire avait finalement été mise en examen il y a cinq jours.

La magistrate dénonçait une campagne d'intimidation pour l'empêcher d'accéder à la tête du futur parquet européen. Elle est d'ailleurs la favorite du Parlement européen.

La Commission européenne a une nouvelle fois haussé le ton ce mercredi menaçant Bucarest de sanctions économiques si le gouvernement ne mettait pas fin à son offensive généralisée contre le système judiciaire roumain. Le parti social-démocrate le juge trop sévère sur les faits de corruption.

Le président du parti vainqueur des législatives a lui-même été condamné deux fois pour fraude électorale et corruption. Il est actuellement poursuivi pour détournements de fonds européens. Les multiples réformes menées au pas de charge ont déclenché plusieurs vagues de manifestations historiques.

Source : RFI

### **Ukraine : campagne par éprouvettes interposées entre les candidats du second tour**

*5 avril 2019*

Nouveau paroxysme d'une campagne rocambolesque en Ukraine : les candidats au second tour de la présidentielle ont passé vendredi des tests de dépistage de drogue et d'alcool, tout sourires et les manches retroussées en direct sur les réseaux sociaux.

Le comédien Volodymyr Zelensky et le président sortant Petro Porochenko ont passé la première des trois semaines de l'entre-deux tours à se chamailler par vidéos interposées sur les conditions d'un éventuel débat qui leur permettrait d'exposer leur vision pour ce pays en guerre et confronté à de lourdes difficultés économiques.



Distancé au premier tour, le président sortant Petro Porochenko a sommé son rival, qui n'a pas mené de campagne traditionnelle jusqu'à présent, de participer à ce traditionnel face-à-face, espérant mettre au jour le flou de son programme et son manque total d'expérience politique.

Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, l'humoriste et acteur a posé ses conditions, transformant la campagne en feuilleton sur l'organisation de ce rendez-vous. Il a demandé notamment qu'il ait lieu dans le plus grand stade du pays et que les candidats passent des analyses médicales "pour prouver au peuple qu'ils ne sont ni alcooliques ni toxicomanes".

Après avoir accepté de débattre devant les 70.000 spectateurs du stade Olimpiïski, M. Porochenko s'est présenté vendredi matin à l'infirmerie de cette arène.

"Le débat public porte sur des analyses (médicales) et sur des vidéos et non sur les programmes et promesses", a déploré vendredi un militant anticorruption Vitaly Chabounine sur Facebook.

Acteur populaire et novice en politique, M. Zelensky a dépassé toutes les prévisions.

Il a obtenu obtenant plus de 30% des suffrages au premier tour contre 16% pour M. Porochenko, qui a lancé des réformes importantes mais est accusé d'avoir renâclé à lutter contre la corruption.

Si les partisans de M. Zelensky voient en lui un nouveau visage dans un paysage politique sclérosé, ces détracteurs critiquent le flou de son programme et doutent de sa capacité à gouverner un pays confronté à la pire crise depuis son indépendance en 1991.

L'arrivée de pro-occidentaux au pouvoir en 2014 a été suivie par l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie et par un conflit armé avec des séparatistes prorusses dans l'est, toujours en cours, et qui a fait près de 13.000 morts.

Source : AFP

## **Pourquoi les Ukrainiens continuent à quitter leur pays**

*28 mars 2019*

L'Ukraine se vide de sa population depuis 2014. Cette vague d'émigration massive commence à préoccuper les autorités, c'est devenu l'un des enjeux du débat de l'élection présidentielle dont le premier tour aura lieu dimanche.

Depuis que la Russie a provoqué l'effondrement de l'économie ukrainienne en envahissant le Donbass et en annexant la Crimée, « un million d'Ukrainiens partent chaque année tenter leur chance ailleurs », affirme Ioulia Timochenko.

L'infatigable candidate à la magistrature suprême estime que c'est le deuxième plus grand danger auquel l'Ukraine doit faire face, le premier étant l'agression militaire russe. Un ancien haut responsable du renseignement ukrainien parle lui de « tragédie nationale ».

Et la banque centrale du pays considère aussi que c'est devenu un problème économique, un frein au développement. Conjugée à la baisse de la natalité cette migration est devenue l'un des puissants moteurs du dépeuplement de l'Ukraine.

Mais cette diaspora constitue aussi une source appréciable de devises

D'après la banque centrale, 12 milliards de dollars seront cette année injectés dans l'économie par les travailleurs émigrés, contre 7 milliards en 2015. Cela représente plus de 10% du produit intérieur brut de l'Ukraine.

Cette rivière de devises est un complément de revenus précieux pour les aînés ou les enfants restés chez eux, bien plus importants en volume que le soutien à l'Etat des institutions internationales. Une manne inespérée pour ce pays considéré aujourd'hui par le FMI comme le plus pauvre de toute l'Europe en termes de produit intérieur brut par habitant.

Le principal pays d'accueil est le voisin polonais.

La Pologne, hostile à l'immigration non chrétienne, non blanche, a tout fait pour attirer les Ukrainiens avec des permis très souples, car, elle aussi, s'est vidée d'une bonne partie de ses habitants, partis en Europe de l'ouest, au Royaume-Uni notamment.

« L'économie polonaise est aujourd'hui florissante grâce aux Ukrainiens », estime le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavlo Klimkin.

L'an prochain, l'Allemagne accordera des visas de travail à des ressortissants de pays tiers pour des emplois qualifiés.

Une ouverture redoutée en Pologne et en revanche attendue impatiemment par les Ukrainiens. Car pour l'instant ce désir d'ailleurs ne se tarit pas, la corruption et le manque de perspective continuent de pousser les Ukrainiens à l'exil.

Source : RFI

## **Russie : indignation sur le sort de baleines capturées pour être vendues en Chine**

*2 avril 2019*

La capture d'une centaine d'animaux marins, des orques et des bélugas, destinés à être vendus à des parcs d'attraction en Chine, fait grand bruit en Russie. Une pétition en ligne pour demander la libération des cétacés a rassemblé plus de 1,4 million de signatures et les militants écologistes maintiennent la pression sur les autorités.

Depuis que l'existence de ces enclos a été révélée par les militants écologistes, en octobre dernier, la justice s'est emparée de l'affaire et des experts ont été sollicités par les autorités pour trouver une solution. Une solution bloquée, selon Greenpeace, par les entreprises qui ont capturé les cétacés.

Source : RFI

## ASIE

### **Offensive des taliban dans l'ouest de l'Afghanistan, des dizaines de morts**

*5 avril 2019*

Des centaines de taliban ont lancé une offensive dans la province de Badghis, située dans l'ouest de l'Afghanistan, lors de laquelle des dizaines de membres des forces de sécurité afghanes et de taliban ont péri, a-t-on appris vendredi auprès des autorités locales.

Les attaques se sont multipliées depuis deux mois dans la région qui pourrait, selon des représentants locaux, tomber aux mains des taliban si aucun soutien n'est apporté aux forces gouvernementales.

Les taliban ont tué 36 membres des forces gouvernementales et pris contrôle de plusieurs postes de sécurité après une vaste offensive qui a débuté mercredi, a déclaré le gouverneur du district de Bala Murghab, Waris Sherzad. Plus de 30 taliban ont aussi été tués, a dit pour sa part le porte-parole du gouverneur de la province de Badghis.

Source : Reuters

### **"Je n'avais plus de jambe" : en Afghanistan, les mines font toujours plus de victimes**

*2 avril 2019*

"J'ai essayé de toucher ma jambe. Mais je n'avais plus de jambe", raconte Imran Gul après avoir sauté sur une mine en Afghanistan, où le nombre de victimes de ces explosifs n'a cessé d'augmenter ces dernières années.

Bras tendus sur des barres parallèles de la salle de rééducation de l'hôpital orthopédique de Kaboul, cet agriculteur de 25 ans, amputé des deux membres inférieurs mais également de deux doigts, peine à avancer sur ses nouvelles prothèses.

Il y a quelques mois, il conduisait un tracteur sur une nouvelle parcelle à cultiver, dans la province de Ghazni (est), quand une mine a explosé à son passage. "J'étais couvert de sang, je ne voyais rien et pensais avoir aussi perdu mes yeux", se souvient-il alors que claudiquent autour de lui de nombreux amputés apprenant à apprivoiser leurs nouveaux membres artificiels.

Le nombre de victimes de mines et de munitions non explosées -mortiers, grenades ou roquettes- "a bondi d'année en année" depuis 2012, indique le chef du Service onusien d'action anti-mines (UNMAS) en Afghanistan, Patrick Fruchet.

La situation a particulièrement empiré après 2014 et l'intensification des combats entre forces de sécurité afghanes et groupes insurgés, qui disséminent de nombreuses mines artisanales. "On est passé de 36 victimes par mois en 2012 à plus de 150 en 2017", note-t-il.

Alors que sera célébrée jeudi la Journée internationale de lutte contre les mines, l'éradication de ces armes de guerre sera "difficile" à atteindre en 2023 en Afghanistan, comme c'était initialement prévu, du fait de "nouvelles contaminations", observe Wakil Jamshidi, le directeur adjoint de l'UNMAS.

Selon l'Observatoire des mines, l'Afghanistan est le pays où le plus grand nombre de victimes a été dénombré en 2017, devant la Syrie.

Pour tenter de prévenir de nouveaux drames, des sessions d'information sont organisées pour mettre en garde les civils, surtout les enfants.

Sur les 12.000 nouveaux patients reçus annuellement dans les sept hôpitaux orthopédiques financés par la Croix-Rouge, "1.500 à 2.000 sont des victimes de guerre à 80% blessés par des mines", détaille le directeur du centre Aliabad de Kaboul, Najmudin Helal.

Source : AFP

## **Des Afghans ont "tout perdu" dans des crues dévastatrices ; au moins 35 morts**

*31 mars 2019*

Des villageois de l'ouest de l'Afghanistan tentaient dimanche d'évacuer les eaux boueuses qui ont envahi leurs maisons après les pires inondations de la décennie, certains autres moins chanceux se lamentaient d'avoir "tout perdu".

Les pluies torrentielles qui se sont abattues deux jours durant depuis vendredi matin ont ravagé cinq provinces du nord et de l'ouest du pays, provoquant la mort d'au moins 35 personnes. En plus de détruire des habitations par milliers, ces crues soudaines ont dévasté des camps de familles déplacées qui avaient dû fuir l'été dernier en raison de la sécheresse.

Elles avaient trouvé notamment refuge par dizaine de milliers dans la région de Herat. Dans cette province de l'ouest de l'Afghanistan au moins dix districts et le chef-lieu provincial du même nom ont été fortement impactés par ces pluies entraînant des crues soudaines.

Selon Hashmat Bahaduri, porte-parole de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes en Afghanistan, plus de 3.000 maisons ont été partiellement ou totalement détruites dans les cinq provinces touchées par ces crues soudaines.

Les fortes chutes de neige qui se sont abattues sur de vastes étendues de l'Afghanistan cet hiver faisaient redouter ces graves inondations à l'approche du printemps, après plusieurs années de forte sécheresse. Début mars, au moins 20 personnes avaient déjà péri à la suite d'inondations qui ont emporté de nombreuses maisons dans la province de Kandahar, dans le sud.

Source : AFP

## **Kaboul : les droits des Afghanes, "ligne rouge" des négociations avec les talibans**

*26 mars 2019*

Les pourparlers de paix entre les talibans et les Etats-Unis doivent comporter comme "ligne rouge" les droits des femmes, qui ne doivent pas être restreints, estime mardi le chef de la diplomatie afghane Salahuddin Rabbani.

Cette négociation doit comporter comme "ligne rouge absolue" les droits des femmes, qui ne doivent pas subir de "restrictions", prévient le ministre dans le quotidien allemand Bild. "Il n'y

aura pas de restrictions sur la scolarisation des filles, nous ne sacrifierons pas ce que nous avons construit pendant 18 ans".

Au cours de la dernière session qui s'est achevée le 16 mars à Doha, l'émissaire américain Zalmay Khalilzad a affirmé que "les conditions pour la paix" s'étaient "améliorées", faisant état de "vraies avancées".

Cependant, les talibans, qui négocient avec les Etats-Unis, refusent de mener des négociations de paix directes avec le président Ashraf Ghani, malgré les demandes répétées de Washington en faveur d'un dialogue intra-afghan incluant le gouvernement.

Source : AFP

### **Au Pakistan, la nourriture est disponible, mais la malnutrition fauche les enfants**

*24 mars 2019*

Le Pakistan, à l'économie largement agricole, exporte chaque année des millions de tonnes de céréales. A Mithi, petite ville du Sud désertique, comme ailleurs dans le pays, des dizaines de patients souffrant de malnutrition franchissent pourtant chaque jour les portes de l'hôpital.

Sur les 150 à 250 patients visitant quotidiennement l'hôpital civil de Mithi, environ un sur cinq souffre de malnutrition, estime le Dr Dilip Kumar, chef du service pédiatrique. Les conséquences sont dramatiques en termes de mortalité infantile.

Avec 74,9 enfants sur 1.000 décédant avant leurs 5 ans, le Pakistan, pourtant quarantième économie au monde, se classe au niveau des pays africains les moins avancés, selon la Banque mondiale. Par opposition, ce ratio est de 39,4/1.000 en Inde et de 4,1/1.000 dans l'Union européenne.

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires place de son côté le Pakistan au 106<sup>e</sup> rang sur 119 pays comptabilisés dans son indice de la faim dans le monde.

Un cinquième des plus de 200 millions de Pakistanais sont mal nourris, note ce centre de recherche, qui qualifie la situation du pays de "grave, presque alarmante".

Le Pakistan n'est pourtant pas en manque de denrées. Il devait exporter 500.000 tonnes de blé et 7,4 millions de tonnes de riz entre mai 2018 et avril 2019, d'après le département de l'agriculture américain.

Le Pakistan fait aussi face à un excédent de pommes de terre, selon le quotidien Dawn. Mais ce n'est pas parce que la nourriture est disponible au niveau national que les gens y ont accès localement, expliquent plusieurs experts.

Se pose la question du coût des aliments et des mauvaises infrastructures, particulièrement dans les zones rurales reculées du Pakistan, qui limitent l'accès à la nourriture. D'après le Département du Plan pakistanais, une entité publique, 40% de la population vit dans un état de "pauvreté multidimensionnelle".

La malnutrition est générée par "de fréquentes grossesses, des mariages (trop) jeunes, une carence en fer des mères, (un manque) d'allaitement, une immunisation basse et un sevrage précoce", énumère le Dr Kumar, le pédiatre en chef de l'hôpital de Mithi.

Seuls 38% des bébés sont nourris exclusivement au sein au Pakistan pendant leurs six premiers mois, du fait de traditions locales, de mères trop occupées ou du puissant marketing de l'industrie du lait.

Que le Pakistan exporte des millions de tonnes de céréales a ainsi peu à voir avec la haute mortalité infantile sévissant dans le pays. Et comme l'observe l'économiste Kaiser Bengali, un jeune enfant n'est de toute façon "pas nourri avec du blé ou de la nourriture solide."

Source : AFP

### **Les Rohingyas sont de futurs réfugiés climatiques, selon l'Unicef**

*4 avril 2019*

Tous les pays ne sont pas égaux devant le réchauffement climatique. Au Bangladesh, les impacts se mesurent quasiment tous les jours. Selon l'Unicef, les sécheresses, les glissements de terrain, les risques de cyclones et d'inondations menacent par exemple 19 millions d'enfants dans le pays.

Parmi les plus touchés, il y a aussi les Rohingyas. De réfugiés politiques, ils pourraient bien devenir réfugiés climatiques.

Environ un million de réfugiés Rohingyas ont gagné le Bangladesh depuis 2017 et les violences contre cette minorité ethnique en Birmanie voisine.

La plupart s'entassent dans les camps dans le district de Cox's Bazar et sa plage de plus de 120 kilomètres. L'une des plus longues au monde. L'une des plus exposées également aux cyclones et à la montée du niveau des océans, alors que les deux tiers du Bangladesh culminent à moins de 5 mètres au-dessus du niveau de la mer.

De quoi inquiéter Luc Chauvin, le chef des partenariats humanitaires à l'Unicef : « C'est sûr que les populations qui se trouvent dans cette région du Bangladesh sont aussi à la merci d'événements climatiques extrêmes qui pourraient arriver, type cyclones, etc.

Parce que toute cette zone du golfe du Bengale est une zone très à risque. Les conditions de vie sur place restent assez précaires en dépit de l'aide apportée par le gouvernement du Bangladesh et l'assistance internationale. En plus des Rohingyas, le Bangladesh accueille 6 millions de réfugiés climatiques. L'ONU s'attend à ce qu'ils soient 13 millions en 2050.

Source : RFI

### **Malaisie : l'ex-Premier ministre Razak en procès pour 47 chefs d'accusation**

*3 avril 2019*

Début ce mercredi 3 avril du procès de Najib Razak : l'ancien Premier ministre malaisien est accusé d'avoir trempé dans le scandale 1MDB, un fond de modernisation mis en place lors de

son arrivée au pouvoir en 2009, mais dont son entourage et lui auraient détourné des milliards de dollars.

Le fond 1MDB devait à l'origine permettre de moderniser la Malaisie. Mais il aurait été pillé, avec des milliards de dollars détournés, dont une bonne partie aurait atterri sur le compte en banque de Najib Razak, le Premier ministre de l'époque.

Ces sommes colossales auraient servi entre autres à acheter des œuvres d'art, des yachts, des appartements de luxe dans le monde entier.

Au moins six pays enquêtent également sur les éventuelles malversations liées à ce fond.

Depuis l'an dernier et sa défaite électorale, Najib Razak a été arrêté à plusieurs reprises et pas moins de 47 chefs d'accusation pèsent sur lui : blanchiment d'argent, abus de pouvoir et abus de confiance, entre autres.

Le procès qui débute ce mercredi 3 avril n'est que le premier d'une longue série. Mais il est important pour le gouvernement de Mahatir Mohamad, au pouvoir depuis un an, qui est critiqué pour sa lenteur à mettre en place les réformes promises et à faire juger son prédécesseur.

La Malaisie poursuit aussi Goldman Sachs, estimant que cette banque américaine et certains de ses anciens employés ont participé à ce "pillage", notamment en organisant une émission obligataire douteuse.

Alors que plusieurs personnalités impliquées dans cette affaire ont été appréhendées et inculpées par la justice malaisienne, le cerveau présumé du "pillage" du fonds 1MDB, Jho Low, un financier à l'image de playboy, est toujours en fuite.

Sources : RFI, AFP

## **Brunei : entrée en vigueur de la charia, le sultan appelle à "renforcer" l'islam**

*2 avril 2019*

Le sultan de Brunei a appelé mercredi à "renforcer" les enseignements islamiques dans son pays au moment où entrait en vigueur une nouvelle législation inspirée de la charia, avec la lapidation pour punir l'homosexualité et l'adultère.

Le nouveau code pénal a suscité une vague de protestations d'ONG, de personnalités et de pays inquiets des atteintes aux droits de l'Homme dans le petit Etat riche en hydrocarbures situé sur l'île de Borneo.

Les nouvelles lois, qui prévoient aussi l'amputation d'une main ou d'un pied pour les voleurs, feront de Brunei le premier pays d'Asie du Sud-Est à appliquer au niveau national un code pénal suivant la charia, comme le fait l'Arabie saoudite.

Le viol et le vol sont aussi passibles de peine de mort selon ce code qui prévoit en outre que la peine capitale pour insulte au prophète s'appliquera aux musulmans comme aux non-musulmans.

A l'approche de l'entrée en vigueur de ces lois, les critiques internationales se sont multipliées.

La Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a dénoncé lundi les "peines cruelles et inhumaines" prévues et demandé l'annulation de ces dispositions.

L'acteur américain George Clooney, rejoint par le chanteur britannique Elton John, a de son côté lancé une campagne appelant au boycott de neuf hôtels de luxe liés au sultan de Brunei. Des élus de la ville de Los Angeles, qui abrite deux de ces hôtels, ont joint leur voix mardi à cet appel au boycott.

Pour les analystes, le sultan Hassanal Bolkiah cherche à renforcer son image de leader islamique aux yeux des plus conservateurs à un moment où l'économie nationale, basée sur le pétrole, donne des signes de faiblesse.

Source : AFP

### **Indonésie : des milliers d'enfants sans toit six mois après le séisme de Palu**

*26 mars 2019*

Des dizaines de milliers d'Indonésiens dont quelque 6.000 enfants vivent encore dans des abris temporaires après le tremblement de terre suivi d'un tsunami qui a dévasté la région de Palu en Indonésie il y a six mois, selon plusieurs organisations internationales et ONG.

Un séisme de magnitude 7,5 et la vague mortelle destructrice qui a suivi ont dévasté la côte ouest de l'île de Célèbes le 28 septembre dernier, tuant plus de 4.300 personnes selon l'agence de gestion des catastrophes.

Quelque 170.000 habitants de Palu et de sa région ont perdu ou dû abandonner leur domicile et des quartiers entiers sont en ruine, même si l'activité a repris dans le reste de la ville.

Au moment du séisme, des quartiers entiers se sont littéralement enfoncés dans la terre en raison des secousses telluriques, un processus connu sous le nom de liquéfaction.

Le processus de reconstruction est très lent.

Le désastre a endommagé des dizaines de milliers de bâtiments mais aussi des bateaux de pêche, des magasins et des systèmes d'irrigations clés pour les agriculteurs, réduisant de nombreux habitants au chômage.

L'agence onusienne a mis en place un programme "argent contre travail" permettant à quelque 2.500 personnes de recevoir un salaire pour démanteler et reconstruire des bâtiments pour la communauté.

Les autorités indonésiennes ont évalué à quelque 900 millions de dollars le coût de la catastrophe et la Banque mondiale a offert au pays un prêt pouvant atteindre 1 milliard pour aider à la reconstruction de la région.

L'Indonésie, un archipel de 17.000 îles et îlots formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques, se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, une zone de forte activité sismique.



Le pays a payé un lourd tribut l'an dernier avec plus de 2.500 catastrophes naturelles recensées, des tremblements de terre meurtriers sur l'île de Lombok, à des glissements de terrains et des éruptions volcaniques.

Source : AFP

### **Huile de palme : l'Indonésie menace de se retirer de l'accord de Paris**

*28 mars 2019*

L'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé de la planète et premier producteur mondial d'huile de palme. Par la voix de l'un de ses ministres, Jakarta menace d'éventuellement se retirer de l'accord de Paris sur le climat si l'Union européenne maintient son projet d'exclure l'huile de palme de la liste de ses biocarburants d'ici à 2030.

En Indonésie, la production d'huile de palme est considérée comme un intérêt national lié au développement. Les autorités ont donc pour habitude de défendre bec et ongles toute attaque contre leur culture du palmier, qui génère actuellement plus de 30 millions de tonnes d'huile par an, principalement entre les îles de Sumatra et Bornéo.

Concrètement, ce secteur permet aussi de faire vivre des millions d'Indonésiens. En Europe en revanche, l'accent est mis sur la mauvaise image de cette culture, en raison d'un déboisement massif de la forêt tropicale indonésienne au cours des dernières décennies.

La déforestation sert donc d'argument principal à la volonté d'écarter l'huile de palme des futurs biocarburants de l'UE.

A cela, l'Indonésie répond qu'il s'agit en fait d'une mesure protectionniste, visant à favoriser les huiles de tournesol et de colza, cultivées sur le sol européen.

Source : RFI

### **Inde : les femmes marchent contre les discours politiques de haine**

*4 avril 2019*

Ce jeudi 4 avril, des marches de femmes ont eu lieu dans toute l'Inde pour protester contre la politique du gouvernement qu'elles jugent haineuse et discriminante.

Les élections législatives vont débiter dans exactement une semaine en Inde.

Le gouvernement, mené par le parti nationaliste hindou, cherche à tout prix à obtenir un nouveau mandat et la campagne est très tendue depuis plusieurs semaines, le gouvernement affirmant par exemple que l'opposition est favorable aux terroristes et au Pakistan ennemi.

Dans ce contexte, plusieurs centaines de femmes, accompagnées de quelques hommes ou transsexuels, ont défilé dans le centre de New Delhi sous une énorme banderole indiquant « Sauvez notre Constitution » ; et aux cris de « Azadi », « Liberté ».

« Les programmes que le gouvernement a annoncés pour les femmes ne produisent aucun effet. Il ne se passe rien sur le terrain. Nous luttons aussi contre la haine religieuse que diffuse ce

gouvernement et la tolérance pour les lynchages des musulmans », explique Richa, une jeune chercheuse.

Source : RFI

### **En Inde, le suicide comme outil de communication politique**

*2 avril 2019*

A l'approche des élections du 11 avril, des candidats multiplient les tentatives de suicide – ratées – pour attirer l'attention des médias.

La tentative de suicide permet d'attirer l'attention des médias dans un pays où la compétition politique est rude, mais aussi de clamer son innocence ou de passer pour un martyr.

L'exercice est risqué, cela va sans dire, et requiert un vrai savoir-faire puisque le candidat doit montrer de la sincérité dans sa démarche, tout en restant vivant s'il veut être élu ou en tirer un quelconque bénéfice.

Mais celui qui a fait de la tentative de suicide sa marque de fabrique est un habitant de Bénarès, qui ne pouvait compter sur aucun réseau ni dynastie familiale pour entrer en politique. Ses soutiens, toujours présents à ses côtés, l'ont sauvé à de multiples reprises.

Il avait vite compris que chaque tentative de suicide attirait bien plus de journalistes que les traditionnelles conférences de presse.

L'issue n'est toutefois pas toujours positive puisque même si le candidat survit, il risque d'aller en prison. La loi indienne interdit en effet à quiconque de tenter de mettre fin à ses jours.

Les Britanniques avaient eu l'idée d'en faire un délit pour que les tribunaux envoient derrière les barreaux le Mahatma Gandhi et ses soutiens, qui se mettaient en grève de la faim afin de protester contre l'occupation coloniale.

Source : Le Monde

### **Facebook supprime 700 comptes liés au Parti du Congrès en Inde**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

A quelques jours du coup d'envoi des élections législatives en Inde, Facebook a annoncé lundi la suppression de près de 700 pages et comptes liés au Parti du Congrès, la principale formation d'opposition, pour "comportement inauthentique coordonné" sur le réseau social.

Selon Facebook, une enquête a montré que des individus utilisaient de faux comptes. "Même si les personnes à l'origine de ces activités ont tenté de masquer leur identité, notre enquête a montré que ces individus étaient liés au Parti du Congrès", a déclaré Nathaniel Gleicher, directeur de la politique de cybersécurité de Facebook.

L'Inde est le pays au monde où Facebook compte le plus grand nombre d'utilisateurs, soit plus de 300 millions.

Facebook a également annoncé la suppression d'une centaine de comptes et de pages liés à l'armée pakistanaise pour les mêmes motifs.

Le plus grand réseau social du monde a multiplié ces derniers mois les promesses d'amélioration du respect de la vie privée et de la sécurité des données de ses utilisateurs après une série de scandales sur l'utilisation des données personnelles et des soupçons de propagande idéologique qui ont nui à son image et en ont fait la cible de multiples enquêtes dans le monde entier.

En janvier, le groupe a annoncé la mise en place de deux nouveaux centres opérationnels régionaux, à Dublin et Singapour, pour surveiller tous les contenus ayant trait à des campagnes électorales.

Les élections indiennes débutent le 11 avril et se terminent le 19 mai.

Source : Reuters

### **Thaïlande : plus d'un million de travailleurs étrangers illégaux**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

En plein développement économique, la Thaïlande a fait appel à de nombreux travailleurs étrangers, ces dernières années. Ils seraient près de 4 millions aujourd'hui, venant principalement de Birmanie, et plus d'un million d'entre eux seraient des travailleurs illégaux, donc sans droits.

A l'ouest du pays, dans la province du Tak, zone frontalière avec la Birmanie, des milliers de Birmans passent tous les jours la frontière pour travailler, commercer, ou se soigner en Thaïlande.

Pour eux, c'est une nécessité.

L'Etat Karen, où ils vivent, sort de plus de 60 ans de conflit avec l'Etat birman.

60 années pendant lesquelles l'Etat Karen a été abandonné et où les infrastructures de bases (hôpitaux, écoles) sont inexistantes.

Source : RFI

### **Taïwan dénonce une provocation chinoise dans le détroit de Formose**

*31 mars 2019*

Taïwan a condamné dimanche une "provocation" de la Chine après le franchissement par deux avions de combat chinois de la ligne maritime séparant les deux entités dans le détroit de Formose.

Des avions taiwanais ont décollé pour chasser les deux appareils chinois, a déclaré le ministère taiwanais de la Défense. La "provocation" chinoise a "gravement nui à la sécurité et la stabilité régionales", a ajouté le ministère.

La Chine, qui considère Taïwan comme une province sécessionniste, n'a jamais renoncé à recourir à la force pour reprendre le contrôle de l'île où les nationalistes chinois se sont réfugiés après leur défaite contre les communistes en 1949.

Ce nouveau bras de fer intervient dans un climat de pressions diplomatiques et militaires accrues à l'approche des élections présidentielles taïwanaises du début de l'année prochaine. Fin janvier, la marine chinoise a renforcé ses patrouilles suite au passage qualifié de « routine » par Washington de deux navires de guerre américain dans le détroit.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont annoncé avoir envoyé dimanche deux bâtiments de la marine américaine et des garde-côtes dans le détroit de Taïwan, une zone stratégique où la fréquence des mouvements américains a augmenté, malgré les avertissements de Pékin.

Et la brève visite, suivie par un discours de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen à Hawaï la semaine dernière, a entraîné une protestation officielle du régime communiste.

La présidente taïwanaise a déclaré que les Etats-Unis répondaient positivement à la demande de Taipei d'acquiescer de nouveaux chars d'assaut M-1 Abrams et avions de chasse F-16V.

"Heureusement, Taïwan n'est pas seul. L'engagement des Etats-Unis à l'égard de Taïwan est plus fort que jamais".

Les Etats-Unis sont le principal allié politique et le seul fournisseur d'armes de Taïwan malgré l'absence de relations diplomatiques officielles.

Sources : Reuters, RFI

## **Chine : l'épouse du chef d'Interpol disparu dénonce une affaire politique**

*29 mars 2019*

L'épouse de l'ex-président chinois d'Interpol Hongwei Meng a dénoncé "la nature politique" de sa mystérieuse disparition en septembre dernier et récusé les accusations portées à son encontre par les autorités chinoises.

Après six mois de silence sur le sort de cet ancien membre du Comité central du Parti communiste chinois, Pékin a annoncé qu'il avait été exclu du PCC et serait poursuivi pour avoir détourné des fonds publics et touché des pots-de-vin.

Grace Meng reproche également au CCID de n'avoir fourni aucune information sur le lieu où se trouve son mari ou son état de santé et accuse les autorités chinoises de ne pas respecter les "droits humains fondamentaux" de sa famille.

Grace Meng, qui vit avec ses enfants en France sous la protection des autorités françaises et a déposé une demande d'asile actuellement en cours d'instruction, fait valoir que son mari "est connu en Chine pour ses idées réformistes".

Elle rappelle également qu'il avait démissionné en 2017 du comité central du PCC afin de "s'investir dans ses fonctions de président d'Interpol, rôle auquel il tenait particulièrement".

Elu en novembre 2016 à la tête d'Interpol, Hongwei Meng a disparu fin septembre 2018 lors d'un voyage en Chine. La France a alors ouvert une enquête pour disparition inquiétante.

Ce n'est qu'après plus d'une semaine que la Chine a annoncé qu'une enquête pour corruption avait été ouverte à son encontre.

Des milliers de responsables du PCC ont été emprisonnés, certains exécutés, dans le cadre de la campagne lancée en 2012 par Xi Jinping pour "améliorer la discipline" au sein du parti.

Interpol, organisation intergouvernementale qui compte 194 pays membres et a pour objectif de favoriser la coopération entre services de police du monde entier, a annoncé début octobre avoir reçu et accepté la démission de Hongwei Meng.

Source : Reuters

### **Chine : le trafic de sang pour les tests ADN, un marché lucratif vers Hong Kong**

*28 mars 2019*

L'information a fait le tour des réseaux sociaux en Chine. Une Chinoise de 12 ans a été interpellée alors qu'elle tentait de faire passer à Hong Kong plus d'une centaine d'analyse de sang maternel. Des prélèvements destinés à connaître le sexe de futurs bébés très lucratifs pour les trafiquants, ces tests étant interdits en Chine continentale.

Après les iPhones, le lait en poudre, le transport d'échantillons sanguin est devenu très lucratif pour les trafiquants. Les analyses du sang maternel réalisées dans des laboratoires de Hong Kong étant facturées plus de 500 euros aux futures mamans.

Le trafic n'est pas nouveau. Cette nouvelle prise n'a pourtant pas manqué de créer la surprise et provoqué une avalanche de commentaires sur les réseaux sociaux.

Malgré le relâchement du contrôle des naissances en Chine, la préférence pour les garçons n'a pas disparu, notamment dans les campagnes.

Source : RFI

### **Corée du Nord : l'impasse**

*29 mars 2019*

#### La reconstruction d'un site de fusées inquiète vivement le Sud

La Corée du Nord a bientôt achevé la reconstruction d'un site de lancement de fusées qu'elle avait promis de fermer, a annoncé, vendredi 29 mars, un député sud-coréen à l'issue d'une rencontre avec des agents du renseignement.

Il y a un mois, lors de leur deuxième sommet à Hanoï, le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un n'étaient pas parvenus à s'entendre sur une « dénucléarisation complète » à laquelle aurait répondu un allègement des sanctions contre Pyongyang. Des doutes sont apparus sur l'avenir du processus.

Peu après cet échec, des images satellite avaient montré un regain d'activité sur le site d'essais de fusées de Sohae (ouest du pays), également connu sous le nom de Tongchang-ri, suscitant des inquiétudes de la communauté internationale sur des préparatifs éventuels de tirs de missile ou de fusée par le Nord.

Le site sert officiellement à placer des satellites en orbite, mais les réacteurs peuvent aisément être adaptés aux missiles balistiques. La communauté internationale accuse le programme spatial nord-coréen d'être le paravent des programmes d'armements du Nord.

Au début du mois, des experts du Centre des études stratégiques et internationales de Washington (CSIS) avaient déclaré que des activités « délibérées » étaient en cours à Sohae. M. Kim avait accepté de fermer cette infrastructure lors d'un sommet avec le président sud-coréen Moon Jae-in l'année dernière.

La Corée du Nord, dotée de la bombe nucléaire et punie pour cela par de multiples sanctions économiques, est aussi en train de « faire fonctionner ses infrastructures d'enrichissement d'uranium » dans le complexe nucléaire de Yongbyon (nord-ouest), a ajouté le député sud-coréen.

Washington et Pyongyang se rejettent la responsabilité de l'échec du sommet de Hanoï. Le Nord dit avoir proposé de démanteler le vaste site de Yongbyon en échange de la levée des principales sanctions.

Pyongyang n'est pas sur la voie de la dénucléarisation, selon un général : les activités nord-coréennes dans le secteur des armements nucléaires et balistiques sont incompatibles avec la dénucléarisation promise, a estimé le général Robert Abrams, commandant des forces américaines en Corée du Sud.

#### Retour de Pyongyang au bureau de liaison intercoréen, suite à l'annulation de sanctions par Trump

Pyongyang a redéployé son personnel dans le bureau de liaison intercoréen quelques jours après l'avoir retiré unilatéralement dans la foulée de l'échec du deuxième sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un, a annoncé Séoul lundi.

Son retour à Kaesong survient après un tweet de Donald Trump qui a lancé au cours du weekend qu'il annulait des sanctions imposées au Nord par son propre ministère des Finances, sans préciser lesquelles.

Ce bureau situé dans la ville nord-coréenne de Kaesong avait été ouvert en septembre dans le cadre d'un spectaculaire rapprochement sur la péninsule, mis à mal par le blocage des discussions sur la dénucléarisation entre Pyongyang et Washington.

Après des années de montée des tensions sur la péninsule divisée, 2018 a été marquée par un rapprochement Nord/Sud qui s'est concrétisé par plusieurs sommets entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et le président sud-coréen Moon Jae-in.

Elu en 2017 en promettant de relancer le dialogue, ce dernier a multiplié les efforts pour que cette détente se traduise par des initiatives concrètes. L'ouverture du bureau de liaison en est une.

L'incapacité du président américain et de l'homme fort de Pyongyang à avancer dans les discussions sur la dénucléarisation et la levée des sanctions, lors de leur sommet à Hanoï fin février, avait alimenté le doute sur la pérennité du rapprochement intercoréen.

Le président sud-coréen défend de longue date le principe du dialogue avec le Nord. Il a fait miroiter à Pyongyang la carotte de projets de développement intercoréens comme la relance de

la zone industrielle intercoréenne également située à Kaesong, ou encore la reprise des voyages de Sud-Coréens dans le complexe touristique nord-coréen du mont Kumgang.

Mais les sanctions internationales votées pour pousser Pyongyang à renoncer à ses programmes militaires interdits, et qui sont toujours en place, ont empêché que ne reprennent ces projets. Les efforts pour rénover le réseau ferré nord-coréen ont également été reportés.

Après l'échec de Hanoï, Pyongyang comme Washington avaient exprimé leur souhait de poursuivre les discussions. Mais l'émissaire américain Stephen Biegun a depuis déclaré que les Etats-Unis ne voulaient pas d'une dénucléarisation "progressive" de la Corée du Nord, mais d'un désarmement total et rapide en échange d'une levée des sanctions.

### Trump annule des sanctions contre Pyongyang parce qu'il "apprécie" Kim Jong Un

Le président américain Donald Trump a annoncé qu'il annulait des sanctions imposées par son propre ministère des Finances et visant à resserrer l'étau autour de la Corée du Nord pour qu'elle renonce à son programme nucléaire.

"Le Trésor américain a annoncé aujourd'hui que des sanctions supplémentaires à grande échelle seraient ajoutées à celles pesant déjà sur la Corée du Nord. J'ai ordonné aujourd'hui que ces sanctions supplémentaires soient retirées !", a tweeté Donald Trump.

Le président américain, qui a rencontré deux fois le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, semblait faire référence aux sanctions annoncées jeudi contre deux entreprises de transport maritime chinoises, accusées d'avoir commercé avec la Corée du Nord en dépit des sanctions internationales.

Mais selon le Washington Post qui cite des responsables au sein de l'administration de Donald Trump, le tweet du président faisait référence à des sanctions futures qui n'ont pas été annoncées et qui étaient programmées pour les "prochains jours".

Sources : AFP, RFI, AFP, Reuters

### **Un demi-siècle de rébellion communiste aux Philippines, et aucun espoir de paix**

*27 mars 2019*

Les Philippines sont confrontées à des gangs crapuleux se livrant aux enlèvements contre rançon, à des mouvements jihadistes. Mais de tous les groupes armés, la Nouvelle armée du peuple (NPA) est un des plus meurtriers.

Et après des décennies de vaines tentatives de paix, rien ne permet d'espérer une issue à l'insurrection communiste.

Objectif ? L'avènement d'un Etat maoïste.

Or les idées communistes ont toujours séduit dans un archipel à la pauvreté et aux inégalités criantes.

Les effectifs de la rébellion sont aujourd'hui de l'ordre de 4.000, selon les estimations de l'armée.

Son bastion est le sud des Philippines, mais la NPA compte aussi des ramifications dans le centre de l'archipel, et un peu dans le Nord.

A en croire des chiffres officiels rarement actualisés, la rébellion communiste aurait fait 40.000 morts, soit moins du tiers de l'insurrection séparatiste musulmane du Sud.

Aucune statistique complète n'existe quant au nombre de civils et policiers tués par la rébellion marxiste. Des chiffres de l'armée montrent cependant que la NPA fut son adversaire le plus meurtrier sur la période 2014-2018, au cours de laquelle 444 militaires furent tués.

Un bilan plus lourd que celui qui peut être imputé au groupe islamiste Abou Sayyaf, spécialisé dans les enlèvements contre rançon, ou aux factions jihadistes se revendiquant du groupe Etat islamique (EI) et qui ont été responsables de flambées de violence périodiques.

"En ce qui concerne la sécurité nationale, la NPA constitue actuellement la plus grande menace", a déclaré à l'AFP Noel Detoyato, porte-parole de l'armée.

Sa longévité, la NPA la doit aussi à sa capacité à se financer, alors même qu'elle a été rangée par les Etats-Unis et l'Union européenne sur leur liste des organisations terroristes.

La rébellion a ainsi créé dans ses bastions un "impôt révolutionnaire", soit 2% prélevé sur les entreprises. Un revenu qui s'élève selon les estimations de la police à au moins 200 millions de pesos (3,3 millions d'euros) par an.

Les entreprises qui ne s'en acquittent pas s'exposent à de violentes représailles, comme des incendies criminels.

Cette année devrait être lucrative pour la rébellion en raison des législatives. Les candidats doivent en effet payer le droit de faire campagne dans des bastions de la NPA.

Source : AFP

### **Thaïlande : le parti des militaires en tête du vote populaire**

*28 mars 2019*

Le parti Palang Pracharat qui soutient les militaires au pouvoir en Thaïlande depuis le coup d'Etat de 2014 est arrivé en tête des élections générales de dimanche dernier avec 8,4 millions de voix, a annoncé jeudi la Commission électorale.

Le parti Pheu Thai, principale formation de l'opposition issue du gouvernement renversé par les militaires, a obtenu lui 7,9 millions de voix.

Les résultats sont encore provisoires mais portent sur la totalité des suffrages exprimés.

Source : Reuters

### **Carlos Ghosn en prison à Tokyo jusqu'au 14 avril au moins**

*5 avril 2019*

Le tribunal de Tokyo a autorisé vendredi le maintien en garde à vue de Carlos Ghosn jusqu'au 14 avril, au lendemain de sa nouvelle arrestation sur de nouveaux soupçons de malversations financières.



Le parquet, invoquant un "risque d'altération des preuves", a déposé une requête qui a été approuvée, a annoncé le tribunal.

La conférence de presse, prévue le 11 avril par l'ancien PDG de Renault-Nissan, se trouve donc de facto annulée, même si son avocat a prévu de faire appel pour obtenir une remise en liberté.

Il a été arrêté jeudi au petit matin à son domicile de Tokyo, où il se trouvait "en liberté très surveillée", selon ses termes, depuis sa sortie de prison début mars moyennant le paiement d'une caution.

Le Franco-Libanais-Brésilien, âgé de 65 ans, est revenu au centre de détention de Kosuge (nord de la capitale), où il a déjà passé 108 jours. Il est interrogé par des enquêteurs du bureau des procureurs.

Cette fois, le parquet le soupçonne d'avoir transféré des fonds de Nissan à une société "de facto contrôlée par lui", via un distributeur de véhicules de Nissan à l'étranger. Il s'agit du sultanat d'Oman, selon une source proche du dossier.

Sur les 15 millions versés au total au distributeur, 5 millions ont été détournés, a précisé le bureau des procureurs. "Le suspect a trahi sa fonction (de patron de Nissan) pour en tirer des bénéfices personnels", a-t-il estimé.

Carlos Ghosn est déjà sous le coup de trois inculpations : deux pour déclarations inexactes de revenus sur les années 2010 à 2018, dans des documents remis par Nissan aux autorités financières, et une pour abus de confiance.

Il est accusé d'avoir tenté de faire couvrir par le constructeur japonais des pertes sur des investissements personnels lors de la crise économique de 2008.

Mais ces nouvelles charges apparaissent "plus graves", selon Stephen Givens, un avocat américain exerçant au Japon depuis 1987.

"Si c'est vrai, il a volé la compagnie, détourné des fonds, c'est terrible", a-t-il dit à l'AFP. "C'est très différent des précédentes accusations qui pouvaient sembler mineures et techniques".

Pour autant, ces nouvelles poursuites ne justifiaient pas, selon cet expert, que M. Ghosn soit renvoyé en prison.

Source : AFP

## **Nouvelle-Zélande : le durcissement de la loi sur les armes voté en première lecture**

*2 avril 2019*

Le Parlement néo-zélandais a très largement approuvé mardi en première lecture un durcissement de la loi sur les armes, une réforme décidée dans la foulée du carnage commis le mois dernier dans deux mosquées de Christchurch.

Au total, 119 parlementaires ont donné leur feu vert au projet de loi, qui sera encore l'objet de deux votes et prévoit notamment l'interdiction des armes semi-automatiques de type militaire (MSSA). Un seul élu a voté contre.

Le ministre néo-zélandais de la Police Stuart Nash a déclaré que le massacre commis par l'extrémiste australien Brenton Tarrant montrait que la législation actuelle sur les armes n'était pas adéquate.

Le tueur, qui a fait le signe de reconnaissance des suprémacistes blancs lors de son inculpation, a abattu 50 fidèles le 15 mars, lors de la prière du vendredi dans deux mosquées de la grande ville de l'île du Sud.

"Beaucoup trop de personnes dans ce pays ont accès à ces dangereuses armes à feu sans aucune raison légitime, ce qui représente un risque important pour la population", a déclaré M. Nash. Moins d'une semaine après le carnage, la Première ministre Jacinda Ardern avait annoncé l'interdiction des MSSA.

D'autres mesures devraient être prises avant la fin de l'année parmi lesquelles, potentiellement, la création d'un registre des armes, un renforcement des contrôles préalables à la délivrance de permis de port d'arme ainsi que des exigences plus fortes en matière de stockage des armes.

Même le lobby des armes approuve l'interdiction des fusils d'assaut.

Le contraste ne pourrait être plus fort avec les Etats-Unis, où la moindre tentative de toucher à la législation sur les armes est entravée par la farouche résistance de la National Rifle Association (NRA).

La Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis présentent bien des similitudes. Voici deux anciennes colonies britanniques dont les populations d'origine européenne ont combattu les peuples indigènes et forgé au 19<sup>e</sup> siècle une mentalité de pionniers repoussant sans cesse la "frontière".

Mais les deux pays ont une attitude fondamentalement différente sur les armes à feu, comme l'illustrent des statistiques frappantes.

En 2016, il y a aux USA un taux d'homicides par arme à feu par habitant 23 fois supérieur à celui de la Nouvelle-Zélande.

Source : AFP

# AMERIQUES

## **Le président de la CPI appelle les Etats-Unis à adhérer à la Cour**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

Dans un communiqué, le président de la Cour pénale internationale a appelé ce lundi 1<sup>er</sup> avril les Etats-Unis à soutenir la CPI et à adhérer à son traité fondateur.

Les relations entre la Cour pénale internationale et les États-Unis ont toujours été tumultueuses.

L'administration américaine se refuse d'y adhérer et a tout fait, notamment par des accords bilatéraux signés avec de nombreux pays, pour éviter que des Américains puissent être visés par des enquêtes de cette juridiction chargée de juger les crimes de guerre et contre l'humanité.

Fatou Bensouda, la procureure de l'institution, a annoncé en 2017 qu'elle allait demander aux juges l'autorisation d'ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés commis dans le cadre du conflit afghan, notamment par l'armée américaine.

Il s'agirait pour la CPI d'une des enquêtes les plus complexes et les plus controversées sur le plan politique, qui serait la première à investiguer des crimes présumés commis par les forces américaines.

Dans une attaque d'une virulence inédite contre la CPI, la Maison Blanche avait menacé en septembre dernier ses juges ou procureurs de sanctions s'ils s'en prenaient à des Américains ou à Israël.

Washington a mis ces menaces à exécution en mars, en annonçant des restrictions de visa pour tenter d'empêcher toute enquête de l'institution contre des militaires américains, notamment en Afghanistan.

La Cour pénale internationale est régie par le Statut de Rome, un traité ratifié par 122 pays. Son procureur peut déclencher ses propres enquêtes sans permission des juges à la condition qu'elles impliquent au moins un pays membre. C'est le cas de l'Afghanistan.

Source : RFI

## **Les actions contre Donald Trump se poursuivent aux USA**

*4 avril 2019*

### Les démocrates réclament les déclarations de revenus de Donald Trump

Nouvelle offensive des démocrates contre le président Donald Trump, non contents des conclusions du rapport Mueller, qui réclament au fisc américain les six dernières déclarations d'impôts du président Donald Trump.

C'est Richard Neal, le président de la Commission chargée de la fiscalité, élu démocrate du Massachusetts à la Chambre des représentants qui en a fait la demande officielle hier annonce *Politico*. Et selon lui, cette demande fait partie de ses prérogatives.

Richard Neal attend ces documents avant le 10 avril. Mais la Maison Blanche a déjà fait savoir qu'elle ne transmettrait aucun papier. C'est donc un nouveau bras de fer qui s'engage entre le camp démocrate et l'administration Trump, conclut le Washington Post.

### Accréditations secret-défense : le gendre de Trump sous les projecteurs

Le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, a longtemps pu rester à l'abri des regards. Mais une polémique autour des accréditations secret-défense de la Maison Blanche a braqué les projecteurs sur celui qui est devenu l'un des hommes les plus puissants des Etats-Unis.

Contrairement à son beau-père, avide d'attention médiatique, Jared Kushner est notoirement discret. Le fait qu'il soit allé lundi soir chez Fox News, la chaîne préférée du président, pour tenter de désamorcer les inquiétudes autour de son accréditation secret-défense sont un signe de la nécessité pour la Maison Blanche de limiter les dégâts.

La controverse autour de l'accès de M. Kushner au secret-défense montait depuis l'arrivée de M. Trump au pouvoir. Car le jeune homme, aujourd'hui âgé de 38 ans, n'avait pas d'expérience politique ou diplomatique et ses antécédents n'avaient pas été vérifiés. Il était en revanche impliqué dans une foule de transactions financières aux Etats-Unis et ailleurs.

L'affaire a explosé cette semaine quand une employée de longue date de la Maison Blanche a dit au Congrès qu'en dépit de l'opposition de son département, des supérieurs hiérarchiques avaient accordé les précieux sésames à 25 personnes initialement rejetées en raison d'inquiétudes liées à de potentiels conflits d'intérêts.

Dans les noms qui pourraient figurer parmi ces personnes, comme le suggère la commission parlementaire présidée par les démocrates qui enquête sur la question, se trouveraient ceux de Jared Kushner et de son épouse Ivanka Trump.

Kushner était un héritier new-yorkais privilégié jusqu'à ce que son beau-père accède, à la surprise générale, à la Maison Blanche en 2016, le propulsant à l'intérieur du plus intime des cercles présidentiels.

### Les démocrates veulent le rapport Mueller complet

La version expurgée du rapport sur une ingérence russe dans la présidentielle de 2016 ne suffit pas aux opposants à Trump. Une commission du Congrès américain a engagé mercredi une procédure contraignante pour obtenir l'intégralité du rapport d'enquête, potentiellement nuisible à Donald Trump, plutôt que la version expurgée préparée par le ministère de la Justice.

Le rapport de près de 400 pages du procureur spécial Robert Mueller, rédigé après une enquête de 22 mois, conclut qu'il n'existe pas d'éléments prouvant une entente ou une coordination entre l'équipe de campagne de Donald Trump et Moscou pour influencer les résultats de la présidentielle, selon un court résumé du document.

Cependant, il n'exonère pas le président de l'accusation d'entrave à la justice dans cette affaire.

Le rapport doit être rendu public à la mi-avril, le temps d'en retirer certains passages sensibles qui pourraient mettre en danger des sources ou contenir des éléments sur d'autres enquêtes en cours.

Mais les parlementaires démocrates, qui contrôlent la Chambre basse du Congrès, exigent que le rapport original leur soit transmis car le ministre, nommé par M. Trump, n'est pas, à leurs yeux, un observateur neutre.

### Pour près de la moitié des Américains, il y a eu collusion Trump-Russie

Près de la moitié des Américains estiment toujours que Donald Trump a collaboré avec la Russie pour interférer dans l'élection présidentielle de 2016, selon un sondage Reuters/Ipsos effectué après la fin de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller, qui n'a pas trouvé de preuve d'une telle collusion délictueuse.

Robert Mueller a mis fin vendredi dernier à près de deux années d'investigations sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump et la Russie en 2016 et présenté ses conclusions à l'Attorney General, William Barr.

Dans une note de synthèse de quatre pages, le patron du département de la Justice écrit que le procureur Mueller n'a pas trouvé de preuve de collusion délictueuse entre l'équipe Trump et le Kremlin lors de l'élection présidentielle de 2016.

Après avoir pris connaissance des conclusions de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller, les Américains ont une opinion un peu plus positive de Donald Trump, montre l'enquête nationale.

### USA : un ancien de l'équipe de campagne de Trump renie ses aveux

George Papadopoulos, le premier membre de l'équipe de campagne de Donald Trump à avoir été inculpé par Robert Mueller dans le cadre de l'enquête russe, désavoue son accord de plaider-coupable dans un livre, assurant avoir été soumis à un chantage par les services du procureur spécial.

Papadopoulos, qui a été conseiller de Trump pour les affaires internationales pendant la campagne présidentielle de 2016, multiplie les attaques contre l'enquête Mueller depuis qu'il a fini de purger en décembre une peine de douze jours de prison.

Dans son livre, Papadopoulos déclare que les hommes du procureur Mueller l'ont averti que s'il refusait de plaider coupable, il serait inculpé pour ne pas s'être enregistré comme agent étranger dans le cadre de ses transactions avec un homme d'affaires israélien qui lui a versé 10.000 dollars en liquide.

"J'étais confronté à un choix : accepter les charges de mensonge ou celles du FARA (Foreign Agents Registration Act)", écrit-il. "Mon histoire s'inscrit dans une histoire plus large. L'histoire de Trump et l'histoire d'arrêter Trump, ou d'essayer de le faire", poursuit Papadopoulos dans son livre. "La présidence Trump était la première cible de toute cette folie."

## Conclusion

Le chef d'inculpation de "collusion" avec la Russie n'a jamais été retenu pour les 34 personnes mises en cause. L'enquête a entraîné la spectaculaire déchéance judiciaire de son ex-chef de campagne, Paul Manafort, ou encore de son ex-avocat personnel, Michael Cohen, tous deux condamnés à la prison pour des malversations diverses et des déclarations mensongères.

Sources : AFP, RFI, Le Matin, Reuters

## **USA : Trump juge l'économie solide malgré l'action "destructrice" de la Fed**

*4 avril 2019*

Le président américain, Donald Trump, a estimé jeudi que l'économie des Etats-Unis était très solide en dépit des "actions inutiles et destructrices" entreprises par la Réserve fédérale (Fed), réitérant ses critiques à l'encontre de la banque centrale américaine.

"En dépit des actions inutiles et destructrices prises par la Fed, l'économie semble très solide, les accords avec la Chine et l'USMCA progressent bien, il n'y a pas ou peu d'inflation et l'optimisme aux Etats-Unis est très élevé !", a affirmé Donald Trump sur Twitter.

L'USMCA est la désignation utilisée par le président américain pour les accords commerciaux signés entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique appelés à remplacer l'accord de libre-échange nord-américain (Alena).

Donald Trump s'est démarqué de ses prédécesseurs en n'hésitant pas à critiquer le cycle de hausse des taux d'intérêt lancé fin 2015 par la Fed, auquel cette dernière a brutalement mis fin le mois dernier.

Vendredi, il avait déjà déclaré que la Fed avait commis une erreur en relevant les taux et son principal conseiller économique avait dit qu'aux yeux du président, la Fed devrait baisser ses taux.

Plusieurs responsables de la banque centrale ont souligné récemment la robustesse sous-jacente de l'économie américaine, arguant du fait que la faiblesse des indicateurs économiques devrait être passagère. Aucun d'eux n'a appelé à une baisse des taux directeurs.

Source : Reuters

## **Le projet de Trump d'ouvrir l'Arctique au pétrole bloqué en justice**

*31 mars 2019*

Une juge fédérale américaine a annulé une décision de Donald Trump d'ouvrir de vastes zones des océans Arctique et Atlantique au forage pétrolier et gazier.

Le jugement, prononcé par la juge pour le district de l'Alaska, maintient les restrictions édictées par l'ancien président Barack Obama.

Elles préservent de tout forage la mer des Tchouktches et une partie de la mer de Beaufort dans l'Arctique, ainsi qu'une grande portion de l'Atlantique située au large de la côte est des Etats-Unis.

La juge a estimé que la volonté de Donald Trump de mettre fin à ces restrictions était "illégal" et constituait une violation d'une loi de 1953 qui donne au président le pouvoir de protéger les eaux fédérales de toute exploitation pétrolière ou gazière.

Seul le Congrès a le pouvoir d'ajouter des zones ouvertes à l'exploitation des hydrocarbures, a souligné la magistrate.

Par un décret présidentiel signé en 2017, Donald Trump avait annulé la décision de Barack Obama.

L'administration de Donald Trump prévoyait de lancer cette année un programme d'appels d'offres pour l'exploration pétrolière et gazière s'étalant sur cinq ans, à un rythme de deux concessions par an dans les eaux de l'Arctique et au moins deux dans l'Atlantique.

Source : Reuters

### **Donald Trump valide le nouveau permis de construire de l'oléoduc Keystone XL**

*31 mars 2019*

Le président américain Donald Trump a signé vendredi 29 mars un nouveau permis de construire pour relancer le projet d'oléoduc géant Keystone XL, a informé dimanche la Maison Blanche.

Celui-ci doit relier les champs pétrolifères du Canada aux Etats-Unis et a été suspendu en novembre par un juge américain. Ce projet, auquel tiennent les actuels gouvernements américain et canadien, rencontre une levée de boucliers des écologistes et des tribus locales notamment.

Source : RFI

### **Trump recule sur la fermeture de la frontière, donne un an au Mexique**

*4 avril 2019*

Le président américain Donald Trump a reculé jeudi sur sa menace de fermer la frontière avec le Mexique, évoquant un délai d'un an pour que son voisin du sud lutte plus efficacement contre l'immigration clandestine et le trafic de drogue.

Tout en éloignant le spectre d'une décision aux conséquences économiques potentiellement désastreuses pour les deux pays, le milliardaire américain a ouvert un nouveau front en menaçant d'utiliser l'arme commerciale pour forcer la main de Mexico.

"Nous avons besoin du mur, mais nous avons besoin de beaucoup d'autres choses", a mis en garde M. Trump. "Si le Mexique ne veut pas aider, pas de problème, nous imposerons des tarifs douaniers sur leurs voitures qui arrivent aux Etats-Unis", a-t-il ajouté. Cette annonce a provoqué une vive réaction de Mexico, qui a déploré que Washington mêle les deux sujets.

M. Trump a fait de la lutte contre l'immigration clandestine l'un des sujets centraux de son mandat. Il appelle régulièrement le Mexique à interpellier les migrants originaires d'Amérique centrale - essentiellement du Honduras, du Guatemala et du Salvador - qui transitent sur son sol.

Il souffle le chaud et le froid sur une éventuelle fermeture de la frontière. Mais cette hypothèse est vivement critiquée au sein même de son camp tant son impact économique serait dévastateur.

Jeudi, M. Trump a pour la première fois indiqué qu'il n'entendait pas passer à l'action à court terme. "Nous allons leur donner un avertissement d'un an", a-t-il déclaré, affirmant avoir constaté un changement notable d'attitude de la part des autorités mexicaines. "Ces quatre derniers jours, le Mexique a capturé des gens qui ont été ramenés dans leurs pays", a-t-il affirmé

La frontière entre la première économie du monde et son troisième partenaire commercial est traversée dans les deux sens, tous les jours, par des centaines de milliers de personnes et par 1,7 milliard de dollars de produits agricoles, industriels et autres biens de consommation. Des pans entiers des économies de Etats-Unis-Mexique-Canada sont totalement imbriqués.

Source : AFP

## **Les caravanes de migrants continuent à traverser le Mexique**

*3 avril 2019*

Ces derniers jours, le président Donald Trump a menacé de fermer sa frontière sud si le Mexique continue à laisser passer sur son territoire les migrants illégaux qui vont aux États-Unis. Depuis octobre dernier, des cortèges formés de milliers de migrants traversent le pays.

Chaque mois, voire chaque semaine, de nouvelles caravanes de migrants se forment. Il y en a actuellement deux qui se dirigent vers le nord du Mexique. L'une d'elles, qui s'est mise en route le 23 mars dernier, comprend quelque 2 000 migrants centraméricains.

Elle est suivie d'une deuxième colonne composée de 600 Cubains et 200 Centraméricains et l'on vient d'apprendre qu'une nouvelle caravane de 350 personnes s'était mise en marche le 1<sup>er</sup> avril.

On parle également d'une immense caravane qui serait en train de se former au Honduras. Pour le moment difficile d'en savoir plus. Il s'agirait d'une caravane de 20 000 Honduriens. Il faut prendre cette information avec beaucoup de prudence.

Le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador lui ne veut pas arrêter les migrants, comme le lui demande Trump, mais bien plutôt les aider à traverser le territoire en toute sécurité.

Il n'est donc pas question pour lui de contenir ce flux migratoire, mais de connaître l'identité des migrants et de régulariser leur statut, à condition bien sûr qu'ils entrent de manière légale et ordonnée dans le pays.



En plus, dans le cadre de sa politique d'« accueil humanitaire », il cherche aussi à leur offrir des visas temporaires pour les inciter à rester au Mexique, où il prétend pouvoir leur offrir du travail. Ce qui permettrait, selon lui, de freiner cet exode des Centraméricains vers les États-Unis.

Lorsque les membres de ces caravanes arrivent à la frontière avec les États-Unis, soit ils restent au Mexique dans l'attente de pouvoir présenter leur demande d'asile aux autorités américaines, soit ils traversent illégalement la frontière.

Et ils sont toujours plus nombreux à le faire, si l'on en croit les autorités américaines qui estiment qu'ils étaient quelque 100 000 à passer aux États-Unis en mars dernier. Certains d'entre eux le font d'ailleurs dans le but d'être arrêtés par la patrouille frontalière, ce qui leur permet de déposer leur demande sur le territoire américain.

Mais ceux-là courent le risque d'être renvoyés au Mexique où ils doivent attendre que leur dossier soit traité par la justice américaine. Jusqu'à maintenant, ils étaient 60 à être reconduits quotidiennement au Mexique. Désormais, ils devraient être 300 par jour.

Et donc ils viendront s'ajouter aux milliers de migrants qui attendent du côté mexicain, aux membres des nouvelles caravanes qui vont arriver et aux sans-papiers qui sont expulsés des États-Unis.

Il est fort probable que le Mexique s'achemine vers une crise migratoire. Les autorités locales mexicaines sont en effet déjà débordées par cette population installée tout au long de la frontière et la situation va devenir rapidement intenable. Plus encore si Trump décide de fermer la frontière entre les deux pays.

Source : RFI

## **Migrants : Trump veut cesser d'aider Salvador, Honduras et Guatemala**

*31 mars 2019*

Donald Trump veut mettre fin à l'aide financière versée par Washington au Salvador, au Guatemala et au Honduras, a annoncé samedi le département d'Etat, au lendemain d'une diatribe du président américain contre ces pays d'Amérique centrale accusés d'envoyer des "caravanes de migrants" aux Etats-Unis.

Le Congrès doit donner son feu vert à l'arrêt de ces programmes.

Le sénateur démocrate du New Jersey Bob Menendez, qui est membre de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, a critiqué une décision "irréfléchie".

"L'aide américaine à l'étranger n'est pas de la charité. Elle sert nos intérêts stratégiques et finance des initiatives qui protègent les citoyens américains".

Donald Trump a accusé les trois pays d'envoyer des "caravanes de migrants" vers les Etats-Unis, qui font face à une hausse des demandeurs d'asile de ces pays depuis plusieurs jours.

"Nous leur donnons 500 millions de dollars. Nous leurs avons versé des quantités d'argent phénoménales mais nous ne les payons plus parce qu'ils ne font rien pour nous", a déclaré le président américain.

Pourtant, quelques jours avant, l'administration américaine avait déclaré avoir conclu un accord avec les trois pays d'Amérique centrale pour mener des opérations de police conjointes dans la région afin de lutter contre l'afflux de migrants qui font route en "caravanes" vers les Etats-Unis.

Guatemala, Honduras, Salvador et Etats-Unis ont dit avoir convenu d'une série de mesures, dont des enquêtes communes de leurs forces de police, une sécurité aux frontières améliorée, des efforts pour lutter contre la criminalité et contre la "migration clandestine".

Source : Reuters

## **Brésil : un documentaire sur la dictature fait polémique ; manifestations contre les commémorations des années de plomb**

*4 avril 2019*

Loué par un des fils du président Jair Bolsonaro, un documentaire justifiant le coup d'Etat militaire de 1964 est devenu mercredi une des vidéos les plus vues sur YouTube au Brésil, après une polémique sur sa diffusion dans des salles de cinéma.

"1964 : le Brésil entre les armes et les livres", un documentaire de plus de deux heures, se penche sur les actions des guérillas de gauche dans les années 1960 et défend la thèse selon laquelle le coup d'Etat qui a ouvert la voie à 21 ans de dictature dans le pays est la conséquence de la "menace communiste" portée par ces groupes dans le contexte de la Guerre froide.

Le long métrage a été diffusé dimanche à l'occasion du 55<sup>e</sup> anniversaire du coup d'Etat, que le président d'extrême droite Jair Bolsonaro - un ancien militaire nostalgique des "années de plomb" - a encouragé à commémorer dans les casernes.

Mais après des protestations sur les réseaux sociaux, le réseau de cinéma Cinemark a assuré que le documentaire avait été projeté "par erreur". "Par principe, nous n'autorisons pas dans nos salles la diffusion de contenus partisans ou d'événements marqués politiquement".

Mardi, les auteurs du film ont mis le documentaire sur YouTube, où il a enregistré jusqu'à mercredi après-midi plus de 1,8 million de vues. Le député fédéral Eduardo Bolsonaro, fils du président, a également assuré la promotion du film sur son compte Twitter.

Si ses auteurs affirment que le film ne défend pas le régime militaire, il met toutefois en doute l'utilisation de la torture par les autorités contre les opposants et la met sur le compte de "psychopathes" des "deux camps".

Selon un rapport publié en 2014 par la Commission nationale de la vérité, 434 assassinats ont été perpétrés au cours des 21 ans de régime militaire, sans compter les centaines de détentions arbitraires et cas de torture d'opposants.

Sous le mot d'ordre « plus jamais de dictature », quelques milliers de personnes sont descendues dans la rue dimanche 31 mars, à l'occasion du 55<sup>e</sup> anniversaire du coup d'Etat militaire du 31 mars 1964.

Des manifestants brandissaient des banderoles montrant des photos d'opposants tués par le régime qui a sévi de 1964 à 1984.

"Ce n'est pas une date qui doit être commémorée. C'est un jour de deuil, de violence, de cruauté", a affirmé à l'AFP Maria Fátima, enseignante à la retraite de 65 ans, qui a manifesté à Rio.

Un juge de Brasilia avait décidé d'interdire toute commémoration du coup d'Etat, considérant qu'elle est "incompatible avec le processus de reconstruction démocratique" promue par la Constitution de 1988, mais cette décision avait été annulée par une cour d'appel.

Avant cette passe d'armes judiciaire, plusieurs régiments avaient déjà pris les devants, célébrant cet anniversaire, avec la lecture d'un message du ministre de la Défense, Fernando Azevedo e Silva, pour qui les militaires ont servi de rempart à "une escalade vers le totalitarisme".

Le Parquet fédéral avait condamné une "initiative qui sonne comme une apologie de la pratique d'atrocités", ajoutant que ces cérémonies sont "incompatibles avec l'Etat de droit démocratique".

Au Brésil, de nombreuses personnes considèrent encore que la dictature était une période faste où régnait l'ordre, malgré la répression, et même si le "miracle économique" qui a contribué au développement du pays s'est vite essouffé avec le choc pétrolier de 1973.

Source : AFP

## **Brésil : l'ancien président Michel Temer inculpé pour corruption**

*30 mars 2019*

L'ancien président brésilien Michel Temer, accusé par la justice brésilienne d'avoir été à la tête d'un système criminel qui a détourné 1,8 milliards de reais (415 millions d'euros environ) de pots-de-vin, a été inculpé pour corruption vendredi.

Chef de l'Etat de 2016 à 2018, il avait succédé à la présidente Dilma Rousseff, destituée par les députés brésiliens en raison de ses démêlés avec la justice, et dont il avait été le vice-président pendant six ans.

Il avait été arrêté la semaine dernière dans le cadre d'une enquête pour corruption en lien avec la construction de la centrale nucléaire Angra 3, avant qu'une cour d'appel fédérale n'autorise sa remise en liberté.

Les procureurs fédéraux accusent Temer et son ancien ministre de l'Energie, Wellington Moreira Franco, d'avoir orchestré un système de corruption ayant détourné 1,8 milliard de reais (415 millions d'euros environ) de pots-de-vin grâce à différents stratagèmes liés à Angra 3 et des compagnies publiques.

Pendant longtemps, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) de Temer exerçait une influence sur le choix des dirigeants des principales compagnies publiques du secteur de l'énergie.

Plus de 150 politiciens et hommes d'affaires ont été inculpés depuis l'ouverture en 2014 d'une vaste enquête anti-corruption.

Michel Temer est le deuxième ancien chef d'Etat à être arrêté sur des soupçons de corruption, après Luiz Inacio Lula da Silva qui a été condamné à 12 ans d'emprisonnement.

Source : Reuters

### **Caracas n'exclut pas la venue d'autres soldats russes au Venezuela**

*4 avril 2019*

Le vice-ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Ivan Gil, n'a pas exclu jeudi que d'autres militaires russes viennent dans son pays aux termes des accords de coopération déjà signés avec Moscou, rapporte l'agence de presse russe Interfax.

Le groupe public russe Rostec a annoncé lundi l'ouverture au Venezuela d'un centre de formation pour les pilotes d'hélicoptères militaires de fabrication russe. La semaine dernière, le président américain Donald Trump a exigé le retrait des soldats russes dépêchés au Venezuela, sans exclure aucune option pour obtenir leur départ.

Source : Reuters

### **Venezuela : Cuba dans le collimateur de Washington pour son soutien à Maduro**

*3 avril 2019*

Les États-Unis cherchent de nouveaux moyens d'aider l'opposant Juan Guaido, président par intérim autoproclamé, reconnu président par intérim par plus d'une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, alors que l'Assemblée constituante levé son immunité parlementaire. Ces derniers jours, les déclarations américaines ciblent Cuba.

Les États-Unis ont déjà mis en garde Caracas contre toutes représailles à l'encontre de celui qu'ils considèrent comme le chef de l'État légitime du Venezuela. Et les Américains préviennent également Cuba : « La Havane payera pour sa manipulation de la démocratie au Venezuela ».

La présence de Cubains dans les hautes sphères vénézuéliennes, révélée par le site d'information américain, Bloomberg, a fait réagir le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, John Bolton.

De son côté, le sous-secrétaire d'État américain à l'Énergie, Frank Fannon, semble se réjouir dans une interview au journal El Nuevo Herald, que les coupures d'électricité impactent la production de pétrole brut au Venezuela.

Ainsi le pays ne serait plus en mesure de fournir les 50 000 barils de pétrole quotidiens à Cuba. Une solution, selon les Américains, pour faire chuter Nicolas Maduro, et également pour affaiblir Cuba, qui traverse une période économique difficile.

Source : RFI

### **Au Venezuela, pauvres et riches en quête désespérée d'eau**

*2 avril 2019*

Certains la puisent dans les égouts pour leurs toilettes, d'autres attendent des heures pour s'approvisionner, sans oublier ceux qui la vendent à prix d'or : dans un Venezuela paralysé par les coupures de courant, riches et pauvres sont en quête d'un bien précieux, l'eau.

Sur une colline de Petare, le plus grand bidonville du pays, où s'entassent plus d'un demi-million de personnes, des centaines de personnes font la queue jour et nuit devant deux puits. Bidons, bouteilles, seaux : ils remplissent tout ce qu'ils peuvent. Non potable, cette eau permettra de prendre un bain ou de laver le linge.

Depuis début mars, le pays est plongé dans le noir à cause des pannes de courant massives à répétition. Conséquence directe : les pompes à eau des maisons et des immeubles, qui fonctionnent à l'électricité, sont à l'arrêt.

"On n'a pas d'eau, ni d'électricité. Les coupures de courant sont terribles, on perd les aliments (faute de frigo, ndlr). Il n'y a pas de transport, rien, c'est dur !", déclare à l'AFP Ernestina Velasco, 78 ans, dans sa modeste maisonnette du quartier du 24 mars aux rues en terre.

La situation énergétique dans le pays est telle, que le gouvernement vient d'ordonner le rationnement de l'électricité durant 30 jours et la réduction de la journée de travail. Les cours suspendus le 26 mars doivent reprendre mercredi.

Cette situation d'urgence est due à des "attaques terroristes" dans le cadre d'une "guerre électrique déclenchée pour rendre fou le pays", accuse le président socialiste Nicolas Maduro. 2,7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays depuis 2015, selon l'Onu.

Dimanche, des habitants de Caracas exaspérés sont descendus dans la rue pour taper sur des casseroles dans différents quartiers, bravant la répression de la police et des groupes armés proches du pouvoir.

"Que fait le gouvernement ? Ni l'un, ni l'autre. Aucun ne vient nous aider (...), aucun des deux ne sert à rien", dénonce une femme en référence au bras de fer entre Maduro et son principal opposant, Juan Guaido, reconnu président par intérim par une cinquantaine de pays.

Source : AFP

## **Colombie : des Indiens bloquent la route panaméricaine**

*5 avril 2019*

Le sud-ouest de la Colombie n'est plus accessible par la route. Les indiens exigent la présence du chef de l'Etat Ivan Duque pour lever les barrages mais celui-ci refuse de négocier sous la pression d'un mouvement qu'il considère illégal. Le bras de fer dure depuis trois semaines et le coût du mouvement se chiffrent en millions de dollars.

Les Indiens qui, sur le papier, ont obtenu des terres et des droits, exigent que les accords déjà signés soient respectés dans la pratique. Vaste programme. Ivan Duque, le chef d'Etat, ne veut pas céder à la pression de la rue.

Les manifestations sont marquées par de violents affrontements.

Les indigènes manifestent pour réclamer le respect d'accords portant notamment sur l'attribution de terres, la sécurité de leurs territoires, leur droit à être consultés sur des projets miniers pouvant les affecter, et des réformes rurales dérivées de l'accord de paix signé en 2016 avec l'ex-guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc).

Ils protestent aussi contre les violences dans leurs régions, où ont été assassinés plusieurs leaders communautaires. Selon le Défenseur du Peuple, chargé de la protection des droits humains en Colombie, 462 leaders communautaires et défenseurs des droits, dont des indigènes, ont été assassinés entre janvier 2016 et février dernier.

Sources : RFI, AFP

### **Uruguay : l'intrigant coup de balai dans l'armée**

*2 avril 2019*

Le président uruguayen, Tabaré Vázquez, a limogé le commandant en chef de l'armée et plusieurs généraux avant de se séparer aussi de son ministre de la Défense. Ces limogeages interviennent après les révélations du journal uruguayen El Observador qui a publié samedi dernier les confessions de l'ancien lieutenant, José Gavazzo, devant un tribunal militaire.

Ce dernier reconnaît avoir jeté dans le fleuve Rio Negro, au centre de l'Uruguay, le corps d'un opposant politique, Roberto Gomensoro, en 1973. Gomensoro était un membre de la guérilla d'extrême gauche du Mouvement de Libération national-Tupamaros.

La décision du président a provoqué des remous au sein de la hiérarchie militaire. C'est ce qu'écrit El Observador.

Le journal El Pais de son côté parle de la plus grave crise institutionnelle que Tabaré Vázquez doit affronter.

Le quotidien publie aussi les réactions des associations des familles de victimes qui ont salué les sanctions à l'encontre des militaires. Des sanctions qui interviennent tard mais qui montrent que les choses changent, selon l'association des mères et des proches d'Uruguayens détenus et disparus.

Cependant, selon certains médias, la présidence était au courant de cette affaire. Une décision qui pourrait s'expliquer par la proximité du prochain scrutin présidentiel auquel souhaite participer le président sortant, en novembre.

Cette affaire qui pourrait bien s'inviter dans les débats de la campagne électorale.

Source : RFI

### **Pédophilie : le pape accepte la démission du plus haut prélat chilien**

*23 mars 2019*

Le pape François a accepté la démission de l'archevêque de Santiago du Chili, le cardinal Riccardo Ezzati, accusé d'avoir couvert des prêtres pédophiles, choisissant encore une fois d'agir au cas par cas après son refus de la démission du cardinal français Philippe Barbarin.

Agé de 77 ans, Mgr Ezzati, le plus haut dignitaire de l'Eglise chilienne, avait présenté sa démission en mai 2018 comme l'ensemble des 34 évêques chiliens à la suite d'une série de scandales d'abus sexuels. Jusqu'à présent, le pape avait accepté 7 de ces démissions.

Vendredi, une cour d'appel de Santiago avait rejeté sa demande de classement des poursuites engagées contre lui à Rancagua (80 km au sud de Santiago) pour non dénonciation d'abus sexuels commis sur des mineurs par trois prêtres, dont l'un a été son bras droit.

Cette décision du pape tranche avec son refus de la démission du cardinal français Philippe Barbarin, condamné à six mois de prison avec sursis pour non dénonciation des abus sexuels d'un prêtre.

Elle est plus en conformité avec le choix du pape d'accepter en octobre 2018, avec réticence, la démission du cardinal américain Donald Wuerl, archevêque de Washington, soupçonné d'avoir étouffé un vaste scandale d'agressions sexuelles en Pennsylvanie (nord-est).

Le Vatican a évoqué la présomption d'innocence dans le cas de Mgr Barbarin, qui a fait appel de sa condamnation et qui a choisi de se mettre "en retrait" de sa charge, mais pas pour les deux autres cardinaux, qui n'ont pourtant même pas encore fait l'objet d'un procès.

Dans le cas du cardinal français, plusieurs vaticanistes ont relevé cette semaine que l'affaire concernait des faits anciens passés sous silence par les prédécesseurs de Mgr Barbarin et que le pape avait probablement voulu éviter de créer un précédent.

Elle a cependant suscité de nombreuses critiques et incompréhensions, en particulier parmi les fidèles, après les appels à l'intransigeance lors du sommet des évêques sur la pédophilie fin février au Vatican.

L'Eglise catholique est actuellement en pleine tourmente avec les révélations successives sur des scandales toujours plus massifs d'agressions pédophiles commises pendant des décennies par des prêtres ou des religieux et souvent couverts par leur hiérarchie.

Il touche jusqu'au sommet de l'Eglise, avec la condamnation récente à 6 ans de prison du cardinal australien George Pell, ancien N.3 du Vatican, pour des agressions sexuelles -- qu'il dément -- sur deux mineurs.

Et le Chili est l'un des pays les plus gravement touchés par ce scandale.

Source : AFP

# **PLANETE GLOBALE / SANTE / DROITS DE L'HOMME**

## **Le manque d'installations de base pour l'eau menace des millions de vies dans le monde (ONU)**

*3 avril 2019*

Plus de deux milliards de personnes sont exposées à de graves risques sanitaires parce qu'il n'y a pas d'eau potable dans un centre médical sur quatre dans le monde, ont déclaré mercredi deux agences onusiennes dans un appel lancé aux pays pour qu'ils fassent davantage pour prévenir la transmission des infections traitables qui peuvent devenir mortelles.

Dans la première évaluation du genre, le rapport WASH (eau, assainissement et hygiène) dans les centres de santé, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) constatent également qu'un établissement de santé sur cinq n'a ni toilettes ni latrines - un problème qui affecte au moins 1,5 milliard de personnes.

« La seule chose que vous devez faire, c'est vous laver les mains, quelle que soit l'infection, quelle que soit la résistance », a déclaré le Dr Bruce Gordon, Coordonnateur des travaux de l'OMS sur l'eau et l'assainissement.

Les populations des pays les plus pauvres du monde sont les plus vulnérables, car les services d'eau de base ne sont disponibles que dans un peu plus de la moitié des installations des pays les moins avancés (PMA), selon l'étude de l'OMS et l'UNICEF.

Ce déficit dans les PMA est important, en particulier pour les mères et les nouveau-nés, car on estime qu'une naissance sur cinq a lieu dans les 47 pays les plus pauvres du monde, ce qui signifie que chaque année, dans ces pays, 17 millions de femmes accouchent dans des centres de santé mal équipés en eau, assainissement et hygiène.

Le rapport révèle également de dangereuses inégalités à l'intérieur des pays, les communautés des zones rurales étant « les plus susceptibles de ne pas avoir accès à des installations de soins de santé décentes », a déclaré Tom Slaymaker, spécialiste principal des statistiques et du suivi pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène à l'UNICEF.

Dans un appel lancé à un plus grand nombre de pays pour qu'ils investissent dans les services d'eau et d'assainissement (WASH), le Dr Gordon a déclaré que l'engagement politique était essentiel.

L'impact destructeur du cyclone tropical Idai en Afrique australe il y a trois semaines a exacerbé le manque d'infrastructures de base dans de nombreux pays de la région, a expliqué M. Slaymaker, ajoutant que l'UNICEF est « fortement impliqué » dans la réponse en cours au Mozambique.

Source : ONU

## **Plus de 100 millions de personnes dans le monde souffrent encore de faim aigüe (ONU)**

*2 avril 2019*



Environ 113 millions de personnes vivant dans 53 pays ont connu une situation d'insécurité alimentaire aigüe en 2018, en baisse par rapport aux 124 millions en 2017, selon un rapport présenté conjointement mardi par l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Près des 2/3 des personnes touchées par l'insécurité alimentaire aigüe vivent dans les huit pays suivants : l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Nigéria, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen. Par ailleurs, 13 pays, dont la Corée du Nord et le Venezuela, n'ont pas été intégrés dans l'analyse faute de manque de données.

« Pour véritablement éliminer la faim, nous devons nous attaquer aux racines sous-jacentes : les conflits, l'instabilité, l'impact des catastrophes climatiques », a déclaré David Beasley, Directeur exécutif du [PAM](#).

« L'objectif Faim Zéro peut être atteint par le soutien à une bonne alimentation et à une bonne éducation des garçons et des filles, par le soutien à une véritable autonomisation des femmes, et par le soutien aux infrastructures rurales ».

Les conclusions du rapport appellent à une coopération approfondie associant prévention, préparation et action afin de répondre aux urgences humanitaires et à leurs causes profondes (entre autres : les changements climatiques, les crises économiques, les conflits et les déplacements de populations).

Source : ONU

## **L'ONU appelle les Etats à mieux faire respecter le droit international humanitaire**

*1<sup>er</sup> avril 2019*

Le chef de l'humanitaire de l'ONU a appelé lundi le Conseil de sécurité et les Etats membres à agir afin de mieux faire respecter le droit international humanitaire et préserver l'espace dans lequel évoluent les travailleurs humanitaires.

« Aujourd'hui, les conflits sont marqués par des attaques plus directement dirigées contre les travailleurs humanitaires et contre le personnel et les établissements médicaux », a déploré le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, Mark Lowcock.

En 2018, 317 attaques contre des travailleurs humanitaires ont fait plus de 113 morts. 388 attaques contre le personnel de santé ont été enregistrées l'année dernière par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ces dernières ont coûté la vie à plus de 300 personnes et fait 400 blessés.

« Dans certains endroits, le personnel médical est également confronté à des poursuites pénales pour avoir soigné des combattants blessés », a dit M. Lowcock.

Selon Mark Lowcock, le monde dispose déjà d'un cadre juridique solide pour protéger les activités humanitaires en période de conflits.

Le problème, c'est que les parties belligérantes et leurs soutiens ne le respectent pas toujours. « Et cela a de graves conséquences », a-t-il dit.

M. Lowcock a indiqué que le viol est aujourd'hui utilisé comme arme de guerre de façon délibérée et organisée.

« Une femme déplacée sur cinq interrogée dit avoir subi des violences sexuelles », a-t-il dit. Et les enfants ne sont pas épargnés. Enrôlement dans des groupes armés, mariages forcés précoces, participation à des attaques suicides. Plus de 21.000 violations graves des droits de l'enfant ont été vérifiées par les Nations Unies en 2017.

Prendre les humanitaires pour cible ne fait que rendre les populations plus vulnérables, a-t-il dit. Selon le chef du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires ([OCHA](#)), 139 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire, la plupart d'entre elles en raison d'un conflit armé. « C'est trois fois plus qu'il y a dix ans », a-t-il dit.

Source : ONU

### **Interpol accusé d'être un instrument de traque de dissidents**

*3 avril 2019*

Accusé d'être instrumentalisé par certains États pour traquer leurs opposants, Interpol a revu ses processus de publication des fameuses "notices rouges" mais sans parvenir à protéger totalement des dissidents parfois pourchassés jusque dans leur pays d'asile.

Persécuté et victime de tortures en Egypte, Sayed Abdellatif a quitté son pays et demandé l'asile à l'Australie en 2012. Mais sur la foi d'une notice rouge émise par Interpol à la demande du Caire, il est resté détenu cinq ans dans un camp de réfugiés australien avant que l'avis de recherche ne soit levé.

Ce cas est l'un des nombreux mis en lumière par l'ONG londonienne Fair Trials, qui maintient Interpol dans son viseur et alerte sur les journalistes, défenseurs des droits de l'Homme et opposants inquiétés ou arrêtés après l'émission peu précautionneuse de notices rouges.

Parmi eux, Dolun Isa, leader ouïghour naturalisé allemand longtemps tourmenté par une notice émise à la demande de la Chine, ou l'auteur germano-turc Dogan Akhanli, bloqué plusieurs mois en Espagne en 2017 à la suite d'une demande d'extradition turque relayée par Interpol.

Parmi les plus de 13.000 émis chaque année, Fair Trials ne peut préciser le nombre d'avis de recherche "à motif politique" ou "abusifs". L'action des avocats du Bolivien Mauricio Ochoa Urioste, réfugié en Uruguay et condamné à 9 ans de prison pour association de malfaiteurs dans son pays, a ouvert la voie à une remise en cause au sein d'Interpol.

Cependant, des réfugiés continuent de faire les frais des avis d'Interpol. Le cas du footballeur du Bahreïn Hakeem Ali Al-Araibi, réfugié en Australie mais détenu 70 jours en Thaïlande sur la base d'un mandat d'arrêt de son pays d'origine relayé par Interpol, a marqué les esprits en début d'année.

L'incident tombait mal pour l'organisation de coopération policière, peu après la polémique née de la candidature - rejetée - du Russe Alexandre Prokoptchouk au poste de président, qui avait éveillé les soupçons sur les intentions du Kremlin.

Interpol venait alors d'essayer, en octobre 2018, la démission rocambolesque de son président chinois Meng Hongwei, arrêté pour corruption dans son pays.  
Il reste encore beaucoup à faire pour s'assurer qu'Interpol mette son système en conformité avec les droits de l'Homme.

Source : AFP

## **Le coût des cyberattaques dans le monde a bondi en 2018**

*2 avril 2019*

Selon une étude du cabinet Accenture, le coût des cyberattaques dans le monde a bondi de près d'un tiers en 2018. Chaque entreprise interrogée a connu en moyenne 145 attaques.  
Dans un monde de plus en plus connecté, les attaques contre les systèmes informatiques des entreprises sont devenues de plus en plus nombreuses et sophistiquées.

Les entreprises américaines, japonaises, allemandes, britanniques et françaises sont les plus visées. Elles sont prêtes aujourd'hui à déboursier jusqu'à 13 millions de dollars par attaque pour contrer les intrusions. Si en France, les grands groupes ne lésinent pas sur les moyens pour se protéger, les PME sont très vulnérables face à ces attaques.

Source : RFI

## **L'ONU intensifie la lutte contre le financement du terrorisme**

*28 mars 2019*

Le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution réclamant aux membres des Nations unies de durcir leur arsenal répressif dans la lutte contre le financement du terrorisme. "La résolution oblige les Etats membres à pénaliser le financement du terrorisme même en l'absence de liens avec un attentat particulier", a relevé l'ambassadeur américain à l'ONU Jonathan Cohen.

"Nous devons endiguer le financement des groupes terroristes tels que le Hezbollah qui exploite la violence et l'instabilité au Moyen-Orient", a-t-il déclaré. La milice libanaise utilise selon lui "des sociétés écrans", notamment dans le domaine pharmaceutique, "pour cacher l'achat d'armes et détourner les mesures de contrôle de blanchiment d'argent".

La question du financement du terrorisme avait déjà été abordée dans des textes onusiens mais de manière disparate. L'objectif de ce nouveau texte écrit par la France vise à en réunir les paramètres et à intensifier la coopération internationale, selon Paris.  
Des enquêtes ont démontré qu'en suivant l'argent, on suit des terroristes.

La résolution enjoint aux Etats membres de définir dans leurs législations et réglementations "des infractions pénales graves" assorties de sanctions pour quiconque utiliserait ou aurait l'intention d'utiliser, "de manière directe ou indirecte", des fonds pour des attentats.

Le texte demande aussi aux Etats membres d'"identifier les secteurs économiques les plus vulnérables au financement du terrorisme" et d'être dotés d'unités de renseignement spécialisées dans la traque des circuits financiers profitant à des organisations terroristes.

Il les pousse enfin à agir contre l'anonymat des transactions et à développer des moyens de contrôle sur les paiements par téléphone, les cartes prépayées, l'usage d'argent liquide (comme avec Western Union), les cagnottes ou les crypto-monnaies.

Pour rassurer les organisations humanitaires craignant de voir leur action entravée sur le terrain au motif qu'elles aideraient indirectement des organisations terroristes, la résolution souligne que l'arsenal répressif développé par les pays doit se faire en respectant le droit humanitaire.

Source : AFP

## **Rougeole : une épidémie qui gagne le monde entier**

*28 mars 2019*

Etat d'urgence dans une banlieue new-yorkaise, flambée des cas en Ukraine, épidémie meurtrière à Madagascar... Maladie évitable mais potentiellement mortelle, la rougeole resurgit un peu partout dans le monde, à cause d'une défiance envers les vaccins ou d'un mauvais accès aux soins.

Les autorités sanitaires mondiales insistent sur l'importance du vaccin, au niveau individuel mais aussi collectif : une couverture vaccinale élevée (95% de la population) protège les personnes qui ne peuvent elles-mêmes être vaccinées, notamment car leur système immunitaire est affaibli (leucémie, traitement antirejet après une greffe...).

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef ont lancé un cri d'alarme devant la recrudescence de cette maladie.

L'OMS a relevé un bond d'environ 50% des cas signalés l'an dernier par rapport à 2017, qui ont fait 136.000 morts dans le monde.

Jusqu'en 2016, la maladie était pourtant en diminution.

Selon l'Unicef, 98 pays ont signalé un plus grand nombre de cas en 2018 qu'en 2017. Dix, dont l'Ukraine, le Brésil et la France, sont responsables des trois quarts de l'augmentation totale.

Dans les pays riches, l'augmentation est attribuée à une défiance envers les vaccins en général et le ROR. Les "anti-vax" s'appuient sur une publication de 1998 liant ce vaccin et l'autisme. Pourtant, il a été établi que son auteur, le Britannique Andrew Wakefield, avait falsifié ses résultats, et plusieurs études ont montré que le vaccin n'augmentait pas le risque d'autisme.

La défiance peut aussi avoir des motifs religieux.

Frappé par une épidémie de rougeole, un comté au nord de New York a décidé mardi de déclarer l'état d'urgence et de bannir de ses lieux publics tout mineur non vacciné. Les quartiers les plus touchés sont ceux à forte population ultra-orthodoxe juive.

Mais selon l'OMS, "la principale raison" de l'insuffisance de la vaccination des enfants est que ceux "qui en ont le plus besoin (n'y) ont pas accès". En cause: des systèmes de santé défaillants dans les pays pauvres.

C'est le cas à Madagascar.

L'Unicef et l'OMS ont soutenu une campagne de vaccination de 11,5 millions d'enfants en février au Yémen, où plusieurs années de conflit ont conduit à une épidémie.

Et au Venezuela, ravagé par une crise économique qui a entraîné une pénurie de médicaments, des milliers de cas se sont déclarés ces derniers mois.

Source : AFP

### **Le chef de l'ONU exhorte à interdire les armes autonomes qui tuent**

*25 mars 2019*

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a vivement engagé les experts en intelligence artificielle (IA) réunis lundi à Genève à poursuivre leurs travaux visant à restreindre le développement de systèmes d'armes autonomes meurtriers, ou LAWS, comme on les appelle aussi.

Dans un message adressé au Groupe d'experts gouvernementaux, le chef de l'ONU a déclaré que « les machines qui ont le pouvoir et la discrétion de tuer sans intervention humaine sont politiquement inacceptables, moralement répugnantes et devraient être interdites par le droit international ».

« L'intelligence artificielle a le potentiel d'accélérer les progrès vers une vie digne, dans la paix et la prospérité, pour tous les peuples », a-t-il déclaré lors d'un sommet en 2017, ajoutant qu'il existe également de sérieux défis et questions éthiques qui doivent être pris en compte, notamment la cybersécurité, les droits humains et la vie privée.

Source : ONU